

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 17 avril 1954

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, April 17th, 1954

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa. as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
36322 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the last three days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per ear.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
36322 — 1-52

Lettres patentes

(P. G. 10631-54)

Acton Nipples Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1954, constituant en corporation: André Beauregard, Jean-Baptiste Chevrette, industriels, Gilles Robert, opérateur, Jeanne d'Arc Dubuc-Beauregard, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit André Beauregard, tous d'Acton Vale, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Exploiter une industrie de fabrication d'accessoires de plomberie et en exercer le commerce, sous le nom de "Acton Nipples Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Acton Vale, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

36988-o

Letters Patent

(A. G. 10631-54)

Acton Nipples Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1954, incorporating: André Beauregard, Jean-Baptiste Chevrette, industrialists, Gilles Robert, operator, Jeanne d'Arc Dubuc-Beauregard, housewife, wife separate by marriage contract of the said André Beauregard, all of Acton Vale, judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To operate a manufacturing industry of plumbing accessories and to deal in same, under the name of "Acton Nipples Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Acton Vale, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

36988

(P. G. 10576-54)

Agel Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept février 1954, constituant en corporation: Gaston Allard, entrepreneur, général, de Sillery, Albert Lafrance, marchand, Roger Gélinas, comptable-administrateur, tous deux de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faires affaires comme entrepreneur général, sous le nom de "Agel Construction Limitée" avec un capital total de $25,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 50 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept février 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(A. G. 10576-54)

Agel Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February 1954, incorporating: Gaston Allard, general contractor, of Sillery, Albert Lafrance, merchant, Roger Gélinas, accountant-director, both of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general contractor, under the name of "Agel Construction Limitée", with a total capital stock of $25,000, divided into 200 common shares of $100 each and 50 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the Office of the Attorney General, the twenty-seventh day of February 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(P.G. 10711-54)

Ahuntsic Lumber Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1954, constituant en corporation: Charles-Édouard Bertrand, Thérèse Cromp, tous deux de Montréal, Paul Trudeau, de Ville Mont-Royal, tous avocats, du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de bois, sous le nom de "Ahuntsic Lumber Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions communes de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4376, rue Marcil, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(A.G. 10711-54)

Ahuntsic Lumber Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1954, incorporating: Charles-Édouard Bertrand, Thérèse Cromp, both of Montreal, Paul Trudeau, of the Town of Mount-Royal, all advocates, of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in wood, under the name of "Ahuntsic Lumber Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4376 Marcil Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(P.G. 10664-54)

Alph. & Eddy Brown Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mars 1954, constituant en corporation: Alphonse Brown, Eddy Brown, négociants, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, Paul-E. Baillargeon, avocat et procureur, de Saint-Georges, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de chaussures et accessoires, sous le nom de "Alph. & Eddy Brown Sales Inc.", avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1470, rue Mansfield, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quinze mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(A.G. 10664-54)

Alph. & Eddy Brown Sales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March 1954, incorporating: Alphonse Brown, Eddy Brown, dealers, both of the city and judicial district of Montreal, Paul E. Baillargeon, advocate and attorney, of Saint Georges, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To manufacture and deal in the shoe business and accessories, under the name of "Alph. & Eddy Brown Sales Inc.", with a total capital of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1470 Mansfield Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the fifteenth day of March 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(P. G. 10696-54)

Association de Bienfaisance Crémazie

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Claude LeColleter, comptable, Albert Saey, livreur, Berthe Robillard Martin, opératrice, veuve de Almanzor Martin, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Travailler au bien-être moral, physique et intellectuel des employés de la Buanderie St-Hubert Limitée, sous le nom de "Association de Bienfaisance Crémazie".

Le montant des revenus provenant d'immeubles que la corporation peut posséder, est limité à $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(A. G. 10696-54)

Association de Bienfaisance Crémazie

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1954, incorporating without share capital: Claude LeColleter, accountant, Albert Saey, deliverer, Berthe Robillard, Martin, operator, widow of Almanzor Martin, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To work for the moral, physical and intellectual welfare of the employees of the Buanderie St-Hubert Limitée, under the name of "Association de Bienfaisance Crémazie".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $10,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(P. G. 10528-54)

Béliveau & Comeau Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mars 1954, constituant en corporation: Donat Béliveau, Allard Comeau, garagistes, Madame Yvonne Béliveau, ménagère, épouse commune en biens dudit Donat Beliveau et dûment autorisée par ce dernier, tous de Rock Island, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'automobile en général, sous le nom de "Béliveau & Comeau Automobiles Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rock Island, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le quinze mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS,

(A. G. 10528-54)

Béliveau & Comeau Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March 1954, incorporating: Donat Beliveau, Allard Comeau, garage-keepers, Mrs. Yvonne Beliveau, housekeeper, wife common as to property of the said Donat Beliveau and duly authorized by the latter, all of Rock Island, judicial district of Saint Francis, for the following purposes:

To deal in automobiles generally, under the name of "Béliveau & Comeau Automobiles Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Rock Island, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, the fifteenth day of March 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(P.G. 10629-54)

Blau & Skarf Fur Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mars 1954, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, John Liberman, étudiant en droit, Sybil Marter, secrétaire, épouse séparée de biens de Frank Marter, Mary Goldwater, secrétaire, épouse séparée de biens de Sydney Leon Goldwater, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de fourrures, sous le nom de "Blau & Skarf Fur Co. Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(A.G. 10629-54)

Blau & Skarf Fur Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1954, incorporating: Charles Brownstein, advocate, John Liberman, law-student, Sybill Marter, secretary, wife separate as to property of Frank Marter, Mary Goldwater, secretary, wife separate as to property of Sydney Leon Goldwater, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furs, under the name of "Blau & Skarf Fur Co. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(P.G. 10811-54)

Cafe Domino Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1954, constituant en corporation: Joseph-Paul Roy, tavernier, de Lachine, Madame Ernest Petit, épouse séparée de biens de Ernest Petit, tavernier, Jean Houle, comptable de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers et restaurateurs, sous le nom de "Café Domino Limitée", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le premier avril 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(A.G. 10811-54)

Cafe Domino Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1954, incorporating: Joseph-Paul Roy, tavern-keeper, of Lachine, Madame Ernest Petit, wife separate as to property of Ernest Petit, Tavern-keeper, Jean Houle, accountant, of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hotel and restaurant keepers, under the name of "Café Domino Limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(P.G. 10455-54)

Canadian National Recreation Association Inc. (Montreal)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1954, constituant en corporation: sans capital-actions: George Leonard Bishop, Baden Powell Walker, Treffle Sevigny, John Alexander Thomson, James Schofield Riley, tous cinq de Montréal, George Musgrove Harding, Norman Maxwell Hilliard, tous deux de Saint-Lambert, Harvey John West, de Verdun, Sylvio Joseph Shwetz, de Westmount, Harold Wallace Alexander, Frederick Victor Addison Stady, Edmond Anthony Milroy, tous trois de Ville Saint-Laurent, Robert Gerald Irwin, de Lachine, Hubert Melville Parry, de Valois, Thomas Luke Tansey, de Vaudreuil-Dorion, tous du district judiciaire de Montréal, William Campbell Russell, Hug Farquhar, tous deux de Saint-Eustache-sur-le-Lac, district judiciaire de Terrebonne, tous employés du C.N.R., pour les objets suivants:

Promouvoir et encourager des activités athlétiques et sociales parmi les employés de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada, sous le nom de "Canadian National Recreation Association Inc. (Montreal)".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(A.G. 10455-54)

Canadian National Recreation Association Inc. (Montreal)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March 1954, to incorporate as a corporation without share capital: George Leonard Bishop, Baden Powell Walker, Treffle Sevigny, John Alexander Thomson, James Schofield Riley, all five from Montreal; George Msugrove Harding, Norman Maxwell Hilliard, both of Saint Lambert, Harvey John West, of Verdun, Sylvio Joseph Shwetz, of Westmount, Harold Wallace Alexander, Frederick Victor Addison Stady, Edmond Anthony Milroy, all three of the Town of Saint Laurent, Robert Gerald Irwin, of Lachine, Hubert Melville Parry, of Valois, Thomas Luke Tansey, of Vaudreuil-Dorion, all of the judicial district of Montreal, William Campbell Russell, Hugh Farquhar, both of Saint Eustache sur le Lac, judicial district of Terrebonne, all employees of the C.N.R., for the following purposes:

To promote and encourage athlectic and social activities among the employees of the Canadian National Railways Company of Canada, under the name of "Canadian National Recreation Association Inc. (Montreal)".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the nineteenth day of March 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(P.G. 10541-54)

Cana Door Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mars 1954, constituant en corporation: Gérard-Pierre Laganière, avocat, Sylvette Sylvestre, sténographe, fille majeure, tous deux de Loranger, avocat, de Westmount, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

(A.G. 10541-54)

Cana Door Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March 1954, incorporating: Gérard Pierre Laganière, advocate, Sylvette Sylvestre, stenographer, spinster, both of Montreal, Henri Masson Loranger, advocate, of Westmount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer l'industrie et le commerce de bois, métal et plastique, sous le nom de "Cana Door Limited", avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le deux mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
36988-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10683-54)

Caplan Hardware Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1954, constituant en corporation: Alan B. Gold. avocat, Morris Weiner, étudiant en droit, tous deux de Montréal, Murray Lapin, avocat, de Hampstead, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de marchandises composées en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre, de produits chimiques, animaux, minéraux et végétaux, de pierres précieuses, liqueurs douces, livres et revues périodiques, objets d'art, sous le nom de "Caplan Hardware Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
36988-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10592-54)

Carter & Girard Construction Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mars 1954, constituant en corporation: Wilfrid M. Carter, entrepreneur, de Gaspé, Rupert Girard, entrepreneur, de Belle-Anse, tous deux du district judiciaire de Gaspé, Lucien Boulet, comptable, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Carter & Girard Construction Company Limited", avec un capital total de $50,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général le onze mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
36988-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10493-54)

Cercle des Hommes d'Affaires d'Asbestos Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

To carry on the business of an deal in lumber metals and plastics, under the name of "Cana Door Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Vaudreuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the second day of March 1954.

L. DÉSILETS,
36988 Deputy Attorney General.

(A.G. 10683-54)

Caplan Hardware Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1954, incorporating: Alan B. Gold, advocate, Morris Weiner, law-student, both of Montreal, Murray Lapin, advocate, of Hampstead, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in merchandise composed in whole or in part leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass chemical, animal, mineral and vegetable products, precious stones, soft drinks, books and periodicals, objets d'art, under the name of "Caplan Hardware Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2000 common shares of $10 each, and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1954.

L. DÉSILETS,
36988 Deputy Attorney General.

(A.G. 10592-54)

Carter & Girard Construction Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of March 1954, incorporating Wilfrid M. Carter, contractor, of Gaspé, Rupert Girard, contractor, of Belle Anse, both of the judicial district of Gaspé, Lucien Boulet, accountant, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Carter & Girard Construction Company Limited", witha total capital of $50,000, divided into 300 common shares of a par value of $100 each, and 200 preferred shres of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Gaspé, judicial district of Gaspe.

Dated at the office of the Attorney General, the eleventh day of March 1954.

L. DÉSILETS,
36988 Deputy Attorney General.

(A. G. 10493-54)

Cercle des Hommes d'Affaires d'Asbestos Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth

du dix-neuf mars 1954, constituant en corporation: Rolland Hinse, garagiste, Armand Corbeil, notaire, Adrien Morin, agent d'assurances, tous d'Asbestos, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Etablir des auberges, hôtelleries et maisons de logements; opérer des organisations athlétiques, récréatives, sportives et sociales et acquérir ou louer tous biens meubles et immeubles nécessaires à ces fins, sous le nom de "Cercle des Hommes d'Affaires d'Asbestos Incorporé", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,600 actions de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Asbestos, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10446-54)

Clinique Tarnier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mars 1954, constituant en corporation: Jean-C. Bherer, avocat, Paule-Andrée Perreault, Lise Nault, toutes deux sténographes, filles majeures usant de leurs droits, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fonder et maintenir une clinique et/ou un hôpital, sous le nom de "Clinique Tarnier Inc.", avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quinze mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10091-54)

Commissariat Industriel de St-Georges de Beauce Quebec Canada Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mars 1954, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Ovide Bélair, agent, Yvon Thibaudeau, marchand, Lionel Morin, épicier en gros, Armand Catellier, technicien, J.-Dominique Bernard, gérant C.A.C., tous de Saint-Georges de Beauce, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Aider et servir par tous les moyens à sa disposition les industries, commerces, hôtelleries actuellement existant dans Saint-Georges et le district, sous le nom de "Commissariat Industriel de St-Georges de Beauce Quebec Canada Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $40,000.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général le seize mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

---

day of March, 1954, incorporating: Rolland Hinse, garage-keeper, Armand Corbeil, notary, Adrien Morin, insurance agent, all of Asbestos, judicial district of Saint-Francis, for the following purposes:

To establish inns, hotels and lodring houses; to operate atheletic, recreational, sporting and social organizations and to acquire or rent all moveable property and real estate necessary for these purposes, under the name of "Cercle des Hommes d'Affaires d'Asbestos Incorporé", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,600 shares of $25 each.

The head office of the company will be at Asbestos, judicial district of Saint-Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(A. G. 10446-54)

Clinique Tarnier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March 1954, incorporating: Jean C. Bherer advocate, Paule Andrée Perrault, Lise Nault, stenographers, filles majeures making use of their rights, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To found and maintain a clinic and/or hospital, under the name of "Clinique Tarnier Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the fifteenth day of March 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(A.G. 10091-54)

Commissariat Industriel de St-Georges de Beauce Quebec Canada Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1954, incorporating, without share capital: J. Ovide Bélair, agent, Yvon Thibaudeau, merchand, Lionel Morin, wholesale grocer, Armand Catellier, technician, J. Dominique Bernard, manager, C.A.C., all of Saint-Georges de Beauce, judicial district of Beauce, for the following purposes.

To help and serve by all means at its disposition, industries, businesses, hotels presently existing in Saint-Georges and district, under the name of "Commissariat Industriel de St-Georges de Beauce Quebec Canada Inc.".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $40,000.

The head office of the company will be at Saint-Georges, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(P.G. 10718-54)

Coronet Studio Inc.— Studio Coronet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1954, constituant en corporation: Rolland Brosseau, photographe, Charles-Aimé Laliberté, gérant, Robert Letendre, fleuriste, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme photographe, sous le nom de "Coronet Studio Inc.— Studio Coronet Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 60 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 140 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 754, rue Sherbrooke ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(A.G. 10718-54)

Coronet Studio Inc.— Studio Coronet Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1954, incorporating: Rolland Brosseau, photographer, Charles-Aimé Laliberté, manager, Robert Letendre, florist, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a photographer, under the name "Coronet Studio Inc.— Studio Coronet Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 60 common shares of a par value of $100 each and into 140 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 754, Sherbrooke Street-West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of march, 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(P. G. 10612-54)

Dumas & Boisvert Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mars 1954, constituant en corporation: Louis-Philippe Caissy, inspecteur, Claude Hamelin, secrétaire, Paul-Emile Ally, avocat, tous de Sorel, district judiciaire de Richelieu, pour les objets suivants:

Faires affaires comme entrepreneur général, sous le nom de "Dumas et Boisvert Construction Ltée", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 70, rue du Roi, Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(A. G. 10612-54)

Dumas & Boisvert Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March 1954, incorporating: Louis Philippe Caissy, inspector, Claude Hamelin, secretary, Paul Emile Ally, advocate, all of Sorel, judicial district of Richelieu, for the following purposes:

To carry on the business of general contractor, under the name of "Dumas et Boisvert Construction Ltée", with a total capital of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 70 King Street, Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-fourth day of March 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(P. G. 10687-54)

Edmond Sylvain Limitée 1954

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1954, autorisant la fusion des compagnies "Edmond Sylvain Limitée" et "Abattoir Sylvain Inc.", constituée toutes deux en corporations en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 6 juin 1945, dans le but d'exercer le commerce de viande en général, sous le nom de "Edmond Sylvain Limitée 1954", avec un capital total de $225,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $25 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est "Edmond Sylvain Limitée 1954".

Le siège social de la compagnie est situé au numéro 335, rue Dorchester, en les cité et district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(A. G. 10687-54)

Edmond Sylvain Limitée 1954

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated: March twenty-six, 1954, authorizing the fusion of the companies "Edmond Sylvain Limitée" and "Abattoir Sylvain Inc.", both incorporated into corporations under Part I of the Quebec Companies' Act, dated June 6, 1945, for the purpose of dealing generally in meat, under the name of "Edmond Sylvain Limitée 1954", with a total capital stock of $225,000, divided into 5,000 common shares of a par value of $25 each and into 20,000 preferred shares of a par value of $5 each.

The name of the new company is "Edmond Sylvain Limitée 1954".

The head office of the company is situate at number 335, Dorchester Street, in the city and judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth kay of March 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(P.G. 10693-54)

Fours and Fives Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1954, constituant en corporation: Jack Klineberg, notaire, Léonard Liverman, Julius Briskin, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Fours and Fives Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(A.G. 10693-54)

Fours and Fives Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March 1954, incorporating: Jack Klineberg, notary, Leonard Liverman, Julius Briskin, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Fours and Fives Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the nineteenth day of March 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(P.G. 10640-54)

Fourteen Weredale Park Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mars 1954, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Anne Zifkin, Sonya Schneyer, secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, Cyril E. Schwisberg, avocat, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Fourteen Weredale Park Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2024, rue Peel, Montréal, district judiciaire de Montréal

Daté du bureau du Procureur général le quinze mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(A.G. 10640-54)

Fourteen Weredale Park Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1954, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Anne Zifkin, Sonya Schneyer, secretaries, spinsters, all three of Montreal, Cyril E. Schwisberg, advocate, of Outremount, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the real estate business under the name of "Fourteen Weredale Park Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2024 Peel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(P.G. 10659-54)

Foyer Valin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mars 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Patrice Tardif, J.-Roméo Bolduc, Emile Charpentier, Napoléon Brisson, cultivateurs, et Gérard Mercier, journalier, tous de Saint-Méthode, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Établir un foyer pour garçons et personnes âgées de la parcisse de Saint-Méthode et des environs et rendre des services de nature charitable aux personnes dans le besoin, sous le nom de "Foyer Valin Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $75,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Méthode, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général le douze mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(A.G. 10659-54)

Foyer Valin Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1954, incorporating without share capital: Patrice Tardif, J. Roméo Bolduc, Émile Charpentier, Napoléon Brisson, farmers and Gérard Mercier, laborer, all of Saint-Méthode, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To establish a home for boys and aged persons of the parish of Saint-Méthode and its environments and to render services of a charitable nature to people in need, under the name of "Foyer Valin Inc.".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $75,000.

The head office of the company will be at Saint-Méthode, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(P.G. 10706-54)

Frank Guzzo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1954, constituant en corporation: Peter Shorteno, avocat, de Ville Daint-Laurent, Albert Malouf, avocat, Claire Lapointe, sténographe, fille majeure, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme horlogers et bijoutiers; manufacturer et exercer le commerce d'appareils et accesssoires de radio, de télévision et de phonographe, sous le nom de "Frank Guzzo Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1435, rue St-Alexandre, chambre 140, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10682-54)

Imprimerie Vachon & Cie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1954, constituant en corporation: Gilles Carle, avocat, Jean-M. Gagnon, notaire, J.-Claude Beaudet, comptable, Louis-Joseph Gagnon, juge, René-A. Lepage, médecin, tous de Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de l'édition, de l'imprimerie et de la publicité, sous le nom de "Imprimerie Vachon & Cie Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 80 actions privilégiées "classe A" de $100 chacune et 120 actions pribilégiées "classe B" de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10428-54)

J. M. Comeau Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1954, constituant en corporation: Fernand Cardinal, couriter d'assurance, Ernest Bédard, rentier, tous deux de Montréal, Roméo Payette, comptable, de Rosemont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de marchandises habituellement vendues dans un magasin à rayons et dans un magasin général, sous le nom de "J. M. Comeau Limitée", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Gabriel-de-Brandon, district judiciaire de Joliette

(A.G. 10706-54)

Frank Guzzo Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March 1954, incorporating: Peter Shorteno, advocate, of the Town of Saint-Laurent, Albert Malouf, advocate, Claire Lapointe, stenographer, spinster, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of jewellers and clock and watch-makers; manufacture and deal in radio, television and phonograph apparatus and accessories, under the name of "Frank Guzzo Inc.", with a total capital of $40,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each, and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 1435 St. Alexander Street, Room 140, Montréal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-third day of March 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(A.G. 10682-54)

Imprimerie Vachon & Cie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1954, incorporating: Gilles Carle, advocate, Jean M. Gagnon, notary, J. Claude Beaudet, accountant, Louis-Joseph Gagnon, judge, René A. Lepage, physician, all of Mont-Joli, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in publishing, printing, and publicity, under the name of "Imprimerie Vachon & Cie Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 80 preferred class "A" shares of $100 each and into 120 class "B" shares of $100 each.

The head office of the company will be at in the town of Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(A.G. 10428-54)

J. M. Comeau Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March 1954, incorporating: Fernand Cardinal, insurance broker, Ernest Bédard, annuitant, both of Montreal, Roméo Payette, accountant, of Rosemont, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in merchandise usually sold in department and general stores, under the name of "J. M. Comeau Limitée", with a total capital of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at St. Gabriel de Brandon, judicial district of Joliette.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-six mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
36988-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10679-54)

Laflamme Fourrures Inc.
Laflamme Furs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1954, constituant en corporation: Raymond Laflamme, marchand, Rachel Péloquin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Raymond Laflamme et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Doris Robert, avocat, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de la fourrure, sous le nom de "Laflamme Fourrures Inc. — Laflamme Furs Inc.", avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
36988-o L. DÉSILETS.

(P. G. 51638-53)

La Ligue des Propriétaires de la ville de l'Isle Maligne

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Wilfrid Beault, sergent de police, Marcel Delisle, Lucien Côté, tous deux commis, Claude Lahaie, contremaître, Charles Perron, plombier, Adélard Claveau, mécanicien, tous de l'Isle Maligne, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Défendre et promouvoir les intérêts des propriétaires de la Ville de l'Isle Maligne, sous le nom de "La Ligue des Propriétaires de la Ville de l'Isle Maligne".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à l'Isle Maligne, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur le vingt-six mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
36988-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10658-54)

Lanbar Construction Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mars 1954, constituant en corporation: Jack Klineberg, notaire, Leonard Liverman, Julius Briskin, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Construire des immeubles; exercer le commerce desdits immeubles et de matériaux de construction, sous le nom de "Lanbar Construction Corp.", avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-sixth day of March 1954.

L. DÉSILETS,
36988 Deputy Attorney General.

(A. G. 10679-54)

Laflamme Fourrures Inc.
Laflamme Furs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1954, incorporating: Raymond Laflamme, merchant, Rachel Péloquin, housewife, wife separate as to property of the said Raymoud Laflamme and duly authorized by the latter for these presents, Doris Robert, advocate, all of Granby, judicial district of Beldord, for the following purposes:

To manufacture and deal in fur, under the name of "Laflamme Fourrures Inc. — Laflamme Furs Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-chird day of March, 1954.

L. DÉSILETS,
36988 Deputy Attorney General.

(A. G. 51638-53)

La Ligue des Propriétaires de la ville de l'Isle Maligne

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March 1954, to incorporate as a corporation without share capital: Wifrid Breault, police sergeant, Marcel Delisle, Lucien Côté, both clerks, Claude Lahaie, foreman, Charles Perron, plumber, Adelard Claveau, mechanic, all of Isle Maligne, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To safeguard and promote the interests of the proprietors of the town of Isle Maligne, under the name of "La Ligue des Proprietaires de la Ville de l'Isle Maligne".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation wil be at Isle Maligne, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-sixth day of March 1954.

L. DÉSILETS,
36988 Deputy Attorney General.

(A.G. 10658-54)

Lanbar Construction Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March 1954, incorporating: Jack Klineberg, notary, Leonard Liverman, Julius Briskin, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To erect buildings; to deal in the said buildings and building materials, under the name of "Lanbar Construction Corp.", with a total capital stock of $20,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le douze mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10654-54)

L'Association des Fonctionnaires Provinciaux des Cantons de l'Est

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1954, constituant en corporation: sans capital-actions: Fernand Drapeau, secrétaire du Ministre des Terres et Forêts et des Ressources Hydrauliques, Romain Biron, inspecteur en charge, commission du salaire minimum à Sherbrooke, Thérèse Braum, secrétaire du Protonotaire du district de Saint-François, tous de Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Promouvoir le bien-être des fonctionnaires provinciaux tant professionnellement que socialement que socialement, sous le nom de "L'Association des Fonctionnaires Provinciaux des Cantons de l'Est".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $49,000.

Le siège social de la corporation sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10445-54)

L'Association des Hommes d'Affaires de Pont-Viau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mars 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-C. Bherer, avocat, Paule-Andrée Perrault, Lise Nault, sténographes, filles majeures et usant de leurs droits, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Réunir en association les hommes d'affaires, propriétaires, marchands, industriels, commerçants, professionnels, agents, faisant affaires, pratiquant ou demeurant dans la ville de Pont-Viau, pour coopérer au développement industriel, commercial ou économique et au bien-être général de la population, sous le nom de "L'Association des Hommes d'Affaires de Pont-Viau Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation sera à Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Prreureur général le quinze mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10758-54)

Laurendeau Lumber Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la pro-

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1954.

L. DÉSILETS.

36988 Deputy Attorney General.

(A.G. 10654-54)

L'Association des Fonctionnaires Provinciaux des Cantons de l'Est

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third March, 1954, incorporating: without share capital: Fernand Drapeau, secretary for the Minister and Lands and Forests and Hydraulic Resources, Romain Biron, inspector in charge, Minimum Wage Commission at Sherbrooke, Thérèse Braum, secretary of the Prothonotary of the district of Saint-Francis, all of Sherbrooke, judicial district of Saint-Francis, for the following purposes:

To promote the welfare of the provincial civil employees of Eastern Townships region, professionally a well as socially, under the name of "L'Association des Fonctionnaires Provinciaux des Cantons de l'Est."

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited is $49,000.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint-Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(A.G. 10445-54)

L'Association des Hommes d'Affaires de Pont-Viau Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1954, incorporating without share capital: Jean C. Bherer, advocate, Paule-Andrée Perrault, Lise Nault, stenographers, spinsters and in use of their rights, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To unite into a society the business men, proprietors, merchants, industrialists, dealers, professional men, agents carrying on business, practicing or living in the town of Pont-Viau, to cooperate in the industrial, commercial or economical development and for the general welfare of the population, under the name of "L'Association des Hommes d'Affaires de Pont-Viau Inc.".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the company will be at Pont Viau, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(A.G. 10758-54)

Laurendeau Lumber Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

vince de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1954, constituant en corporation: Gérard Laurendeau, Maurice Laurendeau, tous deux industriels, Josaphat Laurendeau, chauffeur, Jérôme Loranger, notaire, J.-Rodrigue Hébert, comptable, tous du Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de bois, sous le nom de "Laurendeau Lumber Inc.", avec un capital total de $225,000, divisé en 1,500 actions communes de $100 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10650-54)

Le Congrès Marial National Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mars 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Monseigneur Charles-Édouard Bourgeois, P.D., Laurent Paradis, entrepreneur, tous deux des Trois-Rivières, Révérend Paul-Henri Barabé, O.M.I., supérieur de la communauté des Missionnaires Oblats de Marie Immaculée, de la cité du Cap-de-la-Madeleine, tous du district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Préparer et parfaire l'organisation de la célébration du Congères Marial National, qui doit avoir lieu en la cité du Cap-de-la-Madeleine, district des Trois-Rivières, sous le nom de "Le Congrès Marial National Inc.".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera en la cité du Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le quinze mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10434-54)

Les Ateliers Martel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-sept mars 1954, constituant en corporation: Marcel Gauthier, homme d'affaires, Gérard Gaudry, administrateur, J.-Ovila Boulianne, comptable, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Les Ateliers Martel Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March 1954, incorporating: Gérard Laurendeau, Maurice Laurendeau, both industrialists, Josaphat Laurendeau, chauffeur, Jérôme Loranger, notary, J.-Rodrigue Hébert, accountant, all of Cap de la Madeleine, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To manufacture and carry on the lumber business, under the name of "Laurendeau Lumber Inc.", with a total capital stock of $225,000, divided into 1,500 common shares of $100 each and 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Cap de la Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-third day of March 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(A.G. 10650-54)

Le Congrès Marial National Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1954, incorporating without share capital: Monsignor Charles-Edouard Bourgeois, P.D., Laurent Paradis, contractor, both of Trois-Rivières, Reverend Paul-Henri Barabé, O.M.I., Superior of the Community of the Oblate Missionaries of Mary-Immaculate, of the City of Cap-de-la-Madeleine, all of the judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To prepare and complete the organization for the celebration of the "Congrès Marial National", which is to take place in the city of Cap-de-la-Madeleine, district of Trois-Rivières, under the name of "Le Congrès Marial National Inc.".

The amount to which the value of immovable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(A.G. 10434-54)

Les Ateliers Martel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1954, incorporating: Marcel Gauthier, businessman, Gérard Gaudry, administrator, J.-Ovila Boulianne, accountant, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and to deal in building materials, under the name of "Les Ateliers Martel Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(P. G. 10666-54)

Les Entreprises du Meuble Moderne Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1954, constituant en corporation: Maurice S. Hébert, Luc Geoffry, tous deux avocats, Yves Masson, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire tout ce qui se rapporte au commerce de meubles, accessoires électriques, radios et télévisions, sous le nom de "Les Entreprises du Meuble Moderne Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 351, rue Emery, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10395-54)

Ligue des Propriétaires de St-Eustache Ouest Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mars 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Brissette, entrepreneur, Rosario Lefebvre, tailleur, Camille Lefebvre, Paul Rossé, tous deux marchands, tous de Plage des Pins, Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne, pour les objets suivants:

Grouper et unir les propriétaires de la Plage des Pins, située dans la ville de Saint-Eustache, pour protéger et défendre leurs intérêts, sous le nom de "Ligue des Propriétaires de St-Eustache Ouest Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Plage des Pins, Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le seize mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10544-54)

Marchessault Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mars 1954, constituant en corporation: Aimé Marchessault, Ronald Marchessault, tous deux garagistes, Simone Delisle Marchessault, ménagère, épouse séparée de biens dudit Aimé Marchessault, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagiste, sous le nom de "Marchessault Inc.", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A. G. 10666-54)

Les Entreprises du Meuble Moderne Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March 1954, incorporating: Maurice S. Hébert, Luc Geoffry, both advocates, Yves Masson, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the followinr purposes:

To deal in furniture, electrical appliances, radios, televisions, and everything pertaining thereto, under the name of "Les Entreprises du Meuble Moderne Inc.", with a total capital stock of $40,000 of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at 351 Emery Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-third day of March 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(A. G. 10395-53)

Ligue des Propriétaires de St-Eustache Ouest Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1954, incorporating without share capital: Albert Brissette, contractor, Rosario Lefebvre, tailor, Camille Lefebvre, Paul Bossé, both merchants, all of Plage des Pins, Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne, for the following purposes:

To group and unite the proprietors of Plage des Pins, situate in the town of Saint-Eustache, to protect and defend their interests, under the name of "Ligue des Propriétaires de St-Eustache Ouest Inc.".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the company will be at Plage des Pins, Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attoruey General, this sixteenth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(A.G. 10544-54)

Marchessault Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March 1954, incorporating: Aimé Marchessault, Ronald Marchessault, both garagekeepers, Simone Delisle Marchessault, housekeeper, wife separate as to property of the said Aimé Marchessault, and duly authorized by the latter for the purposes herein set forth, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a garagekeeper, under the name of "Marchessault Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-cinq mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10595-54)

Mes Enfants Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mars 1954, constituant en corporation: C.-Antoine Geoffrion, Luc Parent, de Montréal, Guillaume Geoffrion, de Westmount, tous avocats, du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme maison de publication, sous le nom de "Mes Enfants Inc.", avec un capitzl total de $60,000, divisé en 450 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le douze mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10746-54)

Milano Furniture Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1954, constituant en corporation: Louis Abraham DeZwirek, c.r., Daniel Morris, tous deux de Montréal, Samuel Leon Mendelsohn, de Westmount, tous avocats, du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de meubles et d'appareils et accessoires d'utilité domestique, sous le nom de "Milano Furniture Co. Ltd.", avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10694-54)

Nashwaak Corporation of Canada Limited (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1954, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, Clifford George Meek, Charles Eric Humphrey, tous deux teneurs de livres, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Nashwaak Corporation of Canada Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-fifth day of March 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(A.G. 10595-54)

Mes Enfants Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1954, incorporating: C. Antoine Geoffrion, Luc Parent, of Montreal, Guillaume Geoffrion, of Westmount, all advocates, of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a publishing house, under the name of "Mes Enfants Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 450 common shares of a par value of $100 each and into 150 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(A. G. 10746-5)

Milano Furniture Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1954, incorporating: Louis Abraham DeZwirek, Q.C., Daniel Morris, both of Montreal, Samuel Leon Mendelsohn, of Westmount, all advocates, of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and appliances and accessories for domestic use, under the name of "Milano Furniture Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each, ane into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(A. G. 10694-54)

Nashwaak Corporation of Canada Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1954, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, Clifford George Meek, Charles Eric Humphrey, both bookkeepers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Nashwaak Corporation of Canada Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of a par value of $1.00 each.

The shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount or amounts of

payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10669-54)

Quebec Trotting Raceways Inc.
Les Pistes au Trot du Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1954, constituant en corporation sans capital-action: Maurrice Michaud, Jacques-J. Gravel, entrepreneurs, Henri Bertrand, promoteur de sports, tous trois de Sillery, Philippe Gimaël, consultant en taxes, de Québec, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Promouvoir la bonne organisation des courses sous harnais en général, sous le nom de "Quebec Trotting Raceways Inc."—"Les Pistes au Trot du Québec Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à 42 rue Ste-Anne, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10467-54)

Racine Refrigérateurs Domestiques Ltée
Racine Household Refrigerators Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mars 1954, constituant en corporation: Charles-Émile Lavigne, agent d'assurance, Rodolphe Blain, bourgeois, Laurent Desroches, avocat, tous trois des cité et district judiciaire de Montréal, Marc Carrière, gérant, de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'appareils et accessoires d'utilité domestique, sous le nom de "Racine Refrigérateurs Domestiques Ltée" — "Racine Household Refrigerators Ltd.", avec un capital total de $25,000, divisé en 25,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le seize mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10598-54)

Radisson Equipment Ltée
Radisson Equipment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mars 1954, constituant en corporation: Armand Roy, mécanicien, Louis-Philippe Hamel, secrétaire, Charles-Emile Bourassa,

the price or prices paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(A.G. 10669-54)

Quebec Trotting Raceways Inc.
Les Pistes au Trot du Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March 1954, incorporate as a corporation without share capital: Maurice Michaud, Jacques J. Gravel, constractors, Henri Bertrand, sports, promotor all three of Dillery, Philippe Gimael, consultant in taxation, of Quebec, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To promote good organization in harness-racing generally, under the name of "Quebec Trotting Raceways Inc."—"Les Pistes au Trot du Quebec Inc.".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the Corporation will be at 42 St. Ann Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, the eighteenth day of March 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(A.G. 10467-54)

Racine Refrigérateurs Domestiques Ltée
Racine Household Refrigerators Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters ptent have been Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March 1954, incorporating: Charles Émile Lavigne, insurance agent, Rodolphe Blain, gentleman, Laurent Desroches, advocate, all three of the city and judicial district of Montreal, Marc Carrière, manager, of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To deal in apparatus and accessories of a domestic utility, under the name of "Racine Refrigerateurs Domestiques Ltée" — "Racine Household Refrigerators Ltd.", with a total capital stock of $25,000, divided into 25,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the sixteenth day of March 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(A. G. 10598-54)

Radisson Equipment Ltée
Radisson Equipment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March 1954, incorporating: Armand Roy, mechanic, Louis Philippe Hamel, secretary, Charles Emile Bourassa, manufacturing

agent manufacturier, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de la machinerie en général, sous le nom de "Radisson Equipment Ltée" "Radisson Equipment Ltd", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur génésal le vingt-quatre mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10593-54)

Rubin Bros. Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mars 1954, constituant en corporation: Lazarus L. Tinkoff, Arthur Levin, Michael Drazner, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes, maraîchers, jardiniers et grainetiers, sous le nom de "Rubin Bros. Incorporated", avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1818, rue Ste-Catherine ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quinze mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10619-54)

Sidmor Children's Wear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1954, constituant en corporation: Louis Orenstein, Bernard Diamond, Egbert Earl Cockerton, tous avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Sidmor Children's Wear Ltd.", avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions pribilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10543-54)

Sylvio Provost Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1954, constituant en corporation: Roland Bergeron, avocat, Marcel Bouchard, comptable, tous deux de Roberval, Sylvio Provost, industriel, de Saint-André, tous du district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

agent, all or the city and judicial district of Trois Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in machinery generally, under the name of "Radisson Equipment Ltée" "Radisson Equipment Ltd", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Trois Rivières, judicial district of Trois Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, the twenty-fourth day of March 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(A. G. 10593-54)

Rubin Bros. Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March 1954, incorporating: Lazarus L. Tinkoff, Arthur Levin, Michael Drazner, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen, market-gardeners, seedsmen and gardeners, under the name of "Rubin Bros. Incorporated", with a total capital stock of $20,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 100 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the Company will be at 1818 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the fifteenth day of March 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(A.G. 10619-54)

Sidmor Children's Wear Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1954, incorporating: Louis Orenstein, Bernard Diamond, Egbert Earl Cockerton, all advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, under the name of "Sidmor Children's Wear Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(A.G. 10543-54)

Sylvio Provost Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1954, incorporating: Roland Bergeron, advocate, Marcel Bouchard, accountant, both of Roberval, Sylvio Provost, industrialist, of Saint-André, all of the judicial district of Robefval, for the following purposes:

Exercer le commerce de bois, sous le nom de "Sylvio Provost Ltée", avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-André, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le dix-huit mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10667-54)

Thomas Photo Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnie de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mars 1954, constituant en corporation: David Lack, avocat, Eric Thomas, gérant, tous deux de Montréal; Paul Gordon, avocat, de Beaurepaire, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et exercer le commerce d'appareils et accessoires photographiques, sous le nom de "Thomas Photo Products Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $50 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le seize mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10691-54)

Turkeys de Luxe Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1954, constituant en corporation: Norman Genser, avocat, de Hampstead, Tessy Frankel, secrétaire, célibataire, Sydney Phillips, avocat, ces deux derniers de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'élevage de dindes, en exercer le commerce ainsi que de tous produits de la ferme, sous le nom de "Turkeys de Luxe Inc.", avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mars 1954.

L'Assistant-procureur général,

36988-o L. DÉSILETS.

(P.G. 10109-54)

AVIS DE CORRECTION

R: Chateau Huntingdon Inc.

Avis est donné que l'avis concernant l'octroi de lettres patentes constituant en corporation "Chateau Huntingdon Incorporée — Château Huntingdon Incorporated", publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, tome 86, N° 10, du 6 mars 1954, à la page 781, est corrigé de la façon suivante: partout où il apparaît dans ledit

To deal in wood, under the name of "Sylvio Provost Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-André, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(A.G. 10667-54)

Thomas Photo Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1954, incorporating: David Lack, advocate, Eric Thomas, manager, both of Montreal, Paul Gordon, advocate, of Beaurepaire, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in photographic apparatus and accessories, under the name of "Thomas Photo Products Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $50 each, and into 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(A.G. 10691-54)

Turkeys de Luxe Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1954, incorporating: Norman Genser, advocate, of Hampstead, Tessy Frankel, secretary, spinster, Sydney Phillips, advocate, the latter two of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To breed turkeys, to deal in same and all products of the farm as well, under the name of "Turkeys de Luxe Inc.", witha total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and into 390 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1954.

L. DÉSILETS,

36988 Deputy Attorney General.

(A.G. 10109-54)

CORRECTION NOTICE

Re: Château Huntingdon Inc.

Notice is hereby given that the notice concerning the issuing of letters patent incorporrating the company "Chateau Huntingdon Incorporée — Chateau Huntingdon Incorporated", published in the *Quebec Official Gazette*, Volume 86, No. 10, March 6, 1954 on page 781, is corrected in the following manner: wherever it

avis, le nom de la compagnie doit se lire: "Château Huntingdon Inc."

Daté du bureau du Procureur général le dix avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
36988-o L. DÉSILETS.

appears in the said notice, the name of the company should read: "Chateau Huntingdon Inc."

Dated at the office of the Attorney General, April tenth, 1954.

L. DÉSILETS,
36988 Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

(P. G. 10552-54)

Aluma Roll (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province ce Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre mars 1954, à la compagnie "Associated Steel and Metals Corporation Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en en date du 30 décembre 1943, *a*) changeant son nom en celui de "Aluma Roll (Canada) Ltd."; *b*) étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général le quatre mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
36988-o L. DÉSILETS.

(P. G. 45050-53)

Beaulieu & Fils Automobile Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-sept mars 1954, changeant le nom de la compagnie "Beaulieu, Simard Automobiles Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 29 octobre 1953, en celui de "Beaulieu & Fils Automobile Limitée".

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
36988-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10643-54)

Diemakers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuf mars 1954, à la compagnie "Diemakers Limited", augmentant son capital de $40,000 à $110,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 1,400 actions privilégiées de $50 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
36988-o L. DÉSILETS.

(P. G. 10280-54)

Varsity Pants Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt mars 1954, à la compagnie "Varsity Pants Inc.", augmentant son

Supplementary Letters Patent

(A. G. 10552-54)

Aluma Roll (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quegec Companies' Act, Supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of March 1954, to the company "Associated Steel and Metals Corporation Limited", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated December 30, 1943, *a*) changing the company's name to that of "Aluma Roll (Canada) Ltd."; *b*) extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, the fourth day of March 1954.

L. DÉSILETS,
36988 Deputy Attorney General.

(A. G. 45050-53)

Beaulieu & Fils Automobile Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March 1954, changing the name of the company "Beaulieu, Simard Automobiles Ltée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated October 29, 1953, to that of "Beaulieu & Fils Automobile Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, the seventeenth day of March 1954.

L. DÉSILETS,
36988 Deputy Attorney General.

(A. G. 10643-54)

Diemakers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary letters patent have been issued by the Lieutentnt-Governor of the Province of Quebec, dated the nineteenth day of March 1954, to the company "Diemakers Limited", increasing the Company's capital from $40,000 to $110,000: the additional share capital being divided into 1,400 preferred shares of $50 each.

Dated at the office of the Attorney General, the nineteench day of March 1954.

L. DÉSILETS,
36988 Deputy Attorney General.

(A. G. 10280-54)

Varsity Pants Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated March twentieth, 1954, to the company "Varsity Pants Inc.", increasing its capital stock from $40,000

capital de $40,000 à $80,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général le vingt mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
36988-o L. DÉSILETS.

to $80,000: the additional capital stock being divided into 400 preferred shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, the twentieth day of March, 1954.

L. DÉSILETS,
36988 Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 291

Québec, le 25 mars 1954.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

CODE du Bois ouvré de la Province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'Honorable Ministre du Travail:

QUE les règlements ci-annexés et désignés sous le titre de "Code du Bois ouvré de la Province de Québec" soient approuvés selon les provisions de l'article 44 de la Loi des établissements industriels et commerciaux (chapitre 175 des Statuts de Québec, 1941) et entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

C. LARICHELIÈRE,
Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

CODE DE SECURITÉ POUR L'INDUSTRIE DU BOIS OUVRÉ

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Application du Code

1° Ce code détermine les meilleures pratiques de sécurité pour l'installation, le fonctionnement et l'entretien des machines à travailler le bois, y compris la tonnellerie et la fabrication du placage. Il traite principalement des opérations dangereuses sur les machines à travailler le bois. Il ne s'applique pas aux scieries ni au travail du bois en forêt.

SECTION 2

DÉFINITIONS

2° *Zone d'opération.* Le terme "zone d'opération" désigne la partie d'une machine où s'exécute le découpage, le façonnage, le profilage ou tout autre travail essentiel, et comprend aussi les autres parties présentant un risque pour le préposé lorsqu'il introduit ou manipule les pièces ou matières à ouvrer.

3° *Baton poussoir.* Le terme "bâton poussoir" désigne le bâton utilisé pour pousser les pièces courtes ou étroites dans les scies, dégauchisseuses, toupies, etc., lorsque ces machines sont alimentées à la main.

4° *Capot.* Le mot "capot" désigne une bande périphérique ayant deux faces latérales solidement assemblées et entourant l'outil et le porte-outil d'une machine d'aussi près que le travail le permet, y compris les extrémités de l'arbre, les écrous et les parties saillantes des plateaux. Il peut servir à l'aspiration des poussières, etc.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 291

Québec, March 25, 1954.
Present: The Lieutenant Governor in Council.

Woodworking Code of the Province of Quebec.

IT IS ORDERED, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the regulations hereto annexed and designated as the "Woodworking Code of the Province of Quebec" be approved in pursuance of the provisions of section 44 of the Industrial and Commercial Establishments Act (Chapter 175 of the Revised Statutes of Quebec, 1941) and that they come into force from the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*.

C. LARICHELIÈRE,
Acting Clerk of the Executive Council.

SAFETY CODE FOR THE WOODWORKING INDUSTRY

SECTION 1

GENERAL PROVISIONS

Scope

1. This Code is intended as a guide for the safe installation, operation, and maintenance of woodworking machinery, including cooperage operations and the making of veneer. It deals primarily with "point of operation" hazards on woodworking machinery but shall not apply to sawmill and woods operations.

SECTION 2

DEFINITIONS

2. *Point of Operations:* The term "point of operations" shall be understood to mean that point at which cutting, shaping, boring, or forming is accomplished upon the stock. It also includes those other parts where the operator is exposed to injury when handling or introducing parts or stock.

3. *Push Stick:* The term "push stick" shall mean the stick used to push short or narrow pieces of material through hand-fed saws, planers, shapers, etc.

4. *Hood:* The term "hood" shall mean a peripheric band with two sides securely assembled and enclosing the machine tool and arbor as close as work will permit, including arbor ends, nuts and parts projecting from tables. It may be used for the exhauts of dust, ect.

5° *Carter.* Le mot "carter" désigne l'enveloppe rigide qui protège contre les pièces de machines animées d'un mouvement.

SECTION 3

DISPOSITION D'ATELIER

Machines

6° *a) Disposition des machines.* Les machines doivent être installées de manière qu'il y ait suffisamment de place pour manier les pièces sans nuire aux ouvriers des autres machines ou au fonctionnement de ces machines et *vice versa.* Les machines doivent être installées de manière que personne ne soit placé si près d'un passage qu'il en résulte un risque d'accident.

b) Les machines à travailler le bois doivent être fixées solidement aux planchers ou aux fondations. Les petites machines doivent être fixées à des établis, tables ou supports suffisamment solides et construits de manière qu'il ne soit pas possible de les renverser ou de les déplacer involontairement. Cette disposition ne s'applique pas aux outils à main. Lorsque l'agencement de l'atelier le permet, il est préférable d'installer les grosses machines au rez-de-chaussée.

c) Les machines doivent être disposées de manière que les pièces usinées reçoivent un éclairage naturel et artificiel suffisant. Si nécessaire, un éclairage supplémentaire à la zone d'opération doit être installé. On doit éviter l'éblouissement direct ou réfléchi ainsi que les ombres de même que les ombres en mouvement.

d) Des dispositions doivent être prises pour l'enlèvement des copeaux, du bran de scie et de la poussière.

Planchers et passages

7° *a) Planchers entretenus en bon état.* Tous les planchers doivent être entretenus en bon état; il ne doit y avoir aucun clou, ou éclat de bois qui fassent saillie et aucune inégalité ainsi qu'aucune planche non solidement assujettie.

b) Planchers antideparants. Des mesures doivent être prises pour que les planchers des emplacements de travail, autour des machines à travailler le bois, soient antidérapants.

c) Passages. La largeur des passages pour la circulation à sens unique ne doit pas être inférieure à celle du véhicule le plus large plus 3 pieds. Pour la circulation dans les deux sens la largeur minimum des passages ne doit pas être inférieure au double de la largeur du véhicule le plus large plus 3 pieds. Des lignes doivent être peintes sur les plancheurs ou un autre moyen doit être employé pour indiquer les passages.

SECTION 4

MACHINES ET OUTILLAGE

Construction de machine, force motrice, alimentation, vitesse et commande.

8° *a)* Les machines doivent être construites conformément aux dispositions suivantes:

1. La table ou surface de travail des machines doit être à une hauteur assurant le meilleur rendement et un minimum de fatigue de l'ouvrier;

2. Toute machine doit être construite de manière à ne pas vibrer lorsqu'on utilise l'outil le plus gros et lorsque la machine tourne à vide et à pleine vitesse;

3. Les arbres et mandrins doivent être construits de manière à être supportés solidement, avec sécurité et sans jeu;

5. *Guard or Enclosure:* The terms "guard" or "enclosure" shall mean the rigid enclosure protecting against moving parts of a machine.

SECTION 3

PLANT LAYOUT

Machinery

6. *a) Machine Layout:* Machines shall be so located that there will be sufficient space in which to handle the material with the least possible interference from or to workmen or machines. Machines shall be so placed that it will not be necessary for any one to stand in or so near an aisle as to be liable to hazard.

b) Woodworking machinery shall be firmly secured to substantial floors or foundations. Small units shall be secured to benches, tables, or stands of adequate strenght and so designed as to prevent overturning or unintentional movement. This rule does not apply to portable hand tools. Wherever plant layout permits, it is advisable to locate heavy-duty machines on the ground floor.

c) Machines shall be solocated, with respect to source of both natural and artificial light, that light of sufficient intensity will fall on the work. Supplementary illumination at the point of operation shall be provided where necessary. Direct or reflected glare and shadows including moving shadows shall be avoided.

d) Provision shall be made for the removal of shavings and dust.

Floors and Aisles

7. *a) Floors kept repaired.* All floors shall be kept in good repair and shall be free from protruding nails, splinters, holes, unevenness, and loose boards.

b) Non-slip floors. Floors in the working area about all woodworking machines shall be provided with effective means to prevent slipping.

c) Aisles. Aisles for one-way traffic shall be not less than the width of the widest vehicle or load plus 3 feet. For two-way traffic the minimum width of aisles shall be not less than twice the width of the widest vehicles or loads plus 3 feet. Lines shall be painted on the floors or some similar method be employed to mark aisleways.

SECTION 4

MACHINES AND EQUIPMENT

Machine Construction, Drive, Feed, Speed, and Control

8. *a)* Machine construction shall be in accordance with the following:

1. The height of the table or working surface of each machine shall be designed to provide the best efficiency and least amount of fatigue for the operator.

2. Each machine shall be so constructed as to be free from sensible vibration when the largest size tool is mounted and run idle at full speed.

3. Arbors and mandrels shall be constructed so as to have firm and secure bearing and be free from play.

4. L'usage des roues de bois pour les scies à ruban est interdit;

5. On doit construire les bancs ou tables de scies avec saillies ou butoirs coulés dans la partie avant du banc, ou en utilisant tout autre moyen pour limiter la grandeur des scies qui peuvent être utilisées, afin d'éviter les excès de vitesse occasionnés par l'usage de scies plus grandes que prévues;

6. Les guides ou règles des scies à refendre doivent être construits de manière à pouvoir être fixés solidement à la table sans que leur alignement par rapport à la scie en soit changé. Pour les scies circulaires à table ou arbre inclinable, les guides ou règles doivent être construites de manière à demeurer parallèles à la scie pour toutes les inclinaisons de la scie par rapport à la table;

7. Les guides ou règles des scies de travers doivent être construits de manière à pouvoir glisser dans des rainures ou sur des rails usinés avec précision, afin d'assurer un alignement exact avec la scie pour toutes les positions du guide;

8. Les tables de scie à charnières doivent être construites de manière à pouvoir être fixées solidement pour toutes positions en conservant un alignement exact avec la scie;

9. Tout arbre de couche, engrenage, poulie, courroie ainsi que toute pièce en mouvement doit être muni d'un appareil de sécurité pour protéger ceux qui pourraient s'en approcher.

b) Force motrice. Les machines à travailler le bois devraient être actionnées par moteur individuel.

c) Commande des machines. Les dispositions relatives à la commande des machines sont les suivantes:

1. Il doit y avoir un dispositif de commande mécanique ou électrique individuel pour chaque machine, qui permet à l'ouvrier d'arrêter la force motrice sans quitter la position dans laquelle il se tient pendant son travail;

2. Toute machine entraînée par moteur électriques doit être munie d'un dispositif qui rend les appareils de commande inopérants lorsqu'on la répare ou l'ajuste;

3. Sur les machines actionnées par arbres et courroies on doit installer un passe-courroies à verrouillage automatique ou autre dispositif équivalent;

4. Toute pédale de commande doit être couverte d'un protecteur métallique en forme de U renversé et attaché au plancher, de dimension suffisante pour prévenir les déclenchements accidentels.

d) Alimentation automatique. Des dispositifs pour l'alimentation automatique doivent être utilisés lorsque la nature du travail le permet.

e) Vitesse. Les scies circulaires ne doivent pas tourner à une vitesse circonférentielle dépassant 10,000 pieds à la minute à moins qu'elles ne soient spécialement fabriquées pour des vitesses plus grandes. Le fabricant de scies doit indiquer sur la scie même et d'une façon permanente, son diamètre ainsi que la vitesse circonférentielle et le nombre de révolutions à la minute auquel elle doit être utilisée. Ces vitesses ne doivent pas être dépassées.

SECTION 5

MACHINES A TRAVAILLER LE BOIS

Scies circulaires

9° Les dispositions de la présente section pour les protecteurs de scie ne sont pas toujours ap-

4. The use of wooden band-saw wheels is prohibited.

5. Saw frames or tables shall be constructed with lugs cast on the front of the frame or with an equivalent means to limit the size of saw that can be mounted, so as to avoid overspeed due to mounting a saw larger than intended.

6. Rip saw gauges or fences shall be so constructed that they can be positively secured to the table without changing their alignment with the saw. For saws with tilting tables or tilting arbors the gauge or fence shall be so constructed that it will remain in a parallel line with the saw regardless of the angle of the saw with the table.

7. Crosscut saw gauges or fences shall be so constructed as to slide in grooves or tracks that are accurately machined to insure exact alignment with the saw for all positions of the guide.

8. Hinged saw tables shall be so constructed that the table can be positively secured in any position and in true alignment with the saw.

9. All belts, pulleys, gears, shafts, and moving parts shall be guarded in a manner which will protect anyone from entanglement in same.

b) Machine drive. Driving power for woodworking machinery shall be by individual motors.

c) Machine control. Requirements for machine control shall be as follows:

1. A mechanical or electrical power control shall be provided on each machine which will make it possible for the operator to cut off the power without leaving his position at the point of operation.

2. On each machine operated by electric motors, positive means shall be provided for rendering such controls or devices inoperative while repairs or adjustments are being made to the machines they control.

3. On machines driven by belts and shafting a locking-type belt shifter or an equivalent positive device shall be used.

4. Each operating treadle shall be covered by an inverted U-shaped metal guard, fastened to the floor, of adequate size to prevent accidental tripping.

d) Self-Feed. Automatic feeding devices on machines shall be installed wherever the nature of the work will permit.

e) Speed. Circular saws shall not be operated at speeds in excess of 10,000 peripheral feet per minute unless especially tensioned for higher speeds. The saw manufacturer shall permanently mark upon the saw the size, rpm and speed at which it should operate. These speeds shall not be exceeded

SECTION 5

WOODWORKING MACHINERY

Circular Saws

9. The requirements in this section for saw guards are not perfectly applicable to all opera-

plicables à toutes les fins pour lesquelles les scies sont utilisées. Ces dispositions sont celles que les ouvriers du bois ont reconnues comme étant généralement les plus utiles. Comme nombre de cas ne sont pas couverts avec satisfaction par les présentes prescriptions, l'autorité compétente peut permettre l'emploi d'autres dispositifs qui paraissent offrir une protection suffisante.

Définitions

10° Dans la présente section:

1. Le terme "scie à refendre et à dédoubler" désigne une scie à bois dont les dents sont formées et disposées pour couper suivant le fil du bois;

2. Le terme "scie de travers" désigne une scie à bois dont les dents sont formées et disposées pour couper en travers le fil du bois;

3. Le terme "scie à balancier ou pendulaire" désigne un bâti de scie suspendu à un arbre de transmission situé au-dessus de la table de travail ou au plafond de l'atelier et muni d'une scie circulaire simple de travers, que l'on tire vers soi pour couper avec la partie inférieure de la scie qui passe dans une fente spécialement aménagée sur le dessus de la table sur laquelle le bois est placé. Cette scie se retire automatiquement à l'arrière de la coupe lorsqu'on la libère.

11° *Dispositifs de sécurité au-dessous et à l'arrière des tables de scies.* Pour toutes les scies circulaires ou il y a danger de toucher une partie de la scie en dessous ou à l'arrière de la table, cette partie de la scie doit être recouverte d'un capot aspirateur ou, s'il n'y a aucun dispositif pour l'évacuation du bran de scie ou des poussières, elle doit être munie d'un dispositif de sécurité de manière à prévenir que la scie soit touchée accidentellement.

12° *Scie à refendre alimentée à la main.* Les dispositions concernant les scies à refendre alimentées à la main sont les suivantes:

1. Toute scie à refendre alimentée à la main doit être munie d'un capot recouvrant entièrement la partie de la scie au-dessus de la table et la partie de la scie au-dessus du bois, pendant le sciage. Le capot et son support doivent être installés de manière à ce que le capot se règle automatiquement suivant l'épaisseur du bois et demeure en contact avec la pièce sciée, mais ils ne doivent pas offrir une trop grande résistance au bois lorsqu'il est présenté à la scie ou pendant le sciage. Le capot doit être assez fort pour résister aux coups résultant de l'usage normal de la scie, du réglage et de la manipulation et doit être conçu de manière à protéger l'ouvrier contre les éclats de bois et les dents des scies cassées. Il doit être fait d'un matériel suffisamment mou pour ne pas occasionner la rupture des dents de scies. Le matériau ne doit pas éclater lorsqu'on le brise, il ne doit pas être explosif et ne doit pas être plus combustible que le bois. Le capot doit être construit de manière à ce que l'ouvrier voit sa ligne de coupe quand il est en position pour alimenter la scie.

Le capot doit être installé de manière à assurer son efficacité et son alignement parfait avec la scie; et son support doit être suffisamment fort pour résister aux poussées latérales ou autres forces raisonnables tendant à le déplacer hors de sa position normale.

2. Toute scie circulaire à refendre alimentée à la main doit être munie d'un couteau diviseur pour empêcher le bois de serrer la scie ou d'être repousser vers l'ouvrier. Le couteau diviseur doit être fait d'acier de même qualité que celui de la scie, d'acier à outil ou autre alliage d'égale dureté, durci, trempé et meulé à une épaisseur

tions for which saws are used. The requirements given are those upon which woodworkers have agreed as most generally useful. Since there are a considerable number of cases not satisfactorily met by these requirements, the enforcing authority should exercise rather wide latitude in allowing the use of other devices which give promise of affording adequate protection.

Definitions

10. In this section:

1. The term "Ripsaw and Resaw" means a woodworking saw with teeth shaped and set for sawing along the grain of the wood.

2. The term "Cross Cut Saw" means a woodworking saw with teeth shaped and set for sawing across the grain of the wood.

3. The term "Swing or Pendulum saw" means a saw frame suspended from a shaft above the work table or ceiling of plant and equipped with a single circular crosscut saw, which is pulled forward to make cuts with the extreme lower edge of the saw passing through a special slot in the table on which material is placed, It automatically retires from the cut when released.

11. *Guarding of saws beneath and behind tables.* For all circular saws where conditions are such that there is a possibility of contact with the portion of the saw either beneath of behind the table, that portion of the saw shall be covered with an exhaust hood or if no exhaust system is required then with a guard that shall be so arranged as to prevent accidental contact with the saw.

12. *Hand-fed rip saws.* The requirements for hand-fed rip saws shall be as follows:

1. Each circular hand-fed rip saw shall be guarded by a hood which shall completely enclose that portion of the saw above the table, and that portion of the saw above the material being cut. The hood and mounting shall be so arranged that the hood will automatically adjust itself to the thickness of and remain in contact with the material being cut, but it shall not offer any considerable resistance to insertion of material to saw or to passage of material being sawed. The hood shall be made of adequate strength to resist blows and strains incidental to reasonable operation, adjusting, and handling, and shall be so designed as to protect the operator from flying splinters and broken saw teeth. It shall be made of material that is soft enough to be unlikely to cause tooth breakage. The material should not shatter when broken, should be non-explosive, and should be no more flammable than wood. The hood shall be so made that the operator can see his line of cut when he is in proper position to feed the saw.

The hood shall be so mounted as to insure its operation to be positive, reliable, and in true alignment with the saw; and the mounting shall be adequate in strength to resist any reasonable side thrust or other forces tending to throw it out of line.

2. Each hand-fed circular rip saw shall be furnished with a spreader or splitter to prevent material from squeezing the saw or being thrown back on the operator. The spreader or splitter shall be made of saw steel or tool steel, or its equivalent, that has been hardened, tempered and ground to gauge so that is is thinner than

moindre que le trait de scie mais plus grande que la lame de la scie. Sa largeur doit être suffisante pour lui donner une raideur et une rigidité qui lui permette de résister aux forces et coups latéraux tendant à le plier ou le déplacer de sa position normale. Le couteau diviseur doit être installé de manière à demeurer en alignement parfait avec la scie même lorsque la scie ou la table est inclinée. L'espace entre le couteau diviseur et la scie ne doit pas dépasser ½ pouce quand la plus grande scie est utilisée.

Le couteau diviseur n'est pas requis sur les scies circulaires utilisées pour bouveter ou pour faire des entailles, rainures ou feuillures. Lorsqu'on termine ces travaux, le couteau diviseur doit être replacé immédiatement.

3. Toute scie circulaire à refendre alimentée à la main doit être munie d'une ou de plusieurs griffes montées sur le capot de manière à opposer toute poussée ou tendance de la scie à prendre le bois et le pousser vers l'ouvrier. Ces dispositifs pour éviter le recul de la pièce en arrière doivent être conçus de manière à pouvoir agir quelle que soit l'épaisseur du bois scié.

13° *Scies de travers sur table, alimentées à la main.* Les dispositions concernant les scies de travers sur table alimentées à la main (ainsi que les scies à parer) doivent être les suivantes:

1. Toute scie circulaire de travers sur table doit être munie d'un capot suivant toutes les dispositions relatives aux capots des scies circulaire à refendre.

2. Toute scie circulaire de travers doit aussi être munie d'un couteau diviseur qui doit être selon les dispositions prescrites au paragraphe 2 de l'article 12.

3. Les capots des scies à parer alimentées mécaniquement doivent demeurer en contact avec le bois mais ceci n'est pas obligatoire.

14° *Scies à deux arbres tournants.* Les scies à deux arbres doivent être munies de dispositifs de sécurité suivant les dispositions s'appliquant soit aux scies circulaires de travers soit aux scies circulaires à refendre suivant le type de scies installées sur les arbres.

15° *Scies circulaires à dedoubler ou de travers.* Lorsque les scies oscillantes (c'est-à-dire les machines automatiques à tronçonner ou deux ou plusieurs arbres tournent continuellement les uns autour des autres) sont au-dessus de la table, les dispositions contenues à l'article 14 s'appliquent pour le dispositif complet d'arbres et de scies en ne laissant sous le capot qu'un espace suffisant pour laisser passer le bois sans difficulté. Si la scie se déplace vers le haut à travers la table de la machine le capot doit couvrir tout le déplacement de la scie au-dessus de la table et être réglé à une hauteur suffisante pour le bois à tailler.

16° *Scies circulaires à alimentation automatique.* Les dispositions concernant les scies circulaires avec alimentation automatique doivent être les suivantes:

1. Les rouleaux d'alimentation et les scies doivent être munis d'un capot ou d'un dispositif protecteur semicylindrique pour empêcher que les mains de l'ouvrier ne puissent les toucher. Le dispositif protecteur doit être construit de métal épais et sa partie inférieure doit descendre jusqu'à 3/8 de pouce du plan formé par la partie inférieure ou la surface de travail des rouleaux d'alimentation.

2. Toute scie circulaire à refendre avec alimentation automatique doit être munie de griffes sur toute la longueur des rouleaux d'alimentation pour empêcher le recul du bois. Ces griffes doivent être installées à l'avant de la scie.

the saw kerf but thicker than the saw blade. It shall be of sufficient width to provide adequate stiffness or rigidity to resist any reasonable side thrust or blow tending to bend or throw it out of position. The spreader or splitter should be so attached as to remain in true alignment with the saw even when either the saw or table is tilted and should be so placed that there is not more than ½ inch space between the spreader or splitter and the back of the saw when the largest saw is mounted in the machine.

The provision of a spreader or splitter in connection with grooving, dadoing, or rabbeting is not required. On the completion of such operations, the spreader or splitter shall be immediately replaced.

3. Each hand-fed circular rip saw shall be provided with one or more non-kickback fingers or dogs mounted on the hood and so located as to oppose the thrust or tendency of the saw to pick up the material or to throw it back toward the operator. They shall be designed to provide adequate holding power for all thicknesses of materials being cut.

13. *Hand-fed crosscut talbe saws.* The requirements for hand-fed crosscut table saws (including trimmer saws) shall be as follows:

1. Each circular crosscut table saw shall be guarded by a hood which shall meet all the requirements for hoods for circular rip saws.

2. Each circular crosscut saw should also be provided with a spreader or splitter which should meet all the requirements of paragraph 2 of article 12.

3. Hoods for trimmer saws with mechanical feed should remain in contact with the material being cut, but this is not mandatory.

14. *Revolving double arbor saws.* Revolving double arbor saws shall be fully guarded in accordance with all of the requirements for circular crosscut saws or with all the requirements for circular rip saws according to the kind of saws that are mounted on the arbors.

15. *Circular resaws.* Where oscillating saws (i.e., automatic cut-off machines where two or more arbors are rotated about each other continously) are located above the saw table, the complete enclosure of arbors and saws shall be made the same as in article 14 with the guard adjusted down to just sufficient clearance for the wood being processed to be fed without undue hindrance. If the saw is rotated up through the table of machine then the enclosure guard shall be provided over the entire length of saw travel above the saw table and be kept adjusted down to a practical clearance for wood being sawn.

16. *Self-feed circular saws.* Self-feed circular saws shall be in accordance with the following requirements:

1. Feed rolls and saws shall be protected by a hood or by semicylindrical guards to prevent the hands of the operator from coming in contact with the in-running rolls at any point. The guard shall be constructed of heavy gauge metal, and the bottom of the guard shall come down to within 3/8 inch of the plane formed by the bottom or working surfaces of the feed rolls.

2. Each self-feed circular rip saw shall be provided with sectional non-kickback fingers for the full width of the feed rolls. They shall be located in front of the saw.

17° *Scies à tronçonner à balancier.* Les dispositions suivantes s'appliquent également aux scies à tronçonner coulissantes installées au-dessus de la table.

1. Toute scie à tronçonner à balancier doit être munie d'un capot recouvrant complètement la moitié supérieure de la scie, le bout de l'arbre et la zone d'opération pour toutes les positions de la scie. Le capot doit être construit de telle sorte et d'un matériau tel que l'ouvrier soit protégé contre les éclats de bois et les dents de scie cassées, tout en lui permettant en tout temps de voir dans la zone de coupe le point ou la scie entre en contact avec la pièce. Le capot doit être muni à l'arrière d'une charnière et à l'avant d'un prolongement de telle manière qu'il se soulève au-dessus du butoir quand la scie retourne à l'arrière, et descend, et demeure en contact avec le bois à couper quand la scie se déplace vers l'avant.

2. Toute scie à tronçonner à balancier doit être munie d'un dispositif efficace pour ramener automatiquement la scie à la position arrière de la table lorsqu'elle est libérée à un point quelconque de son parcours. Le bon fonctionnement d'un tel dispositif ne doit pas dépendre d'une corde, d'un cable ou d'un ressort. Lorsqu'on utilise un contrepoids, les boulons supportant la barre et le contrepoids doivent être munis de goupilles; et le contrepoids doit être fixé, soit par un boulon traversant la barre et le contrepoids, soit par un boulon traversant la barre à son extrémité, ou lorsque le contrepoids n'entoure pas la barre on doit prévoir une chaîne de sécurité pour l'attacher à celle-ci.

3. Des chaînes ou tout autre dispositif d'arrêt de la course doivent être pourvus pour éviter que la scie ne dépasse la partie avant ou la partie arrière de la table ou une position avant qui permettrait d'apercevoir le fond des dents les plus basses au-dessus de la table.

4. On doit prévoir un cliquet d'arrêt pour retenir la scie en arrière de la table et empêcher son rebondissement vers l'avant.

5. Les courroies des scies à tronçonner à balancier doivent être enfermées sur toute la longueur de la partie avant vers l'ouvrier jusqu'à pas moins de 8 pieds et 6 pouces au-dessus du plancher ou du plan de travail, à l'arrière et de chaque côté.

18° *Scies à tronçonner à plateaux escamotables.* Les scies à tronçonner à plateaux escamotables doivent être munies de capots recouvrant la partie de la scie qui dépasse au-dessus de la table ou au-dessus du matériel à couper. Le capot doit s'ajuster automatiquement à l'épaisseur du bois et demeurer en contact avec lui, ou il doit couvrir le parcours entier de la scie au-dessus de la table et être retenu à une distance convenable de la table selon l'épaisseur du bois à couper.

19° *Scies circulaires portatives.* Toutes les scies portatives mues par moteur doivent être munies de capots s'ajustant automatiquement au travail à exécuter de manière qu'aucune dent de la scie ne soit exposée au-dessus du travail; quand la scie est retirée de la pièce le capot doit couvrir complètement toutes les dents. Un couteau diviseur doit être utilisé sur toutes ces scies.

SCIES A RUBAN ET SCIES A RUBAN A REFENDRE

Définitions

20° Les définitions suivantes s'appliquent aux articles 21, 22 et 23 des présents règlements.

1. Le terme "scie à ruban" désigne une machine à scier le bois de charpente ou le contre-

17. *Swing cut-off saws.* The following requirements for swing cut-off saws are also applicable to sliding cut-off saws mounted above the table:

1. Each swing cut-off saw shall be provided with a hood that will completely enclose the upper half of the saw, the arbor end, and the point of operation at all positions of the saw. The hood shall be constructed in such a manner and of such material that it will protect the operator from flying splinters and broken saw teeth and will afford the operator a clear view of the cutting edge of the saw at all times.

The hood shall be hinged at the back and provided with an extension at the front so that when the saw is returned to the back of the table, the hood will raise on top of the fence; and when the saw is moved forward, the hood will drop on top of, and remain in contact with, the material being cut.

2. Each swing cut-off saw shall be provided with an effective device to return the saw automatically to the back of the table when released at any point of its travel. Such device shall not depend for its proper functioning upon any fibre, rope, cord, or spring. If there is a counterweight, the bolts supporting the bar and counterweight shall be provided with cotter pins; and the counterweight shall be prevented from dropping by either a bolt passing through both the bar and counterweight or a bolt put through the extreme end of the bar, or, where the counterweight does not encircle the bar, a safety chain attached to it.

3. Limit chains or other equally effective devices shall be provided to prevent the saw from swinging beyond the front or back edges of the table, or beyond a forward position where the gullets of the lowest saw teeth will rise above the table top.

4. A latch should be provided to catch and retain the saw at the rear of the table and to prevent its rebounding.

5. Belts on swing cut-off saws shall be enclosed for the entire length of the front toward the operator, and not less than 8 feet 6 inches above the floor or working level on the back and on both sides.

18. *Inverted swing cut-off saws.* Inverted swing cut-off saws shall be provided with a hood that will cover the part of the saw that protrudes above the stop of the table or above the material being cut. It shall automatically adjust itself to the thickness of and remain in contact with the material being cut or the enclosure guard should be provided over the entire length of saw travel above saw table and be kept adjusted down to a pratical clearance for wood being sawn.

19. *Portable circular saws.* All portable, power-driven saws shall be equipped with guards which will automatically adjust themselves to the work when in use, so that none of the teeth are exposed to contact above the work; and when withdrawn from the work, the guard shall completely cover the saw to the depth of the teeth. A spreader or splitter should be attached on all such saws.

Band saws and band resaws

Definitions

20. The following definitions shall apply to articles 21, 22 and 23 of the present regulations.

1. The term "band saw" means a machine for sawing lumber or plywood, equipped with one

plaqué, munie d'un ruban d'acier sans fin portant une série de dents d'un côté et tournant autour d'une paire de roues ordinairement installées l'une au-dessus de l'autre, mais quelquefois installées horizontalement; le bois est alimenté à la main.

2. Le terme "scie à ruban à refendre" désigne une machine de construction ressemblant à celle de la scie à ruban mais beaucoup plus forte et munie de rouleaux d'alimentation mécanique. Elle est utilisée pour refendre le bois de construction à des dimensions moindres.

21° *Protection des lames de scies à ruban et de scies à ruban à refendre.* Le ruban de la scie doit être mis sous carter ou muni d'un dispositif de sécurité sur toute sa longueur, sauf du côté où s'effectue le travail, entre le guide et la table. Les roues de scie à ruban doivent être mises sous carter.

Le pourtour extérieur du carter doit être de métal solide. La partie avant et la partie arrière des roues doivent être enfermées dans un carter de métal solide d'une épaisseur minimum de 0.040 de pouce. Tout autre matériau utilisé doit être d'une résistance et d'une rigidité équivalentes. Le dispositif de protection pour la partie de la lame entre le guide et le capot de la roue supérieure doit, soit renfermer la lame de scie ou protéger la scie à l'avant et sur les deux côtés.

Cette partie du dispositif de protection doit monter et descendre automatiquement avec le guide. Le capot de la roue supérieure doit suivre le parcours de la scie sur la roue et la partie supérieure du capot doit être au moins à 2 pouces de la scie.

Les scies à ruban à refendre dont les lames ont plus de 4 pouces de largeur doivent être munies d'un dispositif de protection tel qu'indiqué plus haut mais le capot de métal doit être d'au moins ¼ de pouce d'épaisseur.

22° *Tendeur automatique.* Toute scie à ruban doit être munie d'un tendeur automatique afin de prévenir toute rupture de lame due à une tension inappropriée.

23° *Rouleaux d'alimentation.* Les rouleaux d'alimentation des scies à ruban à refendre doivent être munis d'un dispositif de protection semicylindrique afin de protéger les mains de l'ouvrier. Le dispositif de protection doit être construit d'un matériau épais, de préférence en métal, et ses bords doivent approcher jusqu'à 3/8 de pouce du plan formé par la face intérieure des rouleaux d'alimentation en contact avec le matériau scié.

Dégauchisseuses (raboteuse à main)

24° *Zone d'opération.* Si les dégauchisseuses alimentées à la main ont un porte-outil horizontal, celui-ci doit être du type cylindrique et des gorges ne doivent pas avoir plus de 7/16 de pouce de profondeur ni plus de 5/8 de pouce de largeur. Il est fortement recommandé que les gorges n'aient pas plus de 3/8 de pouce de profondeur par ½ pouce de largeur.

25° *Ouverture de la table.* L'ouverture dans la table doit être aussi petite que possible. L'espace entre le bord de la table arrière et l'outil ne doit pas dépasser 1/8 de pouce. L'ouverture dans la table ne doit pas dépasser 2½ pouces de largeur.

26° *Dispositifs de protection automatique.* Les dispositions à observer pour les dispositifs de sécurité automatiques utilisés sur les dégauchisseuses doivent être les suivantes:

1. Les dégauchisseuses alimentées à la main et ayant un porte-outil horizontal doivent être

endless steel band with a continous series of teeth on one side and running over a pair of wheels or pulleys, usually mounted one above the other but sometimes mounted horizontally, and the material is fed through umanually.

2. The term "band resaw" means a machine of similar construction as band saw, but much heavier, and is equipped with power feed rolls. It is used for splitting lumber into thinner dimensions.

21. *Enclosing band-saw and band-saw blades.* All portions of the saw blade shall be enclosed or guarded, except the working side of the blade between the guide rolls and the table. Band-saw wheels shall be fully encased.

The outside periphery of the enclosure shall be solid metal. The front and back of the band wheels shall be enclosed by solid metal which shall be not less than 0.040 inch in thickness. Material used for this purpose shall be of an equivalent strength and firmness. The guard for the portion of the blade between the sliding guide and the upper-saw wheel guard shall either enclose the saw blade or protect the saw at the front and both sides.

This portion of the guard shall be self-adjusting to raise and lower with the guide. The upper-wheel guard shall be made to conform to the travel of the saw on the wheel and the top member of the guard should have at least a 2 inch clearance outside the saw.

Band resaws using blades over 4 inches in width shall be guarded in the same manner as above with metal not less than ¼ inch in thickness.

22. *Automatic tension.* Each band-saw machine shall be provided with a automatic tension control device to prevent breakage of saw blades due to improper tension.

23. *Feed rolls.* Feed rolls of band resaws shall be protected with a semicylindrical guard to prevent the hands of the operator from coming in contact with the in-running rolls at any point. The guard shall be constructed of heavy material, preferably metal, and the edge of the guard shall come to within 3/8 inch of the plane formed by the inside face of the feed roll in contact with the stock being cut.

Jointers (Hand planers)

24. *Point of operation.* Each hand-fed planer and jointer with a horizontal head shall be equipped with a cylindrical cutting head, the throat of which shall not exceed 7/16 inch in depth nor 5/8 inch in width. It is strongly recommended that no cylinder be used in which the throat exceeds 3/8 inch in depth or 1/2 inch in width.

25. *Table opening.* Opening in the table shall be kept as small as possible. The clearance between edge of the rear table and cutter head shall be not more than 1/8 inch. The table throat opening shall be not more than 2-1/2 inches.

26. *Automatic Guards.* The requirements for automatic guards for jointers shall be as follows:

1. Each hand-fed jointer with a horizontal cutting head shall have an automatic guard which

munies d'un dispositif de protection automatique recouvrant toutes les parties exposées du porte-outil dans la zone d'opération. Le dispositif doit s'ajuster automatiquement horizontalement pour le dégauchissage des bords et verticalement pour le travail en surface et doit demeurer en contact avec le matériau en tout temps.

2. Les dégauchisseuses alimentées à la main et ayant un porte-outil horizontal doivent être munies d'un dispositif de protection recouvrant automatiquement la partie du porte-outil à l'arrière de la règle ou guide.

3. On doit se procurer et utiliser des bâtons poussoirs pour pousser le bois et pour le tenir sur la table lorsque des pièces de moins de 18 pouces sont aplanies dans une raboteuse alimentée à la main.

27° *Dégauchisseuses à porte-outil vertical.* Si les dégauchisseuses ont un porte-outil vertical, celui-ci doit être muni d'un capot aspirateur ou d'un autre dispositif de protection qui entoure complètement le porte-outil ne laissant qu'une fente de la largeur nécessaire pour effectuer le travail.

Tenonneuses

28° *Protection des porte-outils.* Les dispositions concernant la protection des porte-outils des tenonneuses sont les suivantes:

1. Les porte-outils et les scies (s'il y en a) doivent être recouverts d'un capot de métal. Le capot doit recouvrir au moins les parties non utilisées du porte-outil. Si les capots sont construits en tôle on utilise du métal d'au moins 1/16 de pouce d'épaisseur. S'ils sont en fonte la plus petite section doit avoir au moins 3/16 de pouce d'épaisseur.

2. Là où on utilise un dispositif pour l'évacuation des poussières, le protecteur fait partie du capot aspirateur ou se confond avec lui et est construit en métal dont l'épaisseur minimum est indiquée plus haut.

29° *Alimentation par chaîne et roue dentée.* Les dispositions concernant l'alimentation des tenonneuses par chaînes et roues dentées sont les suivantes:

1. Les dispositifs d'alimentation par chaîne et roue dentée des tenonneuses coupant simultanément un tenon à chaque extrémité de la pièce doivent être entièrement mis sous carter excepté la partie de la chaîne utilisée pour déplacer la pièce.

2. A l'extrémité arrière du bâti sur lequel fonctionnent les dispositifs d'alimentation, il doit y avoir des dispositifs de sécurité recouvrant les côtés au moyen de plaques dépassant la périphérie des roues dentées et le pourtour des maillons.

3. Si l'espace le permet, l'extrémité arrière du bâti sur lequel fonctionnent les dispositifs d'alimentation doit se prolonger suffisamment pour que les pièces sortant de la machine soient conduites jusqu'à un endroit où les personnes qui les enlèvent puissent les prendre aisément.

4. Les rouleaux d'alimentation des machines à bouveter et des tenonneuses doivent être munis de bandes ou barres métalliques fixées au bâti portant les rouleaux de manière à être ajustés pour toute épaisseur de bois.

30° *Tenonneuses alimentées à la main.* Les tenonneuses alimentées à la main doivent être munies d'un dispositif de serrage pour aider l'ouvrier à tenir la pièce à tailler.

Perceuses et Mortaiseuses

31° *Mandrins.* Seuls doivent être utilisés les mandrins de serrage à plusieurs machoires dont les vis de blocage ne font pas saillie.

will cover all the sections of the head on the working side of the fence or gauge. The guard shall automatically adjust horizontally for edge jointing and vertically for surface work, and shall remain in contact with the material at all times.

2. Each hand-fed jointer with horizontal cutting head shall have a guard which will automatically cover the section of the head back of the gauge or fence.

3. Push sticks shall be provided, and used, when pieces less than 18 inches in length are machined on hand-fed wood planers.

27. *Vertical head jointers.* Each wood jointer with vertical head shall have either an exhaust hood or other guard so arranged as to enclose completely the revolving head, except a slot of such width as may be necessary and convenient for the application of the material to be jointed.

Tenoning machines

28. *Guarding of Cutting heads.* The requirements for guarding of cutting heads for tenoning machines shall be as follows:

1. Each tenoning machine shall have all cutting heads, and saws if used, covered by metal guards. These guards shall cover at least the unused part of the periphery of the cutting head. If such guard is constructed of sheet metal, the material used shall be not less than 1/16 inch in thickness; and if cast iron is used it shall be not less than 3/16 inch in thickness.

2. Where an exhaust system is used, the guard shall form part or all of the exhaust hood and shall be constructed of metal of a thickness not less than the above.

29. *Feed Chains and sprockets.* The requirements for feed chains and sprockets for tenoning machines shall be as follows:

1. Feed chains and sprockets of all double end tenoning machines shall be completely enclosed, except that portion of chain used for conveying the stock.

2. At rear ends of frames over which feed conveyors run, sprockets and chains shall be guarded at sides by plates projecting beyond periphery of sprockets and ends of lugs.

3. Where space permits, the rear end of the frame over which the feed conveyors run should be so extended that the material as it leaves the machine will be guided to a point with easy reach of the person "taking away" at the rear of the tenoner.

4. The feed rolls on grooving and tenoning machines shall be guarded by metal strips or bars fastened to the frames carrying the rolls and so arranged as to remain in adjustment for any thickness of stock.

30. *Hand-fed tenoners.* Hand-fed tenoning machines should be provided with a clamping or "hold-down" device to help the operator to hold the material being cut.

Boring and Mortising Machines

31. *Chucks.* Safety-bit chucks with no projecting set screws shall be used.

32° *Forêts.* Des capots doivent protéger les forêts et les mandrins au-dessus de la pièce.

33° *Mortaiseuse à chaîne.* La partie supérieure de la chaîne ainsi que le dispositif de commande doivent être mis sous carter.

34° *Contrepoids.* Si un contrepoids est utilisé on observe l'une des dispositions suivantes ou on utilise un moyen de protection équivalent pour prévenir la chute du poids;

1. Le contrepoids doit être boulonné à la barre au moyen d'un boulon et d'un écrou traversant la barre et le contrepoids. Le déserrage de l'écrou doit être empêché par une goupille.

2. Un boulon doit traverser l'extrémité de la barre.

3. Lorsque le contrepoids n'entoure pas la barre, on doit prévoir une chaîne de sécurité pour l'attacher à celle-ci.

4. Les autres types de contrepoids doivent être suspendus par une chaîne ou un cable d'acier et doivent se déplacer dans un tube ou tout autre gaine convenable si sur leur parcours ils peuvent provoquer des accidents.

35° *Joints universels.* Les joints universels des arbres porte-forêt de perceuses doivent être entièrement mis sous carter pour empêcher l'ouvrier de se blesser.

Toupies à moulures, etc.

36° *Protection des arbres porte-lames.* L'arbre porte-lames des toupies à moulure, des machines à dresser les panneaux de portes alimentées à la main et des autres machines semblables qui ne sont pas à alimentation automatique doit être mis sous carter ou muni d'un dispositif de protection conçu de manière à garder les mains de l'ouvrier loin des couteaux. Le diamètre des dispositifs de protection des toupies circulaires ne doit pas être inférieur au diamètre du plus grand outil utilisé. En aucun cas un avertisseur de lanières de cuir ou de tout autre matériau attaché à l'arbre porte-lames ne peut être utilisé.

Des arbres porte-lames cylindriques doivent être employés chaque fois que le travail le permet. Les gabarits et les appareils de montage destinés à garder les mains de l'ouvrier hors de la zone d'opération doivent être utilisés chaque fois que le travail le permet.

37° *Dispositif de démarrage et d'arrêt des toupies.* Toutes les machines à deux toupies doivent être munies d'un dispositif pour démarrer et arrêter chacune des toupies indépendamment des autres.

Raboteuses, machine à moulurer à une ou plusieurs lames, machine à bouveter, etc.

38° *Protection des porte-outils.* Les dispositions concernant la protection des porte-outils des raboteuses, machines à moulurer à une ou plusieurs lames, machines à bouveter, etc., sont les suivantes:

1. Un dispositif de sécurité en métal doit recouvrir les porte-outils et les scies (s'il en existe) des raboteuses, des machines à moulurer, des machines à bouveter, etc. Si on utilise de la tôle, elle ne doit pas avoir moins de 1/16 de pouce d'épaisseur; si l'on utilise de la fonte, le métal ne doit pas être moins de 3/16 de pouce d'épaisseur.

2. Là où on utilise un dispositif pour l'évacuation des copeaux, du bran de scie et des poussières le protecteur fait partie du capot aspirateur ou se confond avec lui et construit de métal aussi épais qu'il est indiqué plus haut.

32. *Boring bits.* Boring bits shall be provided with a guard that will enclose all portions of the chuck above the material being worked.

33. *Chain mortiser.* The top of the cutting chain and driving mechanism shall be enclosed.

34. *Counter-weights.* If there is a counterweight one of the following or equivalent means shall be used to prevent its dropping:

1. It shall be bolted to the bar by means of a substantial bolt and nut secured with a cotter pin passing through both bar and counterweight;

2. A bolt shall be put through the extreme end of the bar;

3. Where the counterweight does not encircle the bar, a safety chain shall be attached to it;

4. Other types of counterweights shall be suspended by chain or wire rope and shall travel in a pipe or other suitable enclosure wherever they might fall and cause injury.

35. *Universal joints.* Universal joints on spindles of boring machines shall be completely enclosed to prevent injugy to operator.

Wood shappers, etc.

36. *Guarding of cutting heads.* The cutting heads of each wood shaper, hand-fed panel raiser, or other similar machine not automatically fed, shall be enclosed with a cage or adjustable guard so designed as to keep the operator's hands away from the cutting edge. The diameter of circular shaper guards shall be not less than the greatest diameter of the cutter. In no case shall a warning device of leather or other material attached to the spindle be acceptable.

Cylindrical heads shall be used wherever the nature of the work will permit. Templates, jigs, and fixtures which will remove the operators' hands from the point of operation should be used wherever the nature of the work will permit.

37. *Spindle starting and stopping device.* All double spindle shapers shall be provided with a spindle starting and stopping device for each spindle.

Planing, moulding, sticking and matching machines, etc.

38. *Guarding of cutting heads.* The requirements for guarding of cutting heads for planing, moulding, sticking and matching machines, etc. shall be as follows:

1. Each planing, moulding, sticking, and matching machine shall have all cutting heads, and saws if used, covered by a metal guard. If such guard is constructed of sheet metal, the material used shall be not less than 1/16 inch in thickness; and if cast iron is used, it shall be not less than 3/16 inch in thickness.

2. Where an exhaust system is used, the guards shall form part or all of the exhaust hood and shall be constructed of metal of a thickness not less than the above.

39° *Rouleaux d'alimentation.* Les dispositions concernant les rouleaux d'alimentation des raboteuses, machines à moulure, machines à bouveter, etc., doivent être les suivantes:

1. Les rouleaux d'alimentation doivent être munis d'un capot ou d'un dispositif de protection semicylindrique pour empêcher que les mains de l'ouvrier ne puissent les toucher. Le dispositif de protection doit être attaché au châssis supportant les rouleaux afin de conserver son ajustement pour toute épaisseur de bois.

2. Des rouleaux d'alimentation multiples doivent être prévus pour les raboteuses ou si les rouleaux d'alimentation multiples ne peuvent pas être adaptés, il faut prévoir un dispositif pour empêcher le recul des pièces.

39. *Feed rolls.* The requirements for feed rolls for planing, moulding, sticking and matching machines shall be as follows:

1. Feed rolls shall be guarded by a hood or a semicylindrical guard to prevent the hands of the operator from coming in contact with the in-running rolls at any point. The guard shall be fastened to the frame carrying the rolls so as to remain in adjustment for any thickness of stock.

2. Sectional feed rolls shall be provided for planers or, where sectional feed rolls cannot be fitted, then sectional finger devices shall be used to prevent kickbacks.

Tours à profiler et à tête pivotante. Toupies automatiques (ainsi que les machines à tourner les talons de bois)

40° *Dispositif de sécurité.* Les dispositions concernant les porte-outil des tours à profiler et à tête pivotante et les toupies automatiques ainsi que les machines à tourner les talons de bois sont les suivantes:

1. Les porte-outils des tours à profiler et à tête pivotante doivent être recouverts par un dispositif de protection métallique. Si ce dispositif est construit en tôle, il doit avoir au moins 1/16 de pouce d'épaisseur; si on utilise de la fonte, l'épaisseur du métal ne doit pas être inférieure à 3/16 de pouce.

2. Là où on utilise un dispositif pour l'évacuation des copeaux, du bran de scie et des poussières, le protecteur fait partie du capot aspirateur ou se confond avec lui et est construit en métal dont l'épaisseur minimum est indiquée plus haut.

3. Les porte-outils des tours à bois, qu'ils soient rotatifs ou non, doivent être recouverts aussi complètement que possible par un capot ou un écran retenu à la machine par une charnière permettant de le renverser pour le réglage.

4. Les machines à tourner les formes et talons de chausures ainsi que les tours à bois automatiques avec couteau rotatif doivent être munis de capots recouvrant complètement la lame du couteau sauf au point de contact pendant le travail.

5. Les tours utilisés pour tourner de longues pièces de bois entre deux pointes doivent être munis de longs capots s'étendant au-dessus du tour pour empêcher les pièces d'être projetées hors de la machine.

6. Les dispositifs de sécurité recouvrant les pièces tournées sur les tours à bois doivent être construits en métal déployé ou autre matériau convenable permettant d'observer le travail de la machine.

7. Les tours à bois doivent être munis de capots aspirateurs reliés à un dispositif d'évacuation efficace permettant d'enlever les copeaux, le bran de scie et les poussières dès qu'ils sont produits.

8. Lorsque les capots aspirateurs des tours à bois font partie ou constituent la protection entière des porte-outils, ils doivent être suffisamment forts pour le protéger efficacement.

Profile and swing-head lathes and automatic shapers (including wood heel turning machine)

40. *Guarding of Cutting heads.* The requirements for guarding of cutting heads for profile and swing-head lathes and automatic shapers, including wood heel turning machines shall be as follows:

1. Each profile and swing-head lathe shall have all cutting heads covered by a metal guard. If such guard is constructed of sheet metal, the material used shall be not less than 1/16 inch in thickness, and if cast iron is used, it shall be not less than 3/16 inch in thickness.

2. Where an exhaust system is used, the guard shall form part or all of the exhaust hood and shall be constructed of metal of a thickness not less than the above.

3. Cutting heads on wood-turning lathes, whether rotating or not, shall be covered as completely as possible by hoods or shields, which should be hinged to the machines so that they can easily be thrown back for making adjustments.

4. Shoe-last and spoke lathes, wood-heel turning machines, and other automatic wood-turning lathes of the rotating knife type shall be equipped with hoods enclosing the cutter blades completely except at the contact points while the stock is bieng cut.

5. Lathes used for turning long pieces of wood stock held only between the two centres shall be equipped with long curved guards extending over the top of the lathes, to prevent the work-pieces from being thrown out of the machines if they should become loose.

6. Guards covering the workpieces on wood-turning lathes should be constructed of expended metal or other suitable material which will permit observation of the turning operations.

7. Wood-turning lathes shall be equipped with suction hoods, properly connected to efficient exhaust systems that will remove at their point of origin the chips and dust produced.

8. Where suction hoods on wood-turning lathes form all or part of the guards for the cutting heads, they shall be of sufficient strength to serve efficiently the purpose of guards.

Polisseuses

41° *Rouleaux d'alimentation.* Les rouleaux d'alimentation des polisseuses automatiques doivent être munis d'un dispositif de protection semicylindrique pour empêcher les mains de l'ouvrier d'y toucher. Le dispositif de protection

Sanding machines

41. *Feed rolls.* Feed rolls of self-feed sanding machines shall be protected with a semicylindrical guard to prevent the hands of the operator from coming in contact with the in-running rolls at any point. The guard shall be constructed of

doit être construit d'un matériau épais, de préférence en métal, et solidement attaché au châssis supportant les rouleaux afin de conserver son ajustement pour toute épaisseur de bois. La partie inférieure du dispositif de protection doit descendre jusqu'à 3/8 de pouce d'un plan formé par la partie inférieure ou la surface de contact du rouleau d'alimentation là où il touche le bois.

42° *Polisseuses à tambour.* Les polisseuses à tambour doivent être munies de capots aspirateurs (ou autres dispositifs de sécurité si aucun dispositif d'évacuation des copeaux, du bran de scie et des poussières n'est requis), recouvrant le tambour sauf la partie qui doit rester libre pour travailler, au-dessus de la table, si une table est utilisée.

43° *Polisseuses à disques.* Les polisseuses à disques doivent être munies de capots aspirateurs (ou autre dispositif de sécurité si aucun dispositif d'évacuation des copeaux, de bran de scie et des poussières n'est requis), recouvrant le disque sauf la partie qui doit rester libre pour travailler, au-dessus de la table, si une table est utilisée.

44° *Polisseuses à courroie.* Les deux poulies des polisseuses à courroie doivent être mises sous carter, de manière à protéger les zones où la courroie sablée arrive sur les poulies. Le brin de retour de la courroie sablée doit être mis sous carter.

Diverses machines

45° *Machines à bois combinées ou universelles.* La zone d'opération de chaque outil des machines à bois combinées ou universelles doit être protégée, tel qu'il est prévu pour les machines simples.

46° *Les autres machines ne sont pas exclues.* Du fait que les dispositions contenues aux articles 9 à 41 des présents règlements se rapportent à des machines déterminées il ne faut pas conclure que les autres machines à travailler le bois sont exclues des règlements prescrivant que des capots aspirateurs ou dispositifs de protection doivent être prévus pour réduire au minimum les dangers aux zones d'opération de ces machines.

Toupies à rainurer

47° *Toupies à rainurer.* Les poulies, arbres et porte-outil doivent être munis de dispositifs de sécurité lorsque le travail le permet. Des gabarits et des appareils de montage destinés à garder les mains de l'ouvrier hors de la zone d'opération doivent être utilisés chaque fois que le travail le permet.

Colleuses à rouleau

48° *Colleuses à rouleau.* Les rouleaux d'alimentation doivent être munis de dispositifs de sécurité semicylindrique. La partie inférieure du dispositif doit descendre jusqu'à 3/8 de pouce d'un plan formé par la partie inférieure ou la surface de contact du rouleau d'alimentation là où il touche le bois.

SECTION 6

MACHINES A TRAVAILLER LE BOIS DE PLACAGE

Installation à la vapeur et fosses de trempage

49° *Cuves à vapeur et fosses de trempage.* Les dispositions pour les cuves à vapeur et les fosses de trempage sont les suivantes:

1. Les côtés des cuves à vapeur doivent être à au moins 36 pouces au-dessus du plancher ou de la plate-forme de travail ou du sol.

heavy material, proferably metal, and firmly secured to the frame carrying the rolls so as to remain in adjustment for any thickness of stock. The bottom of the guard shall come down to within 3/8 inch of a plane formed by the bottom or contact face of the feed roll where it touches the stock.

42. *Drum sanding machines.* Each drum sanding machine shall have an exhaust hood or other guard if no exhaust system is required, so arranged as to enclose the revolving drum, except such portion of the drum above the table, if table is used, as may be necessary and convenient for the application of the material to be finished.

43. *Disk sanding machines.* Each disk sanding machine shall have the exhaust hood or other guard if no exhaust system is required, so arranged as to enclose the revolving disk, except such portion of the disk above the table, if a table is used, as may be necessary for the application of the material to be finished.

44. *Belt sanding machines.* Each belt sanding machine shall have both pulleys enclosed in such a manner as to guard the points where the sanding belt runs onto the pulleys. The unused run of the sanding belt shall be enclosed.

Miscellaneous machines

45. *Combination or universal woodworking machines.* For combination or universal woodwork ing machines, each point of operation of any tool shall be guarded as required for such tool in a separate machine.

46. *Other machines not excluded.* The mention of specific machines in articles 9 to 41 of the present regulations, is not intended to exclude other woodworking machines from the requirements that suitable guards and exhaust hoods must be provided to reduce to a minimum the hazard due to the point of operation of such machines.

Routers

47. *Routers.* The pulleys, spindles and cutting tools shall be guarded wherever the work permits. Turn platos, jigs and fixtures which will require the operator's hands to be removed from the point of operation shall be used wherever the nature of the work will permit.

Glue Spreaders (Roll type)

48. *Glue spreaders,* The feed rolls shall be guarded by a semicylindrical guard. The bottom of the guard shall come to within 3/8 inch of a plane formed by bottom or contact face of the feed roll where it touches the stock.

SECTION 6

VENEER MACHINERY

Steaming equipment and soaking pits

49. *Steam vats and soaking pits,* The requirements for steam vats and soaking pits shall be as follows:

1. Sides of steam vats shall extend to a height of not less than 36 inches above the floor, working platform, or ground.

2. Pour les grandes cuves à vapeur divisées en sections on doit prévoir des passerelles entre les sections. Chaque passerelle est munie d'une balustrade de 42 pouces de hauteur de chaque côté exposé. Ces balustrades peuvent être amovibles si cela est nécessaire.

Pourvu que les dimensions des matériaux à traiter le permettent, les dimensions des sections des cuves ne doivent pas dépasser 8 pieds.

50° *Chargement et déchargement.* Un ou plusieurs des moyens suivants doivent être utilisés pour charger et décharger les cuves et les fosses de trempage:

1. La surface du plancher de la zone d'opération doit être finie de manière à empêcher tout glissement. Les ouvriers appelés à travailler aux cuves doivent avoir et porter des chaussures avec semelles et talons en une composition antidérapante.

2. Les ouvriers travaillant au-dessus des cuves doivent porter une ceinture de sureté attachée à une corde de sauvetage. La corde de sauvetage doit être attachée à un chariot roulant se déplaçant sur un monorail ou à un dispositif d'ancrage fixe ou autre dispositif similaire. La corde de sauvetage doit être continuellement en position de rappel afin que l'ouvrier ne puisse tomber dans la cuve en cas de glissement, chute ou trébuchement.

3. Une installation de manutention ou de transport mécanique doit être prévue. Elle doit être conçue de manière qu'il ne soit pas nécessaire de retirer les pièces de bois à la main, des cuves de trempage.

4. Des soupapes, pompes ou autres appareils hydrauliques doivent être utilisés pour vider le liquide des cuves. On ne doit permettre à aucun ouvrier de se tenir sur la cuve et le déchargement ne doit commencer que lorsque le liquide a été drainé de la cuve.

5. Si les cuves ne doivent pas être drainées, elles doivent être munies d'une doublure intérieure perforée pour laisser passer le liquide et pouvant être montée mécaniquement de manière que les pièces de bois puissent être transférées avec sécurité à d'autres appareils de manutention.

51° *Ventilation.* Les dispositions pour la ventilation des installations à vapeur et des fosses de trempage sont les suivantes:

1. Autant que possible les cuves doivent être installées dans des bâtiments ou dans des hangars spéciaux chauffés pendant la saison froide pour que la quantité de vapeur soit tenue à un minimum.

2. On doit prendre les dispositions nécessaires pour ventiler les bâtiments abritant des cuves à vapeur. De hauts plafonds avec des ventilateurs dans le toit sont à conseiller. Lorsque les plafonds ou les toîts sont bas on doit installer des ventilateurs mécaniques.

Manutention des billots

52° *Grues, billots, chariots, etc.* Les engrenages, chaînes et roues dentées, et autres organes de machines dangereux doivent être mis sous carter.

L'usage de chariots à billots ou de grues est fortement recommandé sauf lorsque la quantité de matériau à transporter est petite.

Scies alternatives

53° Les scies alternatives doivent être installées de manière à laisser un passage libre d'au moins 4 pieds lorsque la scie se trouve en fin de course; ou s'il est impossible de laisser cet espace

2. Large steam vats divided into sections shall be provided with substantial walkways between sections. Each walkway shall be provided with a standard handrail 42 inches high on each exposed side. These handrails may be removable, if necessary. Provided the size of stock handled will permit, it is advisable to keep the size of the vat sections to 8 feet or less.

50. *Loading and unloading.* One or more of the following means shall be used in loading and unloading vats and soaking pits:

1. The floor surface at the sides being used shall be so constructed as to prevent slipping. Employees working at the vats shall be provided with and shall wear footwear having soles and heels of such composition as to prevent slipping.

2. Employees required to work over vats shall be provided with a safety belt attached to a life line. The life line shall be attached to a traveling trolley on a monorail or to a fixed anchorage or similar arrangement.. The life line shall be permanently adjusted so that the employee, in the event of slipping, falling, or tripping, cannot fall into the vat.

3. Mechanical handling or conveying equipment shall be provided and so designed that the logs need not be manually removed from the vat.

4. Hydraulic equipment shall be provided for draining the liquid from the vat. No employee shall be permitted to stand on the vat and no unloading shall be started until the liquid has been drained from the vat.

5. If drainage of the vats is not desired, then a cradle shall be fitted inside of each vat, which can be raised mechanically to permit the logs to be transferred safely to other handling devices.

51, *Ventilation.* The requirements for ventilation of steaming equipment and soaking pits shall be as follows:

1. In so far as possible vats should be located in buildings or in special sheds heated in cold weather to keep the amount of steam at a minimum.

2. Means shall be provided to ventilate buildings in which steam vats are located. High ceilings with roof ventilators or louvres are desirable. Where ceilings or roofs are low, exhaust fans shall be provided

Log handling equipment

52. *Cranes, log trolleys, etc.* All gears, sprockets and chains, and other dangerous parts shall be enclosed with standard guards. The use of log trolleys or cranes is urgently recommended except where the stock handled is very small.

Drag saws

53. *Drag saws.* Drag saws shall be so located as to give at least a 4-foot clearance for passage when the saw is at the extreme end of the stroke; or if such clearance is not obtainable, the saw and

libre, la scie et son mécanisme de commande doivent être entourés d'un garde-corps normalisé.

Machines à couper le bois de placage et machines dérouleuses

54° *Machines à trancher et machines rotatives à couper le bois de placage.* Les couteaux doivent être protégés pour prévenir les contacts accidentels avec la partie tranchante.

55° *Machines à couper les feuillets de placage.* Les dispositions concernant les machines à couper les feuillets de placage sont les suivantes:

1. Les machines à couper les feuillets de placage doivent être munies de dispositifs d'alimentation automatique ou de dispositifs de sécurité qui empêche de mettre un ou des doigts sous le couteau lorsque l'on alimente la machine ou lorsque l'on retire le bois de la machine.

2. Les pignons de chaîne et les courroies des transporteurs doivent être mis sous carter.

On doit utiliser des convoyeurs ou des tables mobiles pour enlever les pièces des machines à couper les feuillets de placage.

3. Si possible, les machines à guillotine pour couper les feuillets de placage, actionnées à la main ou au pied doivent être munies de barres ou de plaques ou autres dispositifs empêchant les mains de l'ouvrier de toucher à la lame du couteau lorsqu'il alimente la machine ou lorsqu'il tient le matériau à couper.

4. Les machines à guillotine pour couper les feuillets de placage, mues par moteur sauf les machines à trancher à alimentation continue doivent être munies:

i. de dispositifs de démarrage exigeant l'usage simultanée des deux mains pour commencer le coupage et d'au moins une main sur un appareil de commande pendant la course complète du couteau.

ii. d'un dispositif de protection automatique qui éloigne les mains de l'ouvrier de la zone dangereuse à chaque descente du couteau, utilisé en même temps qu'un dispositif de démarrage à une seule main exigeant deux mouvements distincts du dispositif pour commencer le coupage, et conçu de manière à retourner à la position de repos après chaque cycle complet du couteau.

5. Lorsque deux ou plusieurs ouvriers travaillant en même temps à la même machine à guillotine mue par moteur munie de dispositif de commande à deux mains, le dispositif doit être conçu de manière que chaque ouvrier soit obligé de se servir simultanément de ses deux mains pour commencer le coupage et d'au moins une main sur une commande pour compléter la coupe.

6. Les machines à guillotine pour couper les feuillets de placage, mues par moteur, autres que les machines à trancher à alimentation continue, doivent être munies, en plus de frein ou autre mécanisme d'arrêt, d'un dispositif d'urgence qui empêche la machine de fonctionner lorsque le frein est défectueux, quand le mécanisme de démarrage est dans la position de repos.

56° *Machines dérouleuses de bois de placage.* Le côté d'alimentation des machines à dérouler doit être fermé de manière à ne laisser que l'espace juste nécessaire pour introduire la pièce, mais cet espace ne doit pas être suffisant pour y laisser passer les doigts entre les rouleaux.

57° *Leviers et pédales de manœuvres.* Les leviers et les pédales de manœuvres des machines pour les bois de placage doivent être installés et munis de dispositifs de sécurité de manière qu'ils ne puissent être actionnés accidentellement.

its driving mechanism shall be provided with a standard enclosure.

Veneer cutters and wringers

54. *Veneer Slicer and rotary veneer-cutting machines.* Knives shall be guarded to prevent accidental contact with knife edge.

55. *Veneer clippers.* The requirements for veneer clippers shall be as follows:

1. Veneer clippers shall have an automatic feed or shall be provided with a guard which will make it impossible to place a finger or fingers under the knife while feeding or removing the stock.

2. Sprockets on chain or slat-belt conveyors shall be enclosed. Conveyors or travelling tables shall be installed to remove material from clippers.

3. Where practicable, hand and foot-power guillotine veneer cutters shall be provided with rods or plates or other satisfactory means, so arranged on the feeding side that the hands cannot reach the cutting edge of the knife while feeding or holding the stock in place.

4. Power-driver guillotine veneer cutters, except continuous feed trimmers, shall be equipped with:

i. starting devices which require the simultaneous action of both hands to start the cutting motion and of at least one hand on a control during the complete stroke of the knife;

ii. an automatic guard which will remove the hands of the operator from the danger zone at every descent of the blade, used in conjuction with one-hand starting devices which require two distinct movements of the device to start the cutting motion, and so designed as to return positively to the non-starting position after each complete cycle of the knife.

5. Where two or more workers are employed at the same time on the same power-driven guillotine veneer cutter equipped with two hand control, the device shall be so arranged that each worker shall be required to use both hands simultaneously on the controls to start the cutting motion, and at least one hand on a control to complete the cut.

6. Power-driven guillotine veneer cutters, other than continuous trimmers, shall be provided, in additon to the brake or other stopping mechanism, with an emergency device which will prevent the machine from operating in the event of failure of the brake when the starting mechanism is in the non-starting position.

56. *Veneer wringers.* In-running side of the veneer wringer shall be enclosed, leaving only sufficient space to insert stock but not enough to permit fingers to enter the rolls.

57. *Operating levers or treadles.* Operating levers or treadles on all veneer machinery shall be so located or protected that they cannot be shifted or tripped accidentally.

SECTION 7

MACHINES DE TONNELLERIE

Scies

58° *Fonds de tonneaux.* Les dispositions concernant les scies à préparer les fonds de tonneaux sont les suivantes:

1. Les scies des machines à préparer les fonds de tonneaux doivent être mises sous carter de manière à prévenir les contacts accidentels. Un capot doit être attaché à l'arrière du chariot d'entraînement pour protéger la partie de la scie qui ne peut pas être recouverte par un capot fixe.

2. Le chariot d'entraînement des pièces de bois doit être muni d'un dispositif efficace qui ramène automatiquement le chariot devant la scie. Le fonctionnement adéquat d'un tel dispositif ne doit pas dépendre d'une corde, d'un cable ou d'un ressort. Si l'on fait usage d'un contrepoids, une chaîne de sûreté doit l'empêcher de tomber si toutefois, la barre venait à se briser ou si le poids devenait libre. Les boulons supportant la barre ou le poids et la chaîne doivent être munis de goupilles ou autres moyens de fixation efficaces. Un boulon doit être fixé à l'extrémité de la barre supportant le contrepoids pour empêcher que le poids tombe.

3. Un butoir doit être prévu pour empêcher le chariot de se déplacer trop loin en arrière et ainsi exposer la partie non protégée de la scie.

59° *Scies à tronçonner à balancier.* Les dispositions des scies à tronçonner à balancier se trouvent à l'article 17 des présents règlements.

60° *Mise à dimension des marrains, des douves et des fonds de tonneaux.* Les lames de scies pour la mise à dimension des marrains, des douves et des fonds de tonneaux doivent être mises sous carter suivant les dispositions contenues à l'article 13 des présents règlements.

61° *Scies à douves de tonneaux, scies cylindriques.* Les lames de scies à douves de tonneaux ainsi que l'élément tournant auquel est boulonnée la lame doivent être mis sous carter pour empêcher les contacts accidentels, sauf sur la portion qui se trouve dans le voisinage immédiat du dispositif d'alimentation.

62° *Scies à scier les fonds de tonneaux, scies à refendre à alimentation variable, scies pour douves droites, scies à arrondir les fonds, etc.* Les dispositions pour les scies à scier les fonds de tonneaux, les scies à refendre à alimentation variable, les scies pour douves droites, les scies à arrondir les fonds, etc., sont les suivantes:

1. Les lames des machines de ce genre doivent être mises sous carter pour empêcher les contacts accidentels.

2. Lorsqu'il existe un dispositif d'alimentation à pignon, il doit être mis sous carter, de manière à empêcher que les doigts de l'ouvrier puissent être coincés entre le pignon d'alimentation et la pièce entraînée.

3. Les contrepoids utilisés pour faire fonctionner les dispositifs d'alimentation doivent se déplacer dans une gaine fixe.

Raboteuses à douves simples et doubles et raboteuses à fonds de tonneaux simples et doubles.

63° *Dispositifs de sécurité des arbres porte-lames.* Les capots aspirateurs ou autres dispositifs de sécurité, si l'on utilise pas d'installation pour l'évacuation des copeaux, du bran de scie et des poussières, doivent être conçus de manière à protéger effectivement les arbres porte-lames et les lames des raboteuses simples et doubles.

SECTION 7

COOPARAGE MACHINERY

Saws

58. *Heading bolters.* The requirements for heading bolters for saws shall be as follows:

1. Each heading bolter shall have the saw enclosed to prevent accidental contact. A hood shall be fastened to the back of block carrier to cover that portion of the saw which cannot be enclosed by a stationary housing.

2. The block carrier shall be provided with an effective device that will return the carrier automatically to a position in front of the saw. Such device shall not depend for its proper functioning upon any fibre rope, cord, or spring. If a counterweight is used, a safety chain shall be attached to it to prevent dropping should the bar break or the weight become disengaged. All bolts supporting the bar, or weight, and chain shall be provided with cotter pins or equally effective devices. A bolt shall be put through extreme end of counterweight bar to prevent dropping of weight.

3. A limit stop shall be provided to prevent the carrier from swinging too far back and thereby exposing to contact the unguarded portion of the saw.

59. *Swing Cut-off Saws.* For requirements covering swing cut-off saws, see article 17 of the present regulations.

60. *Bolt, stave and heading equilizers.* Each bolt, stave and heading equalizer shall have the saws guarded in accordance with the provision of article 13 of the present requlations.

61. *Barrel-Stave saws; cylindrical saws.* Each machine of this type shall have the saw and the revolving part to which the saw blade is bolted enclosed to prevent accidental contact, except that part of saw immediately adjacent to the feeding device.

62. *Heading saws, variable-feed rip saws, flat-stave saws, head rounders etc.* The requirements for heading saws, variable-feed rip saws, flat-stave saws, head rounders, etc., shall be as follows:

1. All machines coming under this rule shall have the saws enclosed to prevent accidental contact.

2. Where a sprocket feed device is used, it shall be enclosed in such a manner as to prevent the operator's fingers from getting between the feed sprocket and the stock.

3. Counterweights used to actuate feed shall operate in a stationary casing.

Single and double-stave planers, single and double-heading planers

63. *Guarding of Cutting heads.* The exhaust hood or other guards, if no exhaust system is required, shall be so arranged and maintained as to guard effectively all cutting heads and knives of single and double planers.

64° *Zone d'opération.* Les dispositions concernant la zone d'opération sont les suivantes:

1. Les rouleaux d'alimentation doivent être entièrement recouverts par un dispositif de sécurité, sauf la partie qui doit rester nue pour l'admission des pièces. On doit installer des rouleaux d'alimentation à secteurs pour les raboteuses à fonds de tonneaux.

2. Lorsqu'on utilise des rouleaux pleins, il doit y avoir des doigts de retenue (ou autres dispositifs équivalents) afin d'éviter le recul des pièces.

Machines à faire les joints ou à bouveter les douves et les fonds de tonneaux

65° *Protection.* Les machines à faire les joints ou à bouveter les douves et les fonds de tonneaux doivent être munies d'un dispositif de sécurité ajustable ou automatique pour recouvrir complètement l'arbre porte-lame sauf la zone où s'effectue le travail.

66. Les machines à bouveter les douves actionnées au pied doivent être munies de dispositifs de sécurité de manière à empêcher les doigts de l'ouvrier de toucher aux lames.

Machines à faire le jable des douves.

67° *Protection.* La tête des machines à faire le jable des douves doit être sous carter sauf la portion qui rentre dans la pièce.

68° *Chaînes d'alimentation.* Les chaînes et pignons d'alimentation des machines à faire le jable doivent être entièrement mis sous carter.

69° *Contrepoids.* Une chaîne de sûreté doit être attachée au contrepoids pour l'empêcher de tomber si toutefois la barre venait à se briser où si le poids devenait libre. Les boulons supportant la barre ou le poids et la chaîne doivent être munis de goupilles ou autres moyens de fixation efficaces. Un boulon doit être fixé à l'extrémité de la barre supportant le contrepoids pour empêcher la chute du poids.

Machines à sabler les tonneaux

70° *Courroies de sablage.* Chaque poulie des polisseuses à courroie doit être mise sous carter, de manière à protéger les zones où la courroie sablée arrive sur les poulies, le brin de retour de la courroie sablée doit être mis sous carter.

Treuils de serrage pour centrer les douves

71° *Contrepoids.* Les contrepoids doivent se déplacer dans une gaine fixe.

72° *Leviers de commande.* Les leviers de commande doivent se trouver dans le voisinage de l'endroit où se tient l'ouvrier pendant son travail.

Tours à baquets et à tonneaux

73° *Protection.* Les dispositions de l'article 40 pour les tours à profiler, en autant qu'elles sont applicables doivent servir de base pour la protection des tours à baquets et à tonneaux.

Machines de tonnellerie diverses

74° *Les autres machines ne sont pas exclues.* Du fait que les dispositions contenues aux articles 58 à 73 concernant des machines déterminées, il ne faut pas conclure que les autres machines à travailler le bois sont soustraites des règlements prescrivant des dispositifs de sécurité pour réduire au minimum les dangers aux zones d'opération des machines.

64. *Point of operation.* The requirements for point of operation shall be as follows:

1, Feed rolls, except such portion as may be necessary to admit stock, shall be completely enclosed. Sectional feed rolls should be provided for heading planers.

2. Where solid feed rolls are in use, a sectional finger device (or an equally effective safeguard) shall be used to prevent kickbacks.

Stavers and heading jointers (Matchers)

65. *Guarding.* Each stave or heading jointer shall have an adjustable or automatic guard to cover all of the head except that portion where the stock is applied.

66. Foot-power machines for jointing staves shall be equipped with a guard which prevents the operator's fingers from coming in contact with the knife.

Stave Croziers

67. *Guarding.* Cutting heads shall be encased except that part which actually embeds itself in the stock.

68. *Feed chains.* Feed chains and sprockets of stave croziers shall be completely enclosed.

69. *Counter-weights.* A safety chain shall be attached to the counterweight to prevent dropping should the counterweight bar break or the weight become disengaged. All bolts supporting the bar, weight, and cham shall be provided with cotterpins or other equally effective devices. A bolt shall be put through extreme end of counterweight rod to prevent dropping of weight.

Barrel sanding machines

70. *Sanding belts.* Each belt sanding machine shall have both pulleys enclosed in such a manner as to guard the points where the sanding belt runs onto the pulley. The edges of the unused run of the sanding belts shall be enclosed.

Power windlass for barrels

71. *Counterweights.* Counterweights shall operate in a stationary casing.

72. *Control levers.* Control levers shall be located within easy reach of the operator when standing in the usual operating position.

Pail and barrel lathes

73. *Guards.* The requirements of article 40 for profile lathes, in so far as they are applicable, shall govern the guarding of pail and barrel lathes.

Miscellaneous cooperage machinery

74. *Other machines not excluded.* The mention of specific machines under articles 58 to 73, is not intented to exclude other woodworking machines from the requirements that safeguards be provided to reduce to a minimum the hazard due to the point of operation of such machines.

SECTION 8

RÈGLES D'APPLICATION

Inspection et entretien

75° *Inspection.* L'inspection systématique de toute machine à travailler le bois et des dispositifs de sécurité doit être faite pour y découvrir les défectuosités qui peuvent se développer et permettre leur correction immédiate.

76° *Entretien.* Les dispositions concernant l'entretien sont les suivantes:

1. Les scies émoussées ou mal aiguisées, dont la voie est mauvaise ou battue incorrectement doivent être mises de côté aussitôt que le bois commence à coller, à se coincer ou est rejeté en arrière quand on alimente la scie normalement. Les scies sur lesquelles la résine s'est collée doivent être immédiatement nettoyées.

2. Les lames et couteaux des machines à travailler le bois doivent être bien aiguisés, bien ajustés et solidement attachés. Lorsqu'on utilise deux ou plusieurs lames sur le même porte-outil elles doivent se contrebalancer.

3. Les coussinets doivent être bien ajustés et bien lubrifiés.

4. Les axes des scies ne doivent pas avoir de jeu.

5. Les dispositifs de sécurité doivent être installés partout où cela est possible. Si les dispositifs de sécurité doivent être enlevés pour certains travaux on doit les replacer aussitôt le travail terminé. Aucun ouvrier n'a la permission d'enlever un dispositif de sécurité ou de se servir d'une machine sans protection sauf si le contremaître ou le surveillant y consent pour un travail déterminé.

Choix et usage des machines

77° *Choix des machines et outils appropriés.* Les dispositions concernant le choix des machines et outils appropriés sont les suivantes:

1. Les machines ne doivent pas être utilisées pour des travaux nécessitant l'enlèvement de leurs dispositifs réguliers de sécurité. Les travaux dangereux doivent être exécutés sur des machines convenant à ce genre de travail.

2. Aucune scie, aucun couteau ou bague à outil ne doit être monté sur l'arbre de la machine à moins que l'outil ait été parfaitement ajusté à la dimension et à la forme s'adaptant à l'arbre.

78° *Scies circulaires à refendre et à tronçonner.* Les dispositions concernant le choix et l'usage des scies circulaires à refendre et des scies à tronçonner sont les suivantes:

1. Aucun contremaître ou autre personne autorisée ne doit permettre l'usage de scies à refendre ou scies de travers sans capot, couteau diviseur ou griffes pour empêcher le recul des pièces de bois ou lorsque ces dispositifs sont inopérants à moins que le travail ne puisse pas être exécuté en utilisant ces dispositifs qui doivent d'ailleurs être replacés en position aussitôt le travail terminé.

2. Les scies fêlées ne doivent plus être utilisées.

3. On ne doit pas placer un coin entre la lame de la scie et la bague pour en faire ce que l'on appelle communément une "scie oscillante".

79° *Scies à ruban et scies à ruban à refendre.* Les dispositions concernant le choix et l'usage des scies à ruban et des scies à ruban à refendre sont les suivantes:

SECTION 8

OPERATING RULES

Inspection and maintenance

75. *Inspection.* A systematic inspection of all woodworking machines and safety equipment shall be made to insure the discovery of developing defects and permit their prompt correction.

76. *Maintenance.* The rules covering maintenance shall be as follows:

1. Dull, badly set, improperly filed, or improperly tensioned saws shall be immediately removed from service as soon as they begin to cause the material to stick, jam, or kickback when it is fed to the saw at normal speed. Saws to which gum has adhered on the sides shall be immediately cleaned.

2. All knives and cutting heads of woodworking machines shall be kept sharp, properly adjusted, and firmly secured. Where two or more knives are used in one head they shall be properly balanced.

3. Bearings shall be kept free from lost motion and shall be well lubricated.

4. Arbors of all circular saws shall be free from play.

5. Guards shall be installed wherever possible. If special operations require the removal of the guard, it shall be immediately replaced upon the completion of the work which required its removal. No employee shall be permitted to remove a guard or to operate the machine without the guard except with the consent of the foreman in each specific instance,

Selection and Operation of Machines

77. *Selection of Suitable machines and tools.* The requirements for selection of suitable machines and tools shall be as follows:

1. Machines should not be used for operations of such variety as to necessitate the removal of safeguards suitable for the usual service. The specific operations involving special hazards should be assigned to machines suitable for such work.

2. No saw, cutter head, or tool collar shall be placed or mounted on a machine arbor unless the tool has been accurately machined to size and shape to fit the arbor.

78. *Circular rip and cut-off saws.* The requirements for selection and operation of circular rip and cut-off saws shall be as follows:

1. No foreman or other person in charge should permit a circular rip or crosscut saw to be operated with hood, spreader or splitter or kickback device removed or rendered inoperative, unless the nature of the operation renders it impossible of performance with such devices or any of them in position, in which case same shall be immediately replaced upon completion of such operation.

2. All cracked saws shall be removed from service.

3. The practice of inserting wedges between the saw disk and the collar to form what is commonly known as a "wobble saw" is not permited.

79. *Band saws and band resaws.* The requirements for selection and operation of band saws and band resaws shall be as follows:

1. Avant de mettre en marche une scie à ruban sans indicateur de tension, on doit vérifier la tension du ruban avec les doigts afin d'obtenir une tension convenable. On doit détendre le ruban lorsque la machine ne fonctionne pas.

2. La butée arrière doit être ajustée avec précaution pour la position normale de la lame de scie.

3. Pour assurer le bon fonctionnement d'une scie à ruban on doit prendre les mesures nécessaires pour prévenir l'accumulation de poussières sur les roues portant le ruban.

4. Utiliser une petite scie pour le travail de grosses pièces, ou une lame de scie large pour tailler de petits rayons est à déconseiller. La lame de scie doit toujours être aussi large que le permet la nature du travail à exécuter.

5. On ne doit pas arrêter les scies trop rapidement en poussant une pièce de bois contre les dents de la scie quand la force motrice est coupée.

6. Les déformations et les nœuds doivent être promptement redressés au marteau. Ce travail doit être fait par le batteur de scies.

7. Pour éviter les vibrations, les joints brasés doivent avoir la même épaisseur que la lame de la scie.

8. Chaque scie doit être soigneusement examinée lorsqu'on l'installe ou lorsqu'on l'enlève de la machine afin de découvrir les fêlures et autres défauts. Les scies fêlées ou les scies qui laissent prévoir une cassure probable doivent être promptement enlevées pour éviter que les ouvriers ne soient blessés et que la scie ne se casse.

80° *Dégauchisseuses.* Le danger de raboter des pièces trop courtes est très grand. La longueur minimum d'une pièce à raboter ne doit pas être moindre que 4 fois la largeur de l'ouverture de la table. Les deux parties de la table ne doivent pas être ajustées horizontalement de manière que l'espace entre la table et les couteaux soit plus de ¼ de pouce.

81° *Tours.* On doit apporter une attention particulière pour fixer la pièce en plateau ou pour la retenir entre les pointes.

Machines et installations pour le travail du bois de placage

82° *Cuves à vapeur.* Les dispositions concernant le choix et l'usage de cuves à vapeur dans les installations pour le travail du bois de placage sont les suivantes:

1. Les couvercles des cuves à vapeur ne sont relevés que dans la section où les ouvriers sont au travail, et un garde-corps transportable est installé dans cette section pour protéger les ouvriers.

2. Les ouvriers ne doivent pas se promener ou marcher sur les billots dans les cuves à vapeur.

83° *Manutention des billots.* Les dispositions concernant le choix et l'usage des appareils de manutention dans les installations pour le travail du bois de placage sont les suivantes:

1. Les grues, les chariots à billots et autres appareils de levage utilisés dans l'industrie du bois de placage doivent être fréquemment vérifiés et examinés.

2. En attachant les griffes de serrage aux billots on doit prendre soin de ne pas placer la main ou les doigts là où ils peuvent être coincés entre la griffe et le billot.

84° *Scies.* Les dispositions concernant le choix et l'usage des scies dans les installations pour le travail du bois de placage sont les suivantes:

1. On doit porter une attention particulière à l'inspection et à l'entretien des scies à feuillets de placage.

1. Before starting a band-saw machine not equipped with a tension indicator the blade should be tested with fingers and proper tension secured. Tension should be released from the blade when it is not in use.

2. The back thrust should be adjusted carefully to the normal position of the saw blade.

3. To secure satisfactory operation, means should be provided for preventing the accumulation of dust on the face of band wheels.

4. Using a small saw for large work or forcing a wide saw to cut on a small radius is bad practice. The saw blade should in all cases be as large as the nature of the work will permit.

5. Saws should not be stopped too quickly by thrusting a piece of wood against the cutting edge of teeth when power is off.

6. Twists or kinks shall be promptly removed with a hammer, This work shall be done by the saw smith.

7. To avoid vibration, brazed joints shall be the same thickness as the saw blade.

8. Each saw should be carefully examined as it is put on or taken off the band wheel to detect cracks or other defects. Cracked saws or saws which indicate probability of breakage should be promptly removed to avoid injury both to saw and to operator.

80. *Jointers.* The hazard a jointing too short pieces is excessive. The minimum length of a piece to be jointed should be not less than 4 times the width of the bed opening. Neither half of the jointer table should be adjusted horizontally so that the clearance between the edge of the table and the revloving knives is more than ¼ inch.

81. *Lathes.* Particular care should be taken to have all material fastened securely to faceplates or held properly between centres.

Veneer machines and equipment

82. *Steam vats.* The requirements for selection and operation of steam vats for veneer machines and equipment shall be as follows:

1. Covers shall be removed only from that portion of steaming vats on which men are working and a portable railing shall be placed at this point to protect the operators.

2. Workmen shall not ride or step on logs in steam vats.

83. *Log handling.* The requirements for selection and operation of log handling veneer equipment shall be as follows:

1. All cranes, log trolleys, and other hoisting equipment used in the veneer industry should be tested and inspected frequently.

2. When attaching dogs to log, care should be taken not to place hand or fingers where they might be caught between log and dog.

84. *Saws.* The requirements for selection and operation of saws for veneer machines and equipment shall be as follows:

1. Particular attention should be given to inspection and maintenance of veneer saws.

2. On doit s'assurer que les matériaux sont solidement attachés au chariot.

85° *Couteaux à feuillets de placage.* Les dispositions concernant le choix et l'usage des couteaux à feuillets de placage sont les suivantes:

1. Lorsque les machines à trancher et les machines rotatives à couper le bois de placage ont été arrêtées pour monter les billots ou pour le réglage, les ouvriers doivent s'assurer, avant la mise en marche, que la machine est libre et que personne n'est dans une position dangereuse.

2. Les ouvriers ne doivent pas se promener sur le chariot d'une machine à trancher les feuillets de placage.

Vêtements et lunettes portés par les ouvriers

86° *Vêtements.* Les dispositions concernant le choix et l'usage des vêtements portés par les ouvriers sont les suivantes:

1. On ne doit pas porter de gants lorsque l'on fait fonctionner une machine.

2. Les vêtements flottants, les manches d'habit, les cravates, etc., sont des causes de danger et ne doivent pas être portés par les ouvriers surveillant le fonctionnement des machines.

3. Lorsqu'il y a danger que des pièces soient rejetées en arrière les ouvriers doivent porter des tabliers protecteurs.

87° *Lunettes.* Dans les endroits où des poussières, du bran de scie ou des copeaux, etc., sont projetés on doit protéger les yeux des ouvriers et leur faire porter des lunettes appropriées.

36989-o

2. Care should be taken to see that all material is securely fastened to the carriage.

85. *Veneer cutters.* The requirements for selection and operation of veneer cutters shall be:

1. Whenever veneer slicers or rotary veneer-cutting machines have been shut down for the purpose of inserting logs or to make adjustments, operators shall make sure that machine is clear and other workmen are not in a hazardous position before starting the machine.

2. Operators shall not ride the carriage of a veneer slicer.

Clothing and goggles sworn by operators

86. *Clothing.* The requirements for selection and use of clothing for operators shall be as follows:

1. Gloves should not be worn while operating machines.

2. Loose flowing garments, sleeves, neckties, etc., offer a decided accident hazard and shall not be worn by operators of machines.

3. Where there is danger of kickback from any operation, anti-kickback aprons shall be provided and worn.

87. *Goggles.* Where danger from dust, flying chips, etc. exists, proper eye protection shall be provided and used.

36989-o

ARRETÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 355

Québec, le 7 avril 1954.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de laiterie dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de laiteries dans les région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 481 du 5 mai 1949, amendé par les arrêtés en conseil numéros 582-A du 24 mai 1950, 541-F du 30 mai 1951 et 649-A du 28 mai 1952, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les amendements suivants audit décret;

ATTENDU QUE la dite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 février 1954;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 481, soit modifié comme suit:

1° Les mots "le 1er juillet (Confédération)" sont ajoutés au paragraphe "*i*" de l'article I, après les mots "la Fête de la Saint-Jean-Baptiste".

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 355

Quebec, April 7, 1954.

Present: The Lieutenant Governor in Council

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the dairy employees in the region of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the dairy employees of the region of Quebec, rendered obligatory by the decree No. 481 of May 5, 1949, amended by Orders-in-Council Nos. 582-A of May 24, 1950, 541-F of May 30, 1951 and 649-A of May 28, 1952, have petioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of February 27 1954;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, No. 481, be amended as follows:

1. The words "July 1st (Confederation Day)" are added in subsection "*i*" of section I, after the words "St. Jean Baptiste Day".

2° Les mots "les sous-traitants (jobbers) ou agents de distribution" sont ajoutés après les mots "les salariés" apparaissant au paragraphe "*a*" de l'article II.

3° L'article IV est remplacé par le suivant:

"IV. *Salaire minima:* Tout salarié, quel que soit le mode de rémunération, ne doit pas recevoir un salaire inférieur à celui mentionné ci-après:

	par semaine
Contremaître	$55.00
Essayeur	47.00
Préposés à la fabrication	47.00
Expéditeur	48.00
Hommes de service:	
Catégorie "A"	45.00
Catégorie "B"	42.00
Catégorie "C"	41.00
Catégories "D" Hommes	27.00
Femmes	22.00

Le vendeur sur la livraison du lait, travaillant régulièrement, que la durée hebdomadaire de son travail soit de 60 heures ou moins, doit recevoir $44.00 pour les premiers 2000 points, plus $0.02 par point additionnel pour toute vente de lait au détail, et $0.01½ par point additionnel pour toute vente de lait au gros.

Pour l'évaluation des points, une pinte de lait est considérée comme 1 point, une chopine comme ½ point et un demiard comme ¼ de point.

La commission sur le beurre doit être de $0.02 la livre sur toute vente faite au prix du détail et ½ cent la livre sur toute vente faite au gros.

La commission sur la crème doit être de $0.02½ sur chaque chopine de crème vendue au prix du détail et de $0.01½ la chopine sur la crème vendue au gros.

Tout vendeur dont le salaire et la commission sont inférieurs à 32.00 doit revevoir un salaire garanti pour ce montant.

	semaine
Vendeur de crème glacée	$43.00
Livreur	43.00
Aide	26.00
	l'heure
Employé occasionnel	0.85

Il ne doit être fait aucune diminution sur le salaire d'un salarié pour les jours de fêtes religieuses d'obligation, les jours fériés non ouvrables et les jours de congé.

Quand, dans une semaine donnée, le nombre d'heures de travail requis d'un salarié, autre que l'employé occasionnel, est inférieur à la semaine normale, il ne doit être fait aucune déduction du salaire prévu au présent article à moins que la diminution des heures ne soit accasionnée par des circonstances indépendantes de la volontés de l'employeur."

4° L'article V est remplacé par le suivant:

"V. *Durée du travail:* Pour les employés de la livraison, la semaine régulière de travail est de soixante (60) heures; pour les autres salariés, la semaine régulière de travail est de cinquante-deux (52) heures.

b) Les jours fériés, l'employeur peut faire travailler ses salariés mais il doit les rémunérer à raison de salaire double. Toutefois, lorsque, en telles occasions, l'employeur affecte un de ses salariés à un travail autre que son occupation régulière, il doit le rémunérer au taux de salaire double basé sur son salaire régulier ou bien lui remettre sa journée de congé.

2. The words "jobbers or distribution agents" mentioned in subsection "*a*" of section II.

3. Section IV is replaced by the following:

"IV. *Minimum wages:* No employee, irrespective of the basis of remuneration, shall receive less than the following rates of wages:

	Per week
Foreman	$55.00
Tester	47.00
Production worker	47.00
Shpeipr	48.00
Service man:	
Category "A"	45.00
Catégory "B"	42.00
Catégory "C"	41.00
Category "D" Male	27.00
Female	22.00

Milk delivery men working regularly, with a weekly duration of work of 60 hours or less, shall receive $44.00 for the first 2,000 points plus $0.02 per additional point for all milk retail sales, and $0.01½ per additional point for all milk wholesales.

For the computing of points, one quart of milk shall be considered as 1 point, one pint as ½ point, one half-pint as ¼ point.

The commission on butter shall be $0.02 per pound for all sales at retail price, and ½ cent per pound for all sales at wholesale price.

The commission on cream shall be $0.12½ per pint of cream sold at retail price, and $0.01½ per pint sold at wholesale price.

Any salesman whose wages and commission do not attain thirty-two dollars per week ($32.00) shall nevetheless receive that amount.

	Per week
Ice cream salesman	43.00
Delivery man	43.00
Helper	26.00
	Per hour
Occasional employee	$0.85

No deduction may be made from the wages of an employee because of religious and other holidays or days off.

When, in the course of a week, the number of hours of work required from an employee, other than an occasional employee, is less than that of the standard work week, there shall be no deduction from the wages established in the present section unless the reduction in working hours be due to circumstances beyond the employer's control.

4. Section V is replaced by the following:

"V. *Duration of work: a*) For delivery employees, the standard work week shall consist of sixty (60) hours; for other employees, the standard work week shall consist of fifty-two (52) hours.

b) On observed holidays, the employer may cause his employees to work but shall pay them at the rate of double time. However, should the employer on such days cause an employee to work at an occupation other than his regular one, such employer shall either pay double time based on the regular rate of the employee or have him benefit by that holiday on another date.

Cependant, lorsque dans une semaine, il y a un jour férié ou une fête religieuse d'obligation, la semaine régulière établie au présent article est réduite de 8 heures.

Lorsque l'une des fêtes religieuses d'obligation précède ou suit immédiatement un dimanche l'un des deux jours est ouvrable.

Le dimanche et les jours de fêtes religieuses d'obligation, il ne doit se faire aucun empaquetage de crème à la glace dans les cabinets ou d'une autre manière chez les clients, sauf dans les d'urgence.

Aucun employeur, salarié ou artisan, ne doit faire de livraison de produits laitiers les dimanches et jours de fêtes religieuses d'obligation.

Aucun employeur, artisan ou toute autre personne ne doit livrer de produits laitiers les dimanches et jours de fêtes religieuses à un vendeur ou artisan (jobber).

Dans les cas urgents et spéciaux, la durée des heures de travail peut être prolongée, sur la livraison, pourvuq ue le Comité paritaire en soit avisé."

5° Les dispositions suivantes sont ajoutée à l'article XVI:

"Lorsque au cours d'une semaine de vacances d'un salarié il y a un jour de fête religieuse d'obligation ou un jour férié, une journée doit lui être remise.

Tout salarié ayant 5 ans de services ou plus pour le compte de son employeur, a droit à 2 semaines de vacances payée. Une semaine de vacances au moins doit être donnée entre le 1er mai et le 31 octobre; la date de l'autre semaine est fixée par l'empoyeur."

(Document "C" annexé à l'arrêté)

Le Greffier Suppléant du Conseil Exécutif,

36989-o C. LARICHELIÈRE.

However, when a religious or other holiday falls in a week, the standard work week, as established in this section, shall be reduced by 8 hours.

When a religious holiday falls on a Saturday or a Monday, either the Sundays or the religious holiday shall be a working day.

On Sunday and religious holidays, no ice cream packing, in boxes or otherwise, shall be permitted at the customers, except in urgent cases.

No employer, employee or artisan shall deliver milk products on Sunday and religious holidays.

No employer, artisan or other person shall deliver milk products on Sunday or religious holidays to a seller or jobber.

In urgent and special cases, the duration of working hours may be extended on the delivery providing the Parity Commitee be motified."

5. The following provisions are added to section XVI:

"When, in the course of a vacation week of an employee, there occurs a religious or ther holiday, such employee shall benefit by another day off.

Every employee with 5 or more years of service for his employer is entitled to two weeks of vacation with day. One such week, at least, shall be given between May 1st and October 31st; the date of the other week shall be set by the employer."

(Document "C" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,

36989-o Acting Clerk of the Executive Council.

Actions en séparation de biens

Province de Quebec, district de Bedford, Cour Supérieure, N° 5370. Dame Juliette Sagala, de Philipsburg, épouse de Alfred G. Surprenant, hôtelier, aussi de Philipsburg, demanderesse, vs Alfred G. Surprenant, hôtelier, de Philipsburg, district de Bedford, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 22 mars 1954.

Sweetsburg, P. Q.

Les Procureurs de la demanderesse,

37002-o SABOURIN & SABOURIN.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 5370. Dame Juliette Sagala, of Philipsburg, wife of Alfred G. Surprenant, hotel-keeper, also of Philipsburg, plaintiff, vs Alfred G. Surprenant, hotel-keeper, of Philipsburg, district of Bedford, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on March 22, 1954.

Sweetsburg, P. Q.

SABOURIN & SABOURIN,

37003 Attorneys for the Plaintiff.

AVIS LEGALE

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 351,064. Dame Esther Cansler, demanderesse, vs Harry Winagar, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause.

Montréal, 9 avril 1954.

Les Procureurs de la demanderesse,

37019 GREENBLATT & GODINSKY.

LEGAL NOTICE

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 351,064. Dame Ester Cansler, plaintiff; vs Harry Winagar, defendant.

Action in separation as to property has been instituted herein.

Montreal, April 9, 1954.

GREENBLATT & GODINSKY,

37019-o Attorneys for plaintiff.

Assemblée

Les actionnaires de La Compagnie de Chemin de Fer Alma & Jonquières sont convoqués en assemblée générale annuelle le mardi, vingt-sept avril 1954, à trois heures de l'après-midi, au nu-

Meeting

The Annual Meeting of the Shareholders of The Alma & Jonquières Railway Company to receive the 1953 financial statements of the Company, to elect Directors and appoint Auditors for

méro 2101 de l'immeuble Sun Life, à Montréal, Québec, Canada, pour recevoir les comptes de l'exercice 1953, procéder à l'élection des administrateurs et à la nomination des vérificateurs pour le prochain terme d'office et pour délibérer sur toute autre question du ressort de l'assemblée.

Le Secrétaire,
37006-16-2-o PAUL LAROQUE.

the ensuing year, and to transact such other business as may properly come before the meeting, will be held in Room 2101, Sun Life Building, Montreal, Quebec, Canada, on Tuesday, April 27th, 1954, at three o'clock in the afternoon.

PAUL LAROQUE,
37006-16-2-o Secretary.

Avis divers

(P.G. 4772-53)

CHASSEURS ET PÊCHEUR LÉVISIENS INC.

Extrait des règlements de la corporation ci-haut mentionnée, concernant l'augmentation du nombre de ses directeurs de six (6) à neuf (9):

"Directeur of officiers. 5. L'administration de cette Association est confiée à un Conseil composé de neuf membre;. . ."

Le Secrétaire-trésorier,
36992-o GUY LABRECQUE.

AVIS DE LA DEMANDE DES PLANS ET DEVIS

Avis public est, par les présentes, donné, conformément à l'article 60 de la Loi du régime des eaux courantes, que la compagnie "Gaspé Copper Mines, Limited" de la ville de Murdochville, comté de Gaspé-Nord se propose d'exécuter les travaux suivants: construire un barrage afin d'emmagasiner en toutes saisons les eaux de l'embranchement sud de la rivière York, dans le but de les conserver pour en régulariser le débit et ainsi assurer une alimentation uniforme aux système d'aqueducs et aux moulins, et la constance du pouvoir hydraulique.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement et la nature des travaux ou des améliorations, et le terrain qui sera affecté par tels travaux, a été transmise au ministre des ressources hydrauliques, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement du comté de Gaspé-Nord à Ste-Anne des Monts.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-gouverneur en conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

GASPÉ COPPER MINES, LIMITED,
Le Gérant général,
36993 R. V. PORRITT.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Longueuil Credit Union", en date du quinze mars 1954, dont le siège social est situé à Longueuil, dans le comté de Chambly, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le vingt-six mars 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
36994-o JEAN BRUCHÉSI,

Miscellaneous Notices

(A.G. 4772-53)

CHASSEURS ET PÊCHEURS LÉVISIENS INC.

Excerpt from the By-laws of the above mentioned corporation, concerning the increase in the number of its Directors from (6) to nine (9):

"Directors and Officers. 5. The administration of this Association is confided to a Council composed of nine members;. . ."

GUY LABRECQUE,
36992 Secretary-Treasurer.

NOTICE OF APPLICATION AND DEPOSIT OF PLAN AND SPECIFICATION

Public notice is hereby given in accordance with section 60 of the Water-Course Act, that "Gaspé Copper Mines, Limited", of the town of Murdochville in the county of Gaspe North, intends to execute the following work: to construct a storage dam to store at all seasons the waters of the South Branch of the York River, with the object of conserving them so as to regulate their flow, and thus to ensure a uniform supply to waterworks systems and to mills, and a constancy of hydraulic power.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the site and the nature of the work or of the improvement, and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has deposited at the registry office of the registration division of Gaspe North County at Ste. Anne des Monts.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

GASPÉ COPPER MINES LIMITED,
R. V. PORRITT,
36993-o General Manager.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate, "Longueuil Credit Union", under date March fifteenth 1954, whereof the head office is at Longueuil, in the county of Chambly, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, March 26, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
36994 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Roll-it Employees Credit Union", en date du vingt-quatre mars 1954, dont le siège social est situé à Verdun, dans le district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le vingt-six mars 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
36995-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Sheraton — Mt-Royal Hotel Employees Credit Union", en date du vingt-quatre mars 1954, dont le siège social est situé à Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le vingt-six mars 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
36996-o JEAN BRUCHÉSI.

(Sec. P. 1514-35)

AVIS DE CORRECTION

Re: Union Insurance Society of Canton Limited

Avis est donné que, dans l'avis concernant l'autorisation accordée à la compagnie ci-haut mentionnée de se porter caution en justice, tel que publié dans la *Gazette officielle de Québec*, Vol. 67, No. 44, du 2 novembre 1935, à la page 4454, le nom de ladite compagnie doit se lire: "Union Insurance Society of Canton Limited".

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt mars 1954.

Le Sous-secrétaire de la province,
36988-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 13322-53)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le neuf avril 1954, les règlements généraux de la "Fédération des Collèges Classiques", tels qu'adoptés les 9 et 10 mars 1954, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le treize avril 1954.

Le Sous-secrétaire de la province,
37014-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat des Producteurs d'Œufs d'Yamaska", en date du vingt-cinq février 1954, dont le siège social est situé à Saint-François-du-Lac, dans le comté d'Yamaska, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le huit avril 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
37017-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Roll-it Employees Credit Union," under date March 24, 1954, whereof the head office is at Verdun, in the judicial district at Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, March 26, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
36995 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Sheraton — Mt. Royal Hotel Employees Credit Union", under date March 24, 1954, whereof the head office is at Montreal, in the judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of March, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
36996 Under Secretary of the Province.

(Prov. Sec. 1514-35)

CORRECTION NOTICE

Re: Union Insurance Society of Canton Limited

Notice is given taht, in the notice concerning the authorization given to the above mentioned to become surety, as published in the *Quebec Official Gazette*, Vol. 67, No. 44, November 2, 1935, on page 4454, the name of the said company should read: "Union Insurance Society of Canton Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, March twentieth, 1954.

JEAN BRUCHÉSI.
36988 Under Secretary of the Province.

(A.G. 13322-53)

Notice is hereby given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has approved, on April ninth 1954, the general by-laws of the "Fédération des Collèges Classiques", such as they were adopted on March 9 and 10, 1954, and pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the thirteenth day of April 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37014 Under Secretary of the Province.

NOTICE

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat des Producteurs d'Oeufs d'Yamaska" under date the twenty-fifth day of February, 1954, whereof the head office is at Saint-François-du-Lac, in the county of Yamaska, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of April, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37017 Under Secretary of the Province.

AVIS

Avis est par les présentes donné que l'honorable secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif des Jardiniers du Sud de Montréal", en date du vingt-deux mars 1954, dont le siège social est situé au village de Châteauguay, dans le comte de Châteauguay, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le cinq avril 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
37016-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif des Jardiniers du Sud de Montréal" under date the twenty-second day of March, 1954, whereof the head office is at the village of Châteauguay, in the county of Châteauguay, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of April, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37016 Under Secretary of the Province.

Commission du Salaire Minimum

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, que l'ordonnance dont le texte suit, modifiant l'ordonnance général numéro 4, 1953, adoptée par la Commission du Salaire Minimum en date du 17 mars 1954, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 356 du 7 avril 1954.

Commission du Salaire Minimum

Ordonnance modificatrice de l'ordonnance N° 4 1953, relative aux salariés de la province.

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance ce qui suit savoir:

1° *Désignation:* La présente ordonnance est désignée sous le nom de Ordonnance modificatrice du 17 mars 1954 de l'ordonnance N° 4, 1953.

2° *Ordonnance N° 4, 1953, modifiée:* L'ordonnance N° 4, 1953, de la Commission, étant une ordonnance générale, datée du 18 mars 1953, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 26 mars 1953 par arrêté N° 373 et publiées dans la *Gazette officielle de Québec* le 25 avril 1953 est modifiée comme suit:

a) L'article 5 de la dite ordonnance est modifié en remplaçant le second paragraphe par le suivant:

"La période de travail pour les salariés régis par la présente ordonnance est la semaine."

b) L'article suivant est ajouté après l'article 7 de la dite ordonnance:

7a. Construction d'immeubles: L'expression "construction d'immeubles" désigne l'édification, la transformation, la démolition, l'aménagement et la réparation d'édifices et de travaux de génie, ce qui comprend tous les ouvrages dont normalement l'exécution est dirigée ou surveillée par un architecte ou un ingénieur professionnel."

c) L'article 20 de la dite ordonnance est remplacé par le suivant:

"20° *Salariés payés sur une base horaire et non régis par une convention collective:* Les règles continues en la présente section régissant également les salariés payés sur une base horaire et non régis par une convention collective lorsque, pendant la même période de travail, ils travaillent à différents taux de salaire supérieurs à ceux

Minimum Wage Commission

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance, amending the general ordinance No. 4, 1953, adopted by the Minimum Wage Commission on March 17, 1954, has been approved by order in council No. 356 of April 7, 1954.

Minimum Wage Commission

Ordinance No. 4, 1953, concerning employees of the Province

The Minimum Wzge Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164).

Orders and decrees by the present Ordinance, the following, to wit:

1. *Designation:* The present Ordinance is designated by the name of Ordinance of March 17, 1954, amending Ordinance No. 4, 1953.

2. *Ordinance No. 4, 1953, amended:* Ordinance No. 4, 1953, of the Commission, being a general ordinance, dated March 18, 1953, approved by the Lieutenant-Governor in Council on March 26, 1953, by Order in Council No. 373, and published in the *Quebec Official Gazette* on April 25, 1953, is amended as follows:

a) Section 5 of the said Ordinance is amended by replacing the second paragraph thereof by the following:

"The period of work of employees governed by the present Ordinance is the week."

b) The following section is added to section 7 of the present Ordinance:

"*7a. Building Construction Work:* The expression "building construction work" means the erection, alteration, demolition, remodelling or repair of buildings, and engineering works, i.e. all work normally executed under the control or supervision of an architect or a professional engineer."

c) Section 20 of the said Ordinance is replaced by the following:

"20. *Employees paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement:* The rules of the present division govern also the employees paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement when, during the same period of work, they work at various wage rares higher than those fixed in the

fixés en la présente ordonnance et les taux de salaire à majorer, en tels cas, sont ceux auxquels ils ont droit."

d) L'article 25 de la dite ordonnance est abrogé.

e) L'article 24 de la dite ordonnance est remplacé par le suivant:

"24° *Retenues sur salaire:* Nulle retenue ne peut être faite sur le salaire minimum payable à un salarié, sauf celles imposées par une disposition législative et celles décrétées par ordre d'un tribunal."

f) L'article 43 de la dite ordonnance est modifié en introduisant après le premier paragraphe de l'numération, le paragraphe suivant:

"Les salariés de l'industrie de la construction d'immeubles travaillant en un lieu ne faisant pas partie d'une municipalité locale:".

g) L'article 46 de la dite ordonnance est remplacé par les suivants:

"46° *Paiement du surtemps:* Le salarié des dits établissements et entreprises, autre que le salarié payé sur une base horaire et non régi par une convention collective, a droit, pour son surtemps, au taux minimum fixé pour son occupation par la présente ordonnance augmenté de sa moitié.

Toutefois, le salarié des dits établissements et entreprises rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et recevant par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète, un salaire d'au moins $50 dans la zone X et $45 dans les zones II et III n'a pas droit, aux termes de la présente ordonnance de réclamer de paiement pour son surtemps.

"46*a*. *Paiement du surtemps du salarié payé sur une base horaire et non régi par une convention collective:* Le salarié des dits établissements et entreprises payé sur une base horaire et non régi par une convention collective a droit, pour son surtemps, à taux de salaire et demi, soit au taux de salaire auquel il est payé pour ses heures régulières majoré de la moitié de tel taux qui ne doit pas être inférieur au taux minimum fixé pour son occupation par la présente ordonnance.

Toute stipulation d'un contrat individuel de travail ou d'une convention à l'effet de payer le surtemps d'un tel salarié à un taux moindre que celui fixé au présent article, est interdite."

h) L'article 61 de la dite ordonnance est remplacé par les suivants:

"61. *Paiement du surtemps:* Le salarié des dits établissements et entreprises, autre que le salarié payé sur une base horaire et non régi par une convention collective, a droit, pour son surtemps, au taux minimum fixé pour son occupation par la présente ordonnance augmenté de sa moitié.

Toutefois, le salarié des dits établissements et entreprises rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et recevant par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète, un salaire d'au moins $50 dans la zone I et $45 dans les zones II et III, n'a pas droit, aux termes de la présente ordonnance, de réclamer de paiement pour son surtemps.

"61*a*. *Paiement du surtemps du salarié payé sur une base horaire et non régi par une convention collective:* Le salarié des dits établissements et entreprises payé sur une base horaire et non régi par une convention collective a droit, pour son surtemps, à taux de salaire et demi, soit au taux de salaire auquel il est payé pour ses heures

present Ordinance, and the wage rates to be increased, in such cases, are those they are entitled to."

d) Section 23 of the said Ordinance is repealed.

e) Section 24 of the said Ordinance is replaced by the following:

"24. *Deductions from wages:* No amount can be deducted from the minimum wage payable to an employee except the deductions imposed by an Act or a court order."

f) Section 43 of the said Ordinance is amended by introducing therein, after the first paragraph of the enumeration thereof, the following paragraph:

"employees of the building construction industry working in a place not included in a local municipality."

g) Section 46 of the said Ordinance is replaced by the following:

"46. *Payment of overtime:* Every employee of said establishments and undertakings, except the employee paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement, is entitled for his overtime to the minimum rate fixed according to his occupation by the present Ordinance, increased by one half of said rate.

However, every employee of said establishments and undertakings paid on a fixed weekly, monthly or yearly wage basis and receiving, even when not working a full week, a weekly wage of at least $50.00 in zone I and $45.00 in zones II and III, has no right, under the terms of the present Ordinance, to claim payment for overtime.

"46*a*. *Payment of overtime of the employee paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement:* Every employee of said establishments and undertakings paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement is entitled for this overtime to the wage rate of time and one half, i.e. to the wage rate he is paid for this regular hours of work increased by one half of said rate which must not be less than the minimum rate fixed according to his occupation by the present Ordinance.

Any provision of an individual labour contract or of an agreement to the effect of paying overtime to such employee at a rate of increase inferior to the one fixed in the present section, is forbidden."

h) Section 61 of the said Ordinance is replaced by the following:

"61. *Payment of overtime:* Every employee of said establishments and undertakings, except the employee paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement, is entitled for his overtime to the minimum rate fixed according to his occupation by the present Ordinance, increased by one half of said rate.

However, every employee of said establishments and undertakings paid on a fixed weekly, monthly or yearly wage basis and receiving, even when not working a full week, a weekly wage of at least $50.00 in zone I and $45.00 in zones II and III, has no right, under the terms of the present Ordinance, to claim payment for overtime.

"61*a*. *Payment of overtime of the employee paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement:* Every employee of said establishments and undertakings paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement is entitled for his overtime to the wage rate of time and one half, i.e. to the

régulières majoré de la moitié de tel taux qui ne doit pas être inférieur au taux minimum fixé pour son occupation par la présente ordonnance.

Toute stipulation d'un contrat individuel de travail ou d'une convention à l'effet de payer le surtemps d'un tel salarié à un taux moindre que celui fixé au présent article, est interdite."

i) L'article 76 de la dite ordonnance est remplacé par les suivants:

"76. *Paiement du surtemps:* Le salarié des dits établissements et entreprises, autre que le salarié payé sur une base horaire et non régi par une convention collective, a droit, pour son surtemps au taux minimum fixé pour son occupation par la présente ordonnance augmenté de sa moitié.

Toutefois, le salarié des dits établissements et entreprises rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et recevant par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète, un salaire d'au moins $50 dans la xone I et $45 dans les zones II et III, n'a pas droit, aux termes de la présente ordonnance, de réclamer de paiement pour son surtemps.

"76*a*. *Paiement du surtemps du salarié payé sur une base horaire et non régi par une convention collective.* Le salarié des dits établissements et entreprises payé sur une base horaire et non régi par une convention collective a droit, pour son surtemps, à taux de salaire et demi, soit au taux de salaire auquel il est payé pour ses heures régulières majoré de la moitié de tel taux qui ne doit pas être inférieur au taux minimum fixé pour son occupation par la présente ordonnance.

Toute stipulation d'un contrat individuel de travail ou d'une convention à l'effet de payer le surtemps d'un tel salarié à un taux moindre que celui fixé au présent article, est interdite."

j) L'article suivant est ajouté après l'article 90 de la dite ordonnance:

"90*a*. *Le temps des repas est considéré comme heures de travail:* Le temps durant lequel un salarié des dits établissements et entreprises prend ses repas est compté comme heures de travail à être remunérées à moins que, durant tel temps, il ne soit absolument libre et libéré de tout service."

k) L'article 91 de la dite ordonnance est modifié comme suit:

i. Le paragraphe suivant est ajouté après le paragraphe *a* du dit article:

"*b*) garçons, filles de table, valets, filles de chambre et conducteurs d'ascenseur 51c, 46c, 41c."

ii. Le paragraphe *c* actuel est abrogé.

iii. Les paragraphes *b*, *c* et *d* en deviennent respectivement les paragraphes *c*, *d* et *e*.

l) L'article 97 de la dite ordonnance est remplacé par le suivant:

"97° *Paiement du surtemps:* Le salarié des dits établissements et entreprises, autre que le salarié payé sur une base horaire et non régi par une convention collective, a droit, plour son surtemps au taux minimum fixé pour son occupation par la présente ordonnance augmenté de sa moitié.

Toutefois, le salarié des dits établissements et entreprises rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et recevant par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète, un salaire d'au moins $50 dans la zone I et $45 dans les zones II et III, n'a pas droit, aux termes de la présente ordonnance, de réclamer de paiement pour son surtemps."

wage rate he is paid for his regular hours of work increased by one half of said rate which must not be less than the minimum rate fixed according to his occupation by the present Ordinance.

Any provision of an individual labour contract or of an agreement to the effect of paying overtime to such employee at a rate of increase inferior to the one fixed in the present section, is forbidden."

i) Section 76 of the said Ordinance is replaced by the following:

"76. *Payment of overtime:* Every employee of said establishments and undertakings, except the employee paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement, is entitled for his overtime to the minimum rate fixed according to his occupation by the present Ordinance, increased by one half of said rate.

However, every employee of said establishments and undertakings paid on a fixed weekly, monthly or yearly wage basis and receiving, even when not working a full week, a weekly wage of at least $50.00 in zone I and $45.00 in zones II and III, has no right, under the terms of the present Ordinance, to claim payment for overtime.

"76*a*. *Payment of overtime of the employee paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement:* Every employee of said establishments and undertakings paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement is entitled for his overtime to the wage rate of time and one half, i.e. to the wage rate he is paid for his regular hours of work increased by one half of said rate which must not be less than the minimum rate fixed according to his occupation by the present Ordinance.

Any provision of an individual labour contract or of an agreement to the effect of paying overtime to such employee at a rate of increase inferior to the one fixed in the present section, is forbidden."

j) The following section is added after section 90 of the said Ordinance:

"90*a*. *Meal time deemed to be hours of work:* The time during which an employee of said establishments and undertakings takes his meals is deemed to be hours of work to be paid for unless he is, during such time, absolutely free and off duty."

k) Section 91 of the said Ordinance is amended as follows:

i. The following paragraph is added, after paragraph a thereof, to the said section:

"*b*) waiters, waitresses, valets, chambermaids and elevator operators 51c 56c 41c"

ii. Paragraph "*c*" thereof is repealed.

iii. Paragraphs "*b*", "*c*" and "*d*" thereof become respectively paragraphs "*c*" "*d*" and "*e*".

l) Section 97 of the said Ordinance is replaced by the following:

"97. *Payment of overtime:* Every employee of said establishments and undertakings, except the employee paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement, is entitled for his overtime to the minimum rate fixed according to his occupation by the present Ordinance, increased by one half of said rate.

However, every employee of said establishments and undertakings paid on a fixed weekly, monthly or yearly wage basis and receiving, even when not working a full week, a weekly wage of at least $50.00 in zone I and $45.00 in zones II and III, has no right, under the terms of the present Ordinance, to claim payment for overtime."

m) L'article 98 de la dite ordonnance est remplacé par le suivant:

98° *Paiement du surtemps du salarié payé sur une base horaire et non régi par une convention collective:* Le salarié des dits établissements, et entreprises payé sur une base horaire et non régi par une convention collective a droit, pour son surtemps, à taux de salaire et demi, soit au taux de salaire auquel il est payé pour ses heures régulières majoré de la moitié de tel taux qui ne doit pas être inférieur au taux minimum fixé pour son occupation par la présente ordonnance.

Toute stipulation d'un contrat individuel de travail ou d'une convention à l'effet de payer le surtemps d'un tel salarié à un taux moindre que celui fixé au présent article, est interdite."

n) Les articles 99 et 100 de la dite ordonnance sont abrogée.

o) La version française de l'article 105 de la dite ordonnance est modifiée en remplaçant dans l'énumération qu'il contient, les mots "Les maisons de rapport" par les mots "Les maisons d'appartements".

p) L'article 113 de la dite ordonnance est remplacé par les suivants:

"113° *Paiement du surtemps:* Le salarié des dits établissement et entreprises, autre que le salarié payé sur une base horaire et non régi par une convention collective, a droit, pour son surtemps, au taux minimum fixé pour son occupation par la présente ordonnance augmenté de sa moitié.

Toutefois, le salarié des dits établissements et entreprises rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et recevra par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète, un salaire d'au moins $50 dans la zone I et $45 dans les zones II et III, n'a pas droit, aux termes de la présente ordonnance de réclamer de paiement pour son surtemps.

"113*a*. *Paiement du surtemps du salarié payé sur une base horaire et non régi par une convetion collective:* Le salarié des dits établissements et entreprises payé sur une base horaire et non régi par une convention collective, a droit, pour son surtemps, taux de salaire et demi, soit au taux de salaire auquel il est payé pour ses heures régulières majoré de la moitié de tel taux qui ne doit pas être inférieur au taux minimum fixé pour son occupation par la présente ordonnance.

Tout stipulation d'un contrat individuel de travail ou d'une convention à l'effet de payer surtemps d'un tel salarié à un taux moindre que celui fixé au présent article, est interdite."

3° *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Fait et passé en la cité de Montréal, ce dix-septième jour du mois de mars mil neuf cent cinquante-quatre.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM.
(Sceau) Le Président,
(Signé) MARC TRUDEL, m.d.,
Le Secrétaire-général,
(Signé) PHILIPPE ROUSSEAU.

Copie certifiée.
Le secrétaire-général,
PHILIPPE ROUSSEAU.

37010-o

m) Section 98 of the said Ordinance is replaced by the following:

"98. *Payment of overtime of the employee paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement:* Every employee of said establishments and undertakings paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement is entitled for his overtime to the wage rate of time and one half, i.e. to the wage rate he is paid for his regular hours of work increased by one half of said rate which must not be less than the minimum rate fixed according to his occupation by the present Ordinance.

Any provision of an individual labour contract or of an agreement to the effect of paying overtime to such employee at a rate of increase inferior to the one fixed in the present section, is forbidden."

n) Sections 99 and 100 of the said Ordinance are repealed.

o) The French version of section 105 of the said Ordinance is amended by replacing in the enumeration therein, the words "Les maisons de rapport;", by the words "Les maisons d'appartements;".

p) Section 113 of the said Ordinance is replaced by the following:

"113. *Payment of overtime:* Every employee of said establishments and undertakings, except the employee paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement, is entitled for his overtime to the minimum rate fixed according to his occupation by the present Ordinance, increased by one half of said rate.

However, every employee of said establishments and undertakings paid on a fixed weekly, monthly or yearly wage basis and receiving, even when not working a full week, a weekly wage of at least $50.00 in zone I and $45.00 in zones II and III, has no right, under the terms of the present Ordinance, to claim payment for overtime.

"113*a*. *Payment of overtime of the employee paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement:* Every employee of said establishments and undertakings paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement is entitled for his overtime to the wage rate of time and one half, i.e. to the wage rate he is paid for his regular hours of work increased by one half of said rate which must not be less than the minimum rate fixed according to his occupation by the present Ordinance.

Any provision of an individual labour contract or of an agreement to the effect of paying overtime to such employee at a rate of increase inferior to the one fixed in the present section, is forbidden."

3. *Coming into force:* The present Ordinance shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

Signed and dated at the city of Montreal, this seventeenth day of the month of March in the year one thousand nine hundred and fifty-four.

MINIMUM WAGE COMMISSION
(Seal) (Signed) MARC TRUDEL, m.d.,
President.
(Signed) PHILIPPE ROUSSEAU,
Secretary-General.

True copy.
PHILIPPE ROUSSEAU,
Secretary-General.

37010-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, que l'ordonnance dont le texte suit, adoptée par la Commission du Salaire Minimum en date du 17 mars 1954 et maintenant en vigueur les ordonnances numéros 3, revisée — 3-a — 4, 1953 — 11, 1944 — 26-a — 29 — 39, , 1942 — 41, 1953 et 42, 1953, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 356 du 7 avril 1954.

Commission de Salaire Minimum

Ordonnance de renouvellement

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164).

Ordonne et décrète par la presente ordonnance et renouvellement, ainsi qu'il suit, savoir:

1° *Ordonnances maintenues en vigueur:* Les ordonnances ci-après mentionnées sont maintenues en vigueur jusqu'au 1er mai 1955:

a) L'ordonnance N° 3, revisée, de la Commission du salaire minimum, édictant des congés annuels payés, adoptée le 12 août 1946, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 6 septembre 1946, par arrêté portant le numéro 3575, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 14 septembre 1946, et subséquemment modifiée et renouvelée;

b) L'ordonnance N° 3a de la Commission du salaire minimum, édictant des congés payés dans les entreprises de construction d'immeubles, adoptée le 12 septembre 1949, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 20 octobre 1949, par arrêté portant le numéro 1161, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, le 29 octobre 1949, et subséquemment modifiée et renouvelée;

c) L'ordonnance N° 4, 1953, de la Commission du salaire minimum, étant une ordonnance générale, adoptée le 18 mars 1953, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 26 mars 1953, par arrêté portant le numéro 373 et publiée dans la *Gazette officielle de Quebec*, le 25 avril 1953;

d) L'ordonnance N° 11, 1944, de la Commission du salaire minimum, régissant les institutions d'assistance, hôpitaux et hospices, adoptée par la Commission le 4 juillet 1944, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 1er août 1944, par arrêté portant le numéro 3029, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 5 août 1944, et subséquemment renouvelée;

e) L'ordonnance N° 26-a de la Commission du salaire minimum, régissant les taxis-autos et les automobiles de louage (cité et district de Montréal), adoptée le 5 mars 1941, approuvée par arrêté portant le numéro 636, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, le 22 mars 1941, et subséquemment modifiée et renouvelée;

f) L'ordonnance N° 29 de l'Office des salaires raisonnables devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant les taxis-autos et automobiles de louage (cités de Québec et de Lévis), adoptée le 25 août 1939, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 9 septembre 1939, par arrêté portant le numéro 1991, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 16 septembre 1939, et subséquemment renouvelée.

g) L'ordonnance N° 39, 1942, de la Comission du salaire minimum, régissant les exploitations forestières, adoptée le 9 décembre 1942,

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance, adopted by the Minimum Wage Commission on March 17, 1954, and maintaining in force ordinances Nos. 3, revised — 3a — 4, 1953 — 11, 1944 — 26a — 29 — 39, 1942 — 41, 1953 and 42, 1953, has been approved by order in council No. 356 of April 7, 1954.

Minimum Wage Commission

Ordinance of renewal

The Minimum Wage Commission, under the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of renewal the following, to wit:

1. *Ordinances maintained in force:* The hereinafter mentioned ordinances are maintained in force until May 1st 1955:

a) Ordinance No. 3, revised, of the Minimum Wage Commission, enacting annual vacation with pay, adopted on August 12, 1946, approved by the Lieutenant-Governor in Council on September 6, 1946, by Order in Council No. 3575, published in the *Quebec Official Gazette* on September 14, 1946, and subsequently amended and renewed;

b) Ordinance No. 3a of the Minimum Wage Commission, enacting vacation with pay in the building construction industry, adopted on September 12, 1949, approved by the Lieutenant-Governor in Council on October 20, 1949, by Order in Council No. 1161, published in the *Quebec Official Gazette* on October 29, 1949, and subsequently amended and renewed;

c) Ordinance No. 4, 1953, of the Minimum Wage Commission, being a general ordinance, adopted on March 18, 1953, approved by the Lieutenant-Governor in Council on March 26, 1953, by Order in Council No. 373 and publlished in the *Quebec Official Gazette* on April 25, 1953;

d) Ordinance No. 11, 1944, of the Minimum Wage Commission, governing charitable institutions, hospitals and homes, adopted by the Commission on July 4, 1944, approved by the Lieutenant-Governor in Council on August 1, 1944 by Order in Council No. 3029, published in the *Quebec Official Gazette* on August 5, 1944, and subsequently renewed;

e) Ordinance No. 26-a of the Minimum Wage Commission, governing taxicabs and automobiles for hire (City and district of Montreal), adopted on March 5, 1941, approved by the Lieutenant-Governor in Council on March 15, 1941, by Order in Council No. 636, published in the *Quebec Official Gazette*, on March 22, 1941, and subsequently amended and renewed;

f) Ordinance No. 29 of the Fair Wage Board now ordinance of the Minimum Wage Commission, governing taxicabs and automobiles for hire (cities of Quebec and Levis), adopted on August 25, 1939, approved by the Lieutenant-Governor in Council on September 9, 1939, by Order in Council No. 1991, published in the *Quebec Official Gazette* on September 16, 1939, and subsequently renewed;

g) Ordinance No. 39, of the Minimum Wage Commission, governing forest operations, adopted on December 9, 1942, approved by the Lieute-

approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 17 décembre 1942, par arrêté portant le numéro 3494, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, le 9 janvier 1943, et subséquemment modifiée et renouvelée;

h) L'ordonnance N° 41, 1953, de la Commission du salaire minimum, régissant les salariés des corporations municipales et des corporations scolaires, adoptée le 18 mars 1953, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 26 mars 1953, par arrêté portant le numéro 373, et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 25 avril 1953;

i) L'ordonnance N° 42, 1953, de la Commission du salaire minimum, régissant les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs, adoptée le 18 mars 1953, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 26 mars 1953 par arrêté portant le numéro 373, et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 25 avril 1953.

2° *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé en la cité de Montréal, ce dix-septième jour du mois de mars mil neuf cent cinquante-quatre.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM,
(Sceau) Le Président,
(Signé) MARD TRUDEL, m.d.
Le Secrétaire,
(Signé) PHILIPPE ROUSSEAU.

Copie certifiée.
Le Secrétaire,
PHILIPPE ROUSSEAU 37009-o

h) Ordinance No. 41, 1953, of the Minimum Wage Commission, governing employees of municipal and school corporations, adopted on March 18, 1953, approved by the Lieutenant-Governor in Council on March 26, 1953, by Order in Council No. 373, and published in the *Quebec Official Gazette* on April 25, 1953;

i) Ordinance No. 42, 1953, of the Miminum Wage Commission, governing stationary enginemen and firemen, adopted on March 18, 1953, approved by the Lieutenant-Governor in Council on March 26, 1953, by Order in Council No. 373, and published in the *Quebec Official Gazette* on April 25, 1953.

2. *Coming into force:* The present Ordinance of renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Signed and dated at the city of Montreal, this seventeenth day of the month of March in the year one thousand nine hundred and fifty-four.

MINIMUM WAGE COMMISSION.
(Signed) MARC TRUDEL, m.d.
(Seal) President.
(Signed) PHILIPPE ROUSSEAU.
Secretary.

True copy
PHILIPPE ROUSSEAU,
Secretary. 47009-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, que l'ordonnance dont le texte suit, adoptée par la Commission du Salaire Minimum en date du 17 mars 1953, modifiant l'ordonnance numéro 41, 1953 de ladite Commission, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 356 du 7 avril 1954.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance de modification de l'ordonnance N°41, 1953, relative aux corporations municipales et aux corporations scolaires

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164).

Ordonne et décrète par la présente ordonnance ce qui suit, savoir:

1. *Désignation:* La présente ordonnance est désignée sous le nom de Ordonnance de modification du 17 mars 1954 à l'ordonnance N° 41, 1953.

2. *Ordonnance N° 41, 1953, modifiée:* L'ordonnance N° 41, 1953, de la Commission, régissant les corporations municipales et les corporations scolaires, datée du 18 mars 1953, approuvée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 26 mars 1953 par arrêté N° 373 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 25 avril 1953, est modifiée comme suit:

a) L'article 25 de ladite ordonnance est remplacé par le suivant:

"25. *Salariés payés sur une base horaire et non régis par une convention collective:* Les règles contenues en la présente section régissent également les salariés payés sur une base horaire et

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance, adopted by the Minimum Wage Commission on March 17, 1954, amending ordinance No. 41, 1953 of the said Commission, has been approved by ofder in council No. 356 of April 7, 1954.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance amending Ordinance No. 41, 1953, relating to municipal corporations and school corporations

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance, the following:

1. *Designation:* The present Ordinance is designated by the name of Ordinance of March 17, 1954, amending Ordinance No. 41, 1953.

2. *Ordinance No. 41, 1953, amended:* Ordinance No. 41, 1953, of the Commission, governing municipal corporations and school corporations, dated March 18, 1953, approved by the Lieutenant-Governor in Council on March 26, 1953, by Order in Council No. 373 and published in the *Quebec Official Gazette* on April 25, 1953, is amended as follows:

a) Section 25 of the said Ordinance is replaced by the following:

"25. *Employees paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement:* The rules of the present division govern also the employees paid on an hourly wage basis and not

non régis par une convention collective, lorsque, pendant la même période de travail, ils travaillent à différents taux de salaire supérieurs à ceux fixés en la présente ordonnance et les taux de salaire à majorer, en tels cas, sont ceux auxquels ils ont droit."

b) Les mots "et retenues" formant partie du sous-titre précédant l'article 26 de ladite ordonnance, sont abrogés.

c) L'article 44 de ladite ordonnance est remplacé par les suivants:

"44. *Paiement du surtemps:* Le salarié des dites corporations, autre que le salarié payé sur une base horaire et non régi par une convention collective, a droit, pour son surtemps, au taux minimum fixé pour son occupation par la présente ordonnance augmenté de sa moitié.

Toutefois, le salarié des dites corporations rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et recevant par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète, un salaire d'au moins $50 dans la zone I et $45 dans les zones II et III, n'a pas droit, aux termes de la présente ordonnance, de réclamer de paiement pour son surtemps.

Le présent article ainsi que le suivant, ne régissent pas les pompiers, policiers et pompiers-policiers des corporations des zones I et II.

"44*a*. *Paiement du surtemps du salarié payé sur une base horaire et non régi par une convention collective:* Le salarié des dites corporations payé sur une base horaire et non régi par une convention collective a droit, pour son surtemps, à taux de salaire et demi, soit aux taux de salaire auquel il est payé pour ses heures régulières, majoré de la moitié de tel taux qui ne doit pas être inférieur au taux minimum fixé pour son occupation par la présente ordonnance.

Toute stipulation d'un contrat individuel de travail ou d'une convention à l'effet de payer le surtemps d'un tel salarié à un taux moindre que celui fixé au présent article, est interdite."

d) L'article 61 de ladite ordonnance est remplacé par les suivants:

"61. *Paiement du surtemps:* Le salarié des dites corporations, autre que le salarié payé sur une base horaire et non régi par une convention collective, a droit, pour son surtemps, au taux minimum fixé pour son occupation par la présente ordonnance augmenté de sa moitié.

Toutefois, le salarié des dites corporations rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et recevant par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète, un salaire d'au moins $50 dans la zone I et $45 dans les zones II et III, n'a pas droit, aux termes de la présente ordonnance, de réclamer de paiement pour son surtemps.

"61*a*. *Paiement du surtemps du salarié payé sur une base horaire et non régi par une convention collective:* Le salarié des dites corporations payé sur une base horaire et non régi par une conven; tion collective a droit pour son surtemps, à taux de salaire et demi, soit en taux de salaire auquel il est payé pour ses heures régulières, majoré de la moitié de tel taux qui ne doit pas être inférieur au taux minimum fixé pour son occupation par la présente ordonnance.

Toute stipulation d'un contrat individuel de travail ou d'une convention à l'effet de payer le surtemps d'un tel salarié à un taux moindre que celui fixé au présent article, est interdite."

governed by a collective labour agreement when, during the same period of work, they work at various wage rates higher than those fixed in the present Ordinance, and the wage rates to be increased, in such cases, are those they are entitled to."

b) The words "and deductions" being part of the sub-title preceding section 26 of the said Ordinance, are repealed.

c) Section 44 of the said Ordinance is replaced by the following:

"44. *Payment of overtime:* Every employee of said corporations, except the employee paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement, is entitled for his overtime to the minimum rate fixed according to his occupation by the present Ordinance, increased by one half of said rate.

However, every employee of said corporations paid on a fixed weekly, monthly or yearly wage basis and receiving, even when not working a full week, a weekly wage of at least $50.00 in zone I and $45.00 in zones II and III, has no right, under the terms of the present Ordinance, to claim payment for overtime.

The present section and the following do not govern firemen, policemen and firemen-policemen of corporations of zones I and II.

"44*a*. *Payment of overtime of the employee paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement:* Every employee of said corporations paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement is entitled for his overtime to the wage rate of time and one half, i.e. to the wage rate he is paid for his regular hours of work increased by one half of said rate which must not be less than the minimum rate fixed according to his occupation by the present Ordinance.

Any provision of an individual labour contract or of an agreement to the effect of paying overtime to such employee at a rate of increase inferior to the one fixed in the present section, is forbidden."

d) Section 61 of the said Ordinance is replaced by the following:

"61. *Payment of overtime:* Every employee of said corporations, except the employee paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement, is entitled for his overtime to the minimum rate fixed according to his occupation by the present Ordinance, increased by one half of said rate.

However, every employee of said corporations paid on a fixed weekly, monthly or yearly wage basis and receiving, even when not working a full week, a weekly wage of at least $50.00 in zone I and $45.00 in zones II and III, has no right, under the terms of the present Ordinance, to claim payment for overtime.

"61*a*. *Payment of overtime of the employee paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement:* Every employee of said corporations paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement is entitled for his overtime to the wage rate of time and one half, i.e. to the wage rate he is paid for his regular hours of work increased by one half of said rate which must not be less than the minimum rate fixed according to this occupation by the present Ordinance.

An provision of an individual labour contract or of an agreement to the effect of paying overtime to such employee at a rate of increase inferior to the one fixed in the present section, is forbidden."

3. *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Fait et passé en la cité de Montréal, ce dix-septième jour du mois de mars mil neuf cent cinquante-quatre.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM
(Sceau) Le Président.
(Signé) MARC TRUDEL, M.D.
Le Secrétaire-général.
(Signé) PHILIPPE ROUSSEAU, C.R.

Copie certifiée,
Le Secrétaire-général,
PHILIPPE ROUSSEAU, C.R. 37011-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, que l'ordonnance dont le texte suit, adoptée parla Commission du Salaire Minimum en date du 17 mars 1954, modifiant l'ordonnance numéro 42, 1953, de ladite Commission, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 356 du 7 avril 1954.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnace de modification de l'ordonnace No 42, 1953, relative aux mécaniciens de machines fixes et aux chauffeurs

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164).

Ordonné et décrète par la présente ordonnace ce qui suit, savoir:

1° *Désignation:* La présente ordonnance est désignée sous le nom de Ordonnance de modification du 17 mars 1954 à l'ordonnance N° 42, 1953.

2° *Ordonnance N° 42, 1953, modifiée:* L'ordonnance n° 42, 1953, de la Commission régissant, les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs, datée du 18 mars 1953, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 26 mars 1953 par arrêté N° 373 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 25 avril 1953, est modifiée comme suit:

a) L'article 20 de ladite ordonnance est remplacé par le suivant:

"20° *Salariés payés sur une base horaire et non régis par une convention collective:* Les règles contenues en la présente section régissant également les salariés payés sur une base horaire et non régis par une convention collective lorsque, pendant la même période de travail, ils travaillent à différent taux de salaire supérieurs à ceux fixés à la présente ordonnance et les taux de salaire à majorer, en tels cas, sont ceux auxquels ils ont droit."

b) L'article 23 de ladite ordonnance est abrogé.

c) L'article 24 de ladite ordonnance est remplacé par le suivant:

"24° *Retenues sur salaire:* Nulle retenue ne peut être faite sur le salaire minimum payable à un salarié, sauf celles imposées par une disposition législative et celles décrétées par ordre d'un tribunal."

d) L'article 38 de ladite ordonnance est remplacé par les suivants:

"39° *Paiement du surtemps:* Le salarié régi par la présente ordonnance, autre qu'un tel salarié payé sur une base horaire et non régi par une convention collective, a droit, pour son surtemps, au taux minimum fixé pour son occu-

3. *Coming into force:* The present Ordinance shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

Signed and dated at the city of Montreal, this seventeenth day of the month of March in the year one thousand nine hundred and fifty-four.

MINIMUM WAGE COMMISSION
(Seal) (Signed) MARC TRUDEL, M.D.
President.
(Signed) PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.
Secretary-General.

True copy
PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.
Secretary-General. 37011-o

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, that the following ordinance, adopted by the Minimum Wage Commission on March 17, 1954, amending ordinance No. 42, 1953, of the said Commission, has been approved by order in council No. 356 of April 7, 1954.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance amending Ordinance No. 42, 1953, relating to stationary enginemen and firemen.

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164).

Orders and decrees by the present Ordinance, the following:

1. *Designation:* The present Ordinance is designated by the name of Ordinance of March 17, 1954, amending Ordinance No. 42, 1953.

2. *Ordinance No. 42, 1953, amended:* Ordinance No. 42, 1953, of the Commission governing stationary enginemen and firemen, dated March 18, 1953, approved by the Lieutenant Governor in Council on March 26, 1953, by Order in Council No. 373, and published in the *Quebec Official Gazette* on April 25, 1953, is amended as follows:

a) Section 20 of the said Ordinance is replaced by the following:

"20. *Employees paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement:* The rules of the present division govern also the employees paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement when, during the same period of work, they work at various rage rates higher than those fixed in the present Ordinance, and the wage rates to be increased, in such cases, are those they are entitled to."

(*b* Section 23 of the said Ordinance is replaced

c) Section 24 of the said Ordinance is replaced by the following:

"24. *Deductions from wages:* No amount can be deducted from the minimum wage payable to an employee except the deductions imposed by an Act or a court order.

d) Section 39 of the said Ordinance is replaced by the following:

"39. *Payment of overtime:* Every employee governed by the present Ordinance, except the one paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement, is entitled for his overtime to the minimum rate fixed accor-

pation par la présente ordonnance augmenté de sa moitié.

Toutefois, un tel salarié rémunéré sur une base fixe de salaire hebdomadaire, mensuel ou annuel et recevant par semaine, même quand il ne travaille pas une semaine complète, un salaire d'au moins $50 dans la zone I et $45 dans les zones II et III, n'a pas droit, aux termes de la présente ordonnance, de réclamer de paiement pour son surtemps.

"39a° *Paiement du surtemps du salarié payé sur une base horaire et non régi par une convention collective:* Le salarié régi par la présente ordonnance, payé sur une base horaire et non régi par une convention collective a droit, pour son surtemps, à taux de salaire et demi, soit au taux de salaire auquel il est payé pour ses heures régulières majoré de la moitié de tel taux qui ne doit pas être inférieur au taux minimum fixé pour son occupation par la présente ordonnance.

Toute stipulation d'un contrat individuel de travail ou d'une convention à l'effet de payer le surtemps d'un tel salarié à un taux moindre que celui fixé au présent article, est interdite."

3° *Entrée en vigueur:* La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Fait et passé en la cité de Montréal, ce dix-septième jour du mois de mars mil neuf cent cinquante-quatre.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM
(Sceau) Le Président,
(Signé) MARC TRUDEL, M.D.
Copie certifiée.
Le Secrétaire-général,
37012-o (Signé) PHILIPPE ROUSSEAU, C.R.

ding to his occupation by the present Ordinance, increased by one half of said rate.

However, every employee paid on a fixed weekly, monthly or yearly wage basis and receiving, even when not working a full week, a weekly wage of at least $50.00 in zone I and $45.00 in zones II and III, has no right, under the terms of the present Ordinance, to claim payment for overtime.

"39a. *Payment of overtime of the employee paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement:* Every employee governed by the present Ordinance, paid on an hourly wage basis and not governed by a collective labour agreement is entitled for his overtime to the wage rate of time and one half, i.e. to the wage rate he is paid for his regular hours of work increased by one half of said rate which must not be less than the minimum rate fixed according to his occupation by the present Ordinance.

Any provision of an individual labour contract or of an agreement to the effect of paying overtime to such employee at a rate of increase inferior to the one fixed in the present section, is forbidden."

3. *Coming into force:* The present Ordinance shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

Signed and dated at the city of Montreal, this seventeenth day of the month of March in the year one thousand nine hundred and fifty-four.

MINIMUM WAGE COMMISSION
(Signed) MARC TRUDEL, M.D.,
President.
True copy.
(Signed) PHILIPPE ROUSSEAU, Q.C.,
37012-o Secrerary-General.

Charte — Abandon de

AVIS

Conformément aux dispositions de la section 26 de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie D. H. Gélineau et Fils Ltée, dont le bureau-chef est au numéro 3 de la rue Cherrier, à Saint-Simon-de-Drummond, P. Qué., donne avis par les présentes, que cette compagnie s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être fixée par le Procureur général.

Daté à St-Simon de Drummond, ce 12ième jour d'avril 1954.

(Sceau) Le Secrétaire-Trésorier,
37018-o ROUVILLE GÉLINEAU.

Charter — Surrender of

NOTICE

Pursuant to the provisions of section 26 of the Quebec Companies' Act, the company "D. H. Gélineau et Fils Ltée", whose head office is located at 3 Cherrier Street, at Saint-Simon de Drummond, P. Que., hereby gives notice, that said company will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter, as from the date fixed by the Attorney General.

Dated at St. Simon de Drummond, this 12th day of April 1954.

(Seal) ROUVILLE GÉLINEAU,
37018 Secretary-Treasurer.

Compagnie autorisée à faire des affaires

(Sec.P. 930-54)

ATLANTIC COMMISSION COMPANY, INC.

Avis est donné que la compagnie "Atlantic Commission Company, Inc." a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu

Company Licensed to do Business

(P. Sec. 930-54)

ATLANTIC COMMISSION COMPANY INC.

Notice is hereby given that the company "Atlantic Commission Company, Inc." has been licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue

des lois de la province de Québec, et la compagnie sera sujette aux mêmes formalités telles que prescrites par les lois existantes de cette Province.

Le bureau principal de la corporation dans la Province est établi à chambre 1507, 507 Place d'Armes, en les cités et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. Kenneth Harold Brown, Conseil en Loi de la Reine, desdits district judiciaire et cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 12è jour d'avril 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
36988 JEAN BRUCHÉSI.

of the laws of the Province of Quebec, and the Company shall be subject to the same formalities as prescribed by the existing laws of this Province.

The principal office of the Corporation in the Province is established at Room 1507, 507 Place d'Armes, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent in the Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding against it, is Mr. Kenneth Harold Brown, Queen's Counsel, of the said city and judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
36988-o Under-Secretary of the Province.

Compagnie dissoute

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres du "Syndicat Coopératif de Remise à Chevaux", tenue dans la salle paroissiale de Saint-Jacques, comté de Montcalm, le quatorze février 1954, il a été résolu que les affaires de ladite Société soient liquidées volontairement et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social

Donné au bureau du Secrétaire de la province le huit avril 1954.

Le Sous-secrétaire de la province,
37008-o JEAN BRUCHÉSI.

Company Dissolved

Notice is hereby given that at a special general meeting of the members of the "Syndicat Coopératif de Remise à Chevaux", held in the Parish Hall of Saint Jacques, County of Montcalm, the fourteenth day of February 1954, it was resolved that the affairs of the said Association be voluntarily wound-up, and that it be dissolved pursuant to the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates' Act and of the Winding-up Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the eighth day of April 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37008 Under Secretary of the Province.

Département de l'Instruction publique

N° 613-53.
144-53.

Québec, le 1er avril 1954.

Demande est faite que le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Jean, soit annexé aux municipalités scolaire de la Cité de St-Jean et de Notre-Dame-Auxiliatrice, dans le même comté, de la façon suivante:

1° *a*) Que le territoire ci-dessous décrit soit annexé à la municipalité scolaire de la Cité de St-Jean, dans le comté de St-Jean, savoir: partant d'un point situé au centre de la rivière Richelieu, vis à vis le prolongement vers l'est de la ligne sud du lot N° 19 du cadastre de la paroisse de St-Jean, de ce point de départ susdit, en longeant cette ligne fictive du centre de la rivière jusqu'au coin sud-est de cedit lot N° 19 et en longeant ensuite le côté sud dudit lot N° 19 jusqu'au lot N° 163; de là vers le nord au trait carré des lots 19 à 29 inclusivement et 31 à 40 inclusivement, du coin nord-ouest de ce dernier lot en longeant vers l'ouest la ligne sud du lot N° 137 jusqu'au lot N° 186 et de là vers le sud en longeant le trait carré des lots jusqu'au coin sud-est du lot N° 168 et ensuite vers le nord-ouest jusqu'à la ligne ouest du lot N° 183 et de là en longeant le trait carré des lots jusqu'au coin nord-ouest du lot N° 202 et de là vers l'est jusqu'au chemin du Petit Bernier pour longer le côté ouest dudit chemin jusqu'à la ligne sud du lot N° 207; de là vers l'ouest jusqu'au coin sud-ouest de ce dernier lot de là vers le nord en longeant le trait carré des lots jusqu'au coin nord-ouest du lot

Department of Education

No. 613-53
144-53

Quebec, April 1st, 1954.

Application is made that the present school municipality of the parish of St-John, be annexed to the school municipalities of the City of St-John and of Notre-Dame-Auxiliatrice, in the same county, in the following way:

1. *a*) That the territory herebelow described be annexed to the school municipality of the city of St-John, in the county of St-John, to wit: starting from a point situate in the center of the Richelieu River, facing the prolongation on the east of the south line of lot No. 19, of the cadastre of the parish of St-John, from the above mentioned starting point, following this fictitious center line of the river to the southeast corner of the said lot No. 19 and afterwards following the south side of the said lot No. 19, as far as lot No. 163; thence, on the north to the "trait-carré" of lots 19 to 29 inclusively and 31 to 40 inclisively, from the northwest corner of this latter lot, by following on the west the south line of lot No. 137 as far as lot No. 186 and thence on the south by following the "trait carré" of the lots as far as the southeast corner of lot No. 168 and afterwards on the northwest to the line west of lot No. 183 and thence, by following the "trait-carré" of lots as far as the northwest corner of lot No. 202 and thence on the east as far as the Petit Bernier Road to follow the west side of the said road as far as the south line of lot No. 207; thence, on the west,

N° 211; de là vers l'est jusqu'au chemin du Petit Bernier; de là en longeant le côté ouest de cedit chemin jusqu'au lot N° 220; de là vers l'ouest jusqu'au coin sud-ouest de ce dernier lot et de là vers le nord et nord-est en suivant le trait carré des lots jusqu'au coin nord-ouest du lot N° 91; de là en suivant la ligne nord du lot 91 jusqu'à son extrémité est; la ligne nord-est des lots 91 et 92; la ligne est des lots 92 et 93 jusqu'au coin sud-est dudit lot 93; de là vers l'ouest en suivant la ligne sud du lot 93 jusqu'à sa rencontre avec le côté nord de la voie d'évitement du chemin de fer "Montréal et Champlain"; de là vers le sud-est en longeant le côté nord de cette voie d'évitement jusqu'à sa rencontre avec le coin sud-est du lot 96; de là vers le sud, traversant le droit de passage des voies principales des chemins de fer nationaux et la ligne est des lots 97, 98, 100, 102, 108, et 109; la ligne sud de ce dernier lot jusqu'au côté est du chemin du Grand Bernier; de là vers le dus jusqu'à la ligne nord du lot 118 de là vers l'est en suivant la ligne nord de celui-ci jusqu'à la ligne ouest du lot 60; de là vers le nord jusqu'à la ligne sud du lot 61 et vers l'est en suivant cette dernière ligne jusqu'aux chemins de fer Nationaux du Canada; de là vers le nord en longeant le côté ouest desdits chemins de fer jusqu'à la ligne nord du lot 62 et ensuite vers l'est en longeant la ligne nord de ce lot 62 jusqu'au centre de la rivière Richelieu et de là vers le sud en suivant une ligne fictive au centre de ladite rivière jusqu'au point de départ.

b) que le territoire ci-dessous décrit soit annexé à la municipalité scolaire de Notre-Dame-Auxiliatrice, dans le même comté, savoir: tous les lots 78 à 89 inclusivement de la 1ère concession de la rivière Richelieu du cadastre officiel de la paroisse de St-Jean.

2° Que soit détaché de la municipalité scolaire de St-Luc, comté de St-Jean, le lot 90 dudit cadastre officiel de la paroisse de St-Jean, pour être annexé à la municipalité scolaire de la Cité de St-Jean, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
36959-15-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 113-54

Québec, le 9 avril 1954.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 11 mars 1954, en vertu des pouvoirs que lui confèrent les dispositions de l'article 16 de la loi 1-11 El. 11, chap. 24, de former en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Murdochville, dans le comté de Gaspé-Nord", le territoire de la ville minière du même nom.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
36990-o O. J. DESAULNIERS.

N° 12-54.

Québec, 7 avril 1954.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel numéro 318 en date du 31 mars 1954 de former en municipalité scolaire distincte sous le nom de "La municipalité scolaire de Chibougamau, dans le comté d'Abitibi-Est" le territoire du village minier du même nom qui n'était pas encore organisé au point de vue scolaire.

as far as the south-west corner of this latter lot, thence on the north, following the "trait-carré" of lots as far as the northwest corner of lot No. 211; thence, on the est, as far as the Petit-Bernier Road; thence, following the west side of the said road as far as lot No. 220; thence, on the west, as far as the southwest corner of this latter lot and thence on the north and northeast by following the "trait-carré" of lots as far as the northwest corner of lot No. 91; thence, by following the north line of lot 91 as far as its eastern extremity; the northeast line of lots 91 and 92; the east line of lots 92 and 93 as far as the southeastern corner of the said lot 93; thence, on the west by following the line south of lot 93 as far as its meeting with the north side of the railroad dising "Montreal and Champlain"; thence, on the southeast, by following the north side of this railroad siding up to where it meets with the southeast corner of lot 96; thence, on the south, crossing the main right-of-way of the Canadian National railways and the east line of lots 97, 98, 100, 102, 108 and 109; the southern line of this last lot as far as the eastern side of the Grand Bernier Road; thence, on the south, as far as the northern line of lot 118, thence on the east, following the northern line of the latter as far as the western line of of lot 60; thence, on the north, as far as the southern line of lot 61 and on the east by following this last line to the Canadian National Railway lines of Canada; thence on the north, by following the western side of the said railroad as far as the northern line of lot 62 and then on the west by following the northern line of this lot 62 to the center of the Richelieu River and thence on the south by following a fictitious line through the center of the said river to the starting point.

b) that the territory herebelow described be annexed to the school municipality of Notre-Dame-Auxiliatrice, in the same county, to wit: all the lots 78 to 89 inclusively from the first concession of the Richelieu River in the official cadastre of the parish of St-John.

2, That lot 90 of the said official cadastre of the parish of St-John be detached from the school municipality of St-Luc, county of St-John, to be annexed to the school municipality of the city of St-John, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
36959-15-2 Superintendent of Education.

No. 113-54

Quebec, April 9, 1954.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased by Order in Council dated March 11, 1954, in accordance with the powers granted him by the provisions of section 16 of the Act 1-11 El. 11, chapter 24, to erect into a separate school municipality, under the name of "The School Municipality of Murdochville, in the County of North-Gaspé", the territory of the mining town bearing the same name.

O. J. DESAULNIERS,
36990 Superintendent of Education.

No. 12-54.

Quebec, April 7, 1954.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council number 318, dated March 31, 1954, has been pleased to erect a separate school municipality under the name of "The School Municipality of Chibougamau, in the County of Abitibi-East", the territory of the mining village bearing the same name, which had not as yet been organized for school purposes.

Le territoire de cette future municipalité scolaire est décrit comme suit, savoir:

Un territoire faisant partie des cantons de McKenzie et Obalski et dont les limites se décrivent comme suit: Partant du point d'intersection de la ligne séparative des rangs VIII et IX du canton de Obalski avec la ligne séparative des lots 13 et 14 du rang IX dudit canton; de là passant successivement par: la ligne séparative des lots 13 et 14 des rangs IX et V du canton de Obalski et la ligne séparative des lots 13 et 14 des rangs I, II, III, IV du canton de McKenzie, la dernière prolongée jusqu'à la ligne séparative des rangs V et VI, ladite ligne séprative des rangs V et VI dans la direction Est astronomique jusqu'à un point situé à trois milles à l'est de la ligne centrale; une ligne dans la direction Sud astronomique jusqu'à la ligne séparative des rangs VIII et IX du canton de Obalski eans la direction ouest astronomique jusqu'au point de départ; lequel territoire ensemble avec les chemins, rues, ruelles, rivières, lacs, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites ci-dessus décrites;

Cet arrêté ministériel prendra effet le 15 avril 1954.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
36990-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 1252-52.

Québec, 7 avril 1954.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Barford, dans le comté de Stanstead, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire de Coaticook, même comté.

Ce territoire comprend les lots suivants du cadastre officiel du canton de Barford: 15-A, 15-B, 15-C, 15-F, 15-G, 15-1, 16-A, 16-B, 16-C, 16-D, 17-A, 17-B, 17-C, 17-E et 17-F du rang VIII; 15-A, 15-B, 15-C, 15-D, 15-F, 15-G, 15-I, 16-A, 16-B, 16-C, 17-A, 17-B et 17-C du rang VII; 15, 15-A, 15-B, 16-A et 17-A du rang VI.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37007-16-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

The territory of said future school municipality is described as follows, to wit:

A territory forming part of the Townships of McKenzie and Obalski, and whose limits are described as follows: Commencing at the point of intersection of the dividing line of Ranges VIII and IX of the township of Obalski and dividing line of lots 13 and 14 of Range IX, township; thence running successivlly by: the dividing line of lots 13 and 14 of Ranges IX and X of the township Obalski and the dividing line of lots 13 and 14, Ranges I, II, III, IV, IV, of the township of McKenzie, the latter extending as rar as the dividing line of Ranges V and VI in an easterly astronomical direction as far as a point situated three miles east of the central line; a line runniug in a southerly astronomical as fas as the dividing line of Ranges VIII and IX of the township of Obalski the said dividing line of Ranges VIII and IX of the township of Obalski in a westerly astronomical direction as fas as the point of commencement; the said territory together with roads, streets, lanes, rivers, lakes, streams, or parts thereof included in the limits hereinabove described.

This Order in Council will take effect the 15th day of April 1954.

O. J. DÉSAULNIERS,
36990 Superintendent of Education.

No. 1252-52.

Quebec, April 7, 1954.

Application is made to detach from the school municipality of Barford, in the county of Stanstead, the territory herebelow described to annex it to the school municipality of Coaticook, same county.

This territory is comprised of the following lots in the official cadastre of the township of Barford: 15-A, 15-B, 15-C, 15-F, 15-G, 15-I, 16-A, 16-B, 16-C, 16-D, 17-A, 17-B, 17-C, 17-E, and 17-F of Range VIII; 15-A, 15-B, 15-C, 15-D, 15-F, 15-G, 15-I, 16-A, 16-B, 16-C, 17-A, 17-B and 17-C of Range VII; 15, 15-A, 15-B, 16-A and 17-A of Range VI.

O. J. DÉSAULNIERS,
37007-16-2 Superintendent of Education.

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal, établi en exécution du décret numéro 1021 du 10 septembre 1953, et chargé de la mise à exécution du décret numéro 862 du 23 juillet 1953, relatif à l'industrie du fer structural dans la province, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 355 du 7 avril 1954, section "B", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret de la manière ci-après décrite:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend de la date de publication de ce règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 31 mars 1955; cette cotisation s'exerce avec de la manière ci-après décrite:

a) Tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 862 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of Montreal, established under Decree number 1021 of September 10, 1953, and entrusted with the enforcement of the Decree number 862 of July 23, 1953, relating to the Structural Iron Industry in the Province of Quebec, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 355 of April 7, 1954, part "B", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree as follows:

1. *Levy*

The period of levy extends from the date of publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette* until the 31st March 1955, and the levy itself shall be established in the following manner:

a) All professional employers governed by decree number 862 and its amendments shall pay to the Parity Committee an amount equal

équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés régis par le décret.

b) Les artisans assujettis audit décret, numéro 862, et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Tous les salariés assujettis audit décret, numéro 862, et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perseption*

En vue de faciliter la perception desdites cotisations, le Comité paritaire met à la disposition de tous les employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous renseignements exigés par le Comité paritaire. Les employeurs professionnels doivent faire leur rapport, le signer et le transmettre au Comité paritaire à tous les mois.

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, les prélèvements de chacun de leurs salariés au moyen d'une déduction appropriée sur leurs salaires.

Tous les employeurs professionnels doivent transmettre tels rapports au Comité paritaire le ou avant le 10ème jour de chaque mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible. Ledit rapport doit être accompagné des cotisations de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par les salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation desdits rapports chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable chaque fois par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans avis préalable.

Si un employeur professionnel ou un artisan refuse de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq jours lui sera donné pour remplir ses obligations.

3. *Rapport financier*

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit soumettre au Ministre du Travail un rapport trimestriel de ses opérations financières aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

L'état des recettes et déboursés du Comité conjoint des métiers de la construction de Montréal pour la mise à exécution du décret No. 862 du 23 juillet 1953, à compter du 1er avril 1954 au 31 mars 1955, s'établit comme suit:

Revenu probable:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels	$10,000.00
Salariés	10,000.00
	$20,000.00
Déboursés probables:	
Administration, inspection et autres dépenses	$20,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 avril 1954. 36989-o

2. *Methode of Collection*

In order to facilitate the collection of the said levies, the Parity Committee shall place at the disposal of all professional employers report forms upon which shall be furnished all the information required by it. Professional employers shall complete their report, sign and transmit it to the Parity Committee monthly.

Professional employers shall collect at the end of each week in the name of the Committee the levy exigible from each employee by deductions of the appropriate amount from his salary.

All Professional employers shall transmit such reports to the Parity Committee on or before the 10th day of each month following the expiry date of the period for which it is exigible. The said report must be accompanied by the levy of the professional employer and the amounts payable to the Parity Committee by the employees. The Parity Committee shall have authority to require said reports to be signed under oath, whenever necessary.

The levy imposed by the present by-law shall be payable monthly by the professional employers, artisans and employees without previous notice.

Upon refusal of a professional employer or an artisan to give the necessary information, a notice of five says shall be given him within which to comply with his obligations in the matter.

3. *Financial Report*

In accordance with the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial position to the Minister of Labour, such reports to be dated as follows: 31st March, 30th, June, 30th September and 31st December.

The estimate of receipts and disbursements of the Building Trades Joint Committee of Montreal for the administration of the said decree number 862 of July 23, 1953 from the 1st of April 1954, to the 31st of March 1955, is the following:

Estimated income:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers	$10,000.00
Employees	10,000.00
	$20,000.00
Estimated expenditures:	
Administration, inspection and other expenses	$20,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 17, 1954. 36989-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that, pursuant to

Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation en gros de Québec, établi en exécution du décret numéro 2347, du 27 juin 1944, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 355 du 7 avril 1954, section "A", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts, refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des salariés et des artisans régis par ledit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1954 au 1er mai 1955; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionnée:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 2347 doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% des salaires, bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décrét numéro 2347 doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% de leurs salaires, bonis ou allocations.

c) Les artisans régis par ledit décret doivent payer au Comité paritaire une somme équivalente à ¼ de 1% du salaire établi pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi, tel que stipulé dans le décret numéro 2347.

2. *Mode de perception*

Les cotisations sont payables mensuellement entre le 1er et le 10 de chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes dues au Comité paritaire à titre de prélèvement.

A chaque mois, l'employeur professionnel doit fournir au Comité paritaire un rapport détaillé indiquant sur les formules mises à sa disposition par ledit Comité paritaire, les noms, prénons et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

Ce rapport dûment signé par l'employeur professionnel doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par ledit employeur professionnel et par ses salariés; toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal dans la province.

Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation des rapports mensuels des employeurs professionnels chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

Selon les termes de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire du Commerce de l'Alimentation en gros de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1954 et le 1er mai 1955.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE L'ALIMENTATION EN GROS DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1954 et le 1er mai 1955.

the provisions of the Collection Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) the Quebec Wholesale Food Trade Parity Committee, formed under decree number 2347, of June 27, 1944, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 355, of April 7, 1954, part "A", to levy assessments upon the professional employers, the employees and the artisans governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from May 1, 1954 to May 1, 1955; such levy is applied as follows:

a) The professional employers governed by the decree number 2347 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ¼ of 1% of the wages, bonuses or allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to ¼ of 1% of their wages bonuses or allocations.

c) The artisans governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivlent ot ¼ of 1% of the lowest wage rate established for the employees of their trade or occupation, as stipulated in the decree number 2347.

2. *Mode of collection*

The assessments are payable, every month between the 1st and the 10th day of the month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee, in assessments.

Every month, the professional employer shall forward to the Parity Committee a complete report indicating, on forms supplies by the said Committee, the name in full and address of all his employees, their qualification or classification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid.

Such report, duly signed by the professional employer, shall be accompanied by the assessments payable to the Parity Committee by the said professional employer and by his employees.

All such sums shall be paid with money that is current in this Province.

The Parity Committee has the right to exact sworn monthly reports from the professional employers when deemed advisable.

3. *Financial report*

Under the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quartely report of his financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Quebec Wholesale Food Trade Parity Committee for the period between May 1, 1954, and May 1, 1955.

THE QUEBEC WHOLESALE FOOD TRADE PARITY COMMITTEE

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1, 1954, to May 1, 1955.

Recettes:

Cotisations (¼ de 1%):	
Employeurs professionnels	$9,000.00
Salariés	9,000.00
	$18,000.00

Déboursés:

Salaires:	
Inspecteurs	6,400.00
Secrétariat	5,700.00
Ameublement	200.00
Papeterie	450.00
Loyer	600.00
Timbres, téléphone	395.00
Assurance-fidéjussion	5.00
Frais d'inspection	1,000.00
Frais de vérification	100.00
Frais légaux	1,200.00
Jetons de présence et frais de déplacements	1,250.00
Bureau des examinateurs	500.00
Divers	100.00
Surplus réserve	100.00
	$18,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 avril 1954. 36989-o

Receipts:

Assessments (¼ of 1%):	
Professional employers	$9,000.00
Employees	9,000.00
	$18,000.00

Expenses:

Salaries:	
Inspectors	$6,400.00
Secretary's office	5,700.00
Furniture	200.00
Stationery	450.00
Rent	600.00
Postage and telephone	395.00
Fidelity-bond	5.00
Expenses re: Inspection	1,000.00
Expenses re: Audition	100.00
Legal fees	1,200.00
Meeting and travelling expenses	1,250.00
Board of Examiners	500.00
Miscellaneous	100.00
Surplus	100.00
	$18,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 17, 1954. 36989-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Les employeurs de l'industrie de la construction dont les noms suivent: Olitor Ménard, Joseph Bibeau, fils, Léo Péloquin, Wilfrid Pitt Beaulieu Enr., François DeGuise, fils, Albert Brouillard, Le Conseil de la ville de Sorel, Armand Cournoyer, Oswald Brosseau, Napoléon Rancourt, Pierre Labrie, Elzéar Cournoyer, Sorel Mill & Builders Supply Limited, Jean-Marc Métivier, Lucien Charbonneau, Jean-Paul Provencher, J.-A. Garceau, Jean-Louis Charbonneau, Lalancette & Frères, Martin & Millette Enr., Amable Parenteau, Robert Parenteau, Fernand Lefèbvre (Royal Electric), La Cie de Construction Universelle Ltée., Augustin Desjardins, Jean-Paul Lacroix, Georges-Albert Jacques, Roméo Bruneau, André Guérard, Louis-Marie Boisvert, René Challancin, Louis-Paul Tremblay, A. Coutu & Fils Enrg., Olivier Tremblay, Jean Parenteau, J. F. Bonin, L. Pigeon, Rosaire Gagné;

ET, D'AUTRE PART:

Le Syndicat national et catholique des Métiers de la Construction de Sorel Inc.;

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions ci-après décrites;

I. *Définitions:* Pour les fins d'application de la présente convention, les mots et les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le mot "entrepreneur" désigne toute personne, compagnie, association ou corporation qui

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the collective agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the parties hereafter mentioned have submmitted to him a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The following employers of the construction industry;

Olitor Ménard, Joseph Bibeau, fils, Léo Péloquin, Wilfrid Pitt Beaulieu Enrg., François DeGuise, fils, Albert Brouillard, The Town Council of Sorel, Armand Cournoyer, Oswald Brosseau, Napoléon Rancourt, Pierre Labrie, Elzéar Cournoyer, Sorel Mill & Builders Supply Limited, Jean-Marc Métivier, Lucien Charbonneau, Jean-Paul Provencher, J.-A. Garceau, Jean-Louis Charbonneau, Lalancette & Frères, Martin & Millette Enrg., Amable Parenteau, Robert Parenteau, Fernand Lefebvre (Royal Electric) La Cie de Construction Universelle Ltée., Augustin Desjardins, Jean-Paul Lacroix, Georges-Albert Jacques, Roméo Bruneau André Guérard, Louis-Marie Boisvert, René Challancin Louis-Paul Tremblay, A. Coutu & Fils Enrg., Olivier Tremblay, Jean Parenteau, J. F. Bonin, L. Pigeon, Rosaire Gagné;

AND, ON THE OTHER PART;

Le Syndicat national et catholique des Métiers de la Construction de Sorel Inc.

for the employers and employees of the industry and trades concerned, according to the following conditions:

I. *Definitions:* For the purposes of enforcement of the present agreement, the following terms shall have the significance hereinafter given:

a) The word "contractor" means any person, company, association or corporation working

travaille seule, ou emploie des salariés ou qui surveille ou entreprend pour le compte d'autrui, à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention verbale, écrite ou autrement, quelques-uns des travaux compris dans la juridiction industrielle décrite au paragraphe "*a*" de l'article II.

Les entrepreneurs travaillant de leurs propres mains sont considérés comme des "salariés" et leur salaire horaire est fixé suivant la cédule mentionnée ci-après, pourvu, toutefois, qu'ils aient obtenu leur certificat de qualification, tel que prescrit par la Loi.

b) Le mot "briqueteur" désigne tout salarié qui pose la brique, le terra-cotta, la pierre artificielle, des blocs de ciment, des blocs de gypse et qui tire les joints.

c) Le mot "maçon" désigne tout salarié qui pose toute pierre naturelle ou artificielle, le granit, les blocs et qui tire les joints.

d) Le mot "plâtrier" désigne tout salarié qui exécute des travaux d'enduits de plâtre, de célanite, de mortier, de ciment, de stuc, de moulure, qui fait le coulage d'ornements et qui polit le ciment.

e) Le terme "finisseur de ciment" désigne tout salarié qui pose et finit le ciment pour parquets et revêtements unis ou d'ornementation, met en place et repose les côtés et revêtements en ciment, fait les trottoirs et pavages en ciment, répare les fondations et exécute tout travail connexe. Le travail sur murs qui fait suite au travail de parquet se limite, pour le finisseur de ciment, à la hauteur de la plinthe.

f) Le terme "charpentier-menuisier" désigne tout salarié qui fait l'assemblage des pièces de bois, de planches murales en composition, travaille la charpente, s'occupe de toutes les réparations des objets en bois, fait des planchers et des formes en béton (boutique ou chantier), pose des châssis et fenêtres, des paravents (screens), bois ou métal, des divisions, des portes et des châssis d'acier, le papier-bardeau, le bardeau d'amiante, le papier goudronné, exécute tous les travaux en bois sur un chantier de construction et gratte les planchers à la main ou à la machine, en un mot, celui qui fait le posage ou le démolition de bois.

g) Le terme "ferblantier-couvreur" désigne tout salarié qui fait des travaux de couverture en tuile, en ardoise, en tôle, en cuivre, en gravier, en asphalte ou en papier goudronné, fabrique toutes sortes d'objets en ferblanc, tôle ou cuivre, tels que corniches, ornementations, ventilateurs, gouttières, etc.

h) Les couvertures en papier-bardeau ou en bardeau d'amiante ou la tôle non-soudée ou non agrafée qui s'y rapporte seront posées indifféremment par le charpentier-munuisier ou le ferblantier-couvreur.

i) Les termes "plombier" et "mécanicien en tuyauterie" désignent tout salarié qui peut, sous direction, installer des appareils sanitaires et les réparer; poser des tuyaux à vapeur, à eau, à gaz ou à air; qui peut installer et faire les travaux d'entretien des brûleurs automatiques (stokers), brûleurs à l'huile et des pompes à gazoline et exécuter au besoin tout autre travail connexe. Ces salariés en ce qui touche leur licence, sont régis par la loi des mécaniciens en tuyauterie.

j) Le mot "peintre" désigne tout salarié qui fait des travaux de peinture, de vernissage, de décoration au pinceau ou à la machine pneumatique, d'imitation, de dorure ou de vitrage, pose le papier tenture ou le papier peint, ou exécute tout autre travail connexe.

k) Le terme "mécanicien de machines fixes ou portatives" désigne tout salarié préposé à la

alone, or hiring workmen or who supervises or contracts for, on an hourly, daily or job basis, by verbal or written agreement or otherwise, some of the operators mentioned in the industrial jurisdiction, subsection "a" of section II.

Contractors doing actual trade work shall be considered as "employees" and their hourly rates of wages shall be as hereinafter determined, providing they hold the certificate of competency required under the Act.

b) The word "bricklayer" means an employee who lays brick, terracotta, artificial stone, cement blocks, gypsum blocks and does joints jointing.

c) The word "mason" designates an employee who lays natural or artificial stone, granite, blocks and who does joint jointing.

d) The word "plasterer" designates any employee who performs plaster, celanite, mortar, cement, stucco and moulding coating work, does the casting of ornaments as well as cement polishing.

e) The words "cement finisher" mean an employee who lays and finishes cement for flooring and plain or ornamental facing, sets and rests the sides and facings of cement, makes cement sidewalks and pavements, repairs foundations and performs other related work. Work on walls being a continuation to flooring work is limited, for the cement finisher, to the height of the plinth.

f) The words "carpenter-joiner" mean an employee who assembles wood pieces, wall-board (composition), does frame-work, repairs wooden objects, lays floors and makes concrete moulds (shop or job), sets window frames, windows, screens (wood and metal), partitions, steel doors and frames, paper or asbestos shingles and tarpaper, performs all wood work on the site of operations and scrapes floors by hand or machine. In brief, these words apply to sembling or demolishing wood work.

g) The words "tinsmith-roofer" mean an employee who performs tile, slate, sheet iron, copper, gravel, asphalt or tarred paper roofing work, makes all kinds of tin, sheet-iron or copper objects, such as cornices, ornamentations, ventilators, gutters, etc.

h) Paper or asbestos shingle roofs or unwelded or unhooked sheet-iron used in connection therewith may be laid by the carpenter-joiner or by the roofer.

i) The words "plumber" and "pipe-mechanic" designate an employee who can, under direction, install sanitary apparatus and repair same; install steam, water, gas or air pipes; install and maintain automatic burners (stokers), oil burners and gasoline pumps and perform any other related work required, such employees, as regards their license, are governed by the Pipe-Mechanics' Act.

j) The word "painter" means an employee who paints or varnishes with paint-brush or pneumatic machine, does decorations work, hangs wall-paper, does imitation, gilding or glazing work or performs any other work related thereto.

k) The words "stationary or portable engineman" mean any employee who supervises the

surveillance du montage d'une installation de force motrice ou au fonctionnement de celle-ci.

l) Le terme "chauffeur de bouilloires" désigne tout salarié qui sous direction, peut voir au feu des bouilloires d'une machine fixe ou portative, maintenir une couche de feu régulière de manière à économiser le combustible tout en maintenant la vapeur à la pression désirée, entretenir les pompes et les autres appareils, nettoyer les chaudières au moyen d'air comprimé ou de vapeur et peut au besoin exécuter tout autre travail connexe, pourvu qu'il ait sa licence tel que requis par la Loi.

m) Le terme "compagnon-électricien" désigne tout salarié qui détient une licence "C", en exécution de la Loi concernant les électriciens et les installations électriques.

n) Les mots "installations électriques" désignent toutes les installations pour fins d'éclairage et de chauffage électrique y compris, dans tous les cas, les fils, câbles, conduits, accessoires, dispositifs et appareils électriques, faisant partie de l'installation elle-même, y étant reliés ou servant au raccordement de l'installation au réseau du service public ou du service municipal l'alimentant, lequel point de raccordement est au mur de l'édifice ou de la construction le plus rapproché de la ligne de service.

o) Le mot "manœuvre" ou "journalier" désigne tout salarié qui exécute un travail non qualifié ou d'aide.

p) Nonobstant les definitions ci-haut mentionnées, est considéré comme compagnon dans chacun des métiers décrits, tout salarié qui a reçu un certificat de qualification du Bureau d'examinateurs créé en vertu de l'article 27 de la Loi de la convention collective ou qui est détenteur d'une licence émise sous l'empire d'une loi provinciale.

q) Les mots "construction et bâtiment" comprennent tous les travaux mentionnés dans la description de la juridiction industrielle au paragraphe "*a*" de l'article II.

r) Le mot "apprenti" désigne tout salarié qui apprend l'un ou l'autre des métiers visés par la présente convention.

II. *Juridiction: a*) *Juridiction industrielle:* La présente convention s'applique à tous les travaux de construction, de bâtiment et de génie civil y compris les travaux d'installation, de réfection, de réparation, d'entretien, de déplacement ou de démolition d'immeubles exécutés par les salariés qu'elle régit. Elle s'applique entre autres à tous les travaux se rapportant aux bâtisses, immeubles, échafaudages, rues, chemins, aqueducs, égouts, trottoirs, quais, canaux, barrages, écluses, tunnels, ponts, viaducs, puits, clotures, tours, murs de soutènement, aéroports, terrains d'atterrissage, nivellement et terrassement, installations électriques, lignes de transmission électrique, système de plomberie, systèmes de chauffage et à tout autre travail de semblable nature.

La présente convention s'applique également aux manufacturiers de portes et chassis.

Exemptions: Les compagnies de chemins de fer à vapeur ne sont pas assujetties à la présente convention lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemins de fer.

Les travaux de voirie exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des départements du gouvernement provincial, déjà assujettis en fait à la Cédule des Justes Salaires, en exécution de l'arrêté ministériel numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements, ne sont pas régis par les dispositions de la convention.

erection of a motive power installation or who operates same.

l) The words "boiler fireman" mean a worker who can, under direction, fire stationary or portable engine boilers, maintain an even fire bed with economical use of fuel, keep up the steam at the proper pressure, repair pumps and other appliances, clean boilers with compressed air or steam and perform other related work, as required, provided he holds the license required under the Act.

m) The words "journeyman electrician" mean an employee holding license "c" according to the Electrician and Electrical Installations Act.

n) The words "electrical installations" mean all installations pertaining to electrical lighting and heating including, in all cases, electric wires, cables, conduits, accessories, appliances and apparatus contained in the installation itself, connected therewith or used for the connection of the installation ot the public or municipal service wire feeding the said installation, such connection being attached to a wall of the building nearest to the service line.

o) The word "labourer" means a worker who performs unqualified work or that of a helper.

p) Notwithstanding the definitions hereabove mentioned, a journeyman in anyone of the trades described shall be an employee who has received a certificate of competency from the Board of Examiners formed in pursuance of section 27 of the Collective Agreement Act, or who holds a license issued under the authority of a provincial Act.

p) The words "construction and building" comprise all the operations mentioned in the description of the industrial jurisdiction, in subsection "a" of section II.

r) The word "apprentice" means an employee who is learning anyone of the trades regulated by the agreement.

II. *Jurisdiction: a*) *Industrial jurisdiction:* The present agreement shall apply to all works pertaining to construction building and engineering, including works pertaining to installation, rebuilding, repair, maintenance, moving or demolishing of buildings, performed by the employees it governs, It shall apply, among other things, to all operations pertaining to buildings, properties, scafolding, streets, roads, aqueducts, drainages, sidewalks, wharves, canals, dams, lock gates, tunnels, bridges, viaducts, wells, fences, towers, culverts, retaining walls, airports, landing fields, nivelling, embankment, electrical installations, electrical transmission lines, plumbing systems, heating systems and any other work of a similar nature.

The present agreement governs also the manufacturers of doors and windows.

Exemptions: Steam railroad companies are not governed by the present agreement in the case of works ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies.

Road operations carried out on behalf of any Department of the Provincial Government, already governed by the Fair Wage Schedule under Order in Council number 800 of April 24, 1929, and its amendments, are not governed by the provisions of the agreement.

Les salariés permanents (ouvriers préposés à l'entretien) des établissements industriels ne seront pas assujettis à la convention, pourvu qu'ils soient régis par un autre décret ou par une convention collective particulière déterminant leurs taux minima de salaires et autres conditions de travail.

Dispositions spéciales: Nonobstant toute autre disposition la ville de Belœil n'est pas assujettie aux dispositions de la présente convention, pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elle possède, pour ce qui est également des travaux de construction, de réfection ou d'entretien d'aqueduc, d'égoût, de pavage, de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés sous son contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas cependant aux entrepreneurs ou aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte de ladite ville.

b) Juridiction territoriale: La juridiction territoriale de la présente convention comprend les cités de Sorel et Tracy, la ville de St-Joseph-de-Sorel, les municipalités de Pierreville et St-François-du- Lac (Yamasha), le comté de Richelieu et cette partie du comté de Verchères non assujettie au décret régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la région de Montréal.

Pour les fins de tarification des salaires, la juridiction territoriale est divisée en deux (2) zones comme suit:

Zone I: Les cités de Sorel et de Tracy, la ville Saint-Joseph-de-Sorel et un rayon de six (6) milles de leurs limites, ainsi que la ville de Belœil et les municipalités de village de Contrecœur, Verchères, Varennes et McMasterville.

Zone II: Toute la juridiction territoriale à l'exception du territoire compris dans la zone I.

Nonobstant les dispositions précédentes, dans le cas de travaux de construction exécutés dans la zone II et dont le coût, salaires et matériaux compris, s'élève à $25,000.00 ou plus, les taux minima fixés pour la zone I sont payables aux salariés qui exécutent tels travaux.

III. *Taux de salaires minima: a)* Les taux minima de salaires sont les suivants pour chacun des métiers ci-après mentionnés:

Permanent employees (maintenance men) of industrial establishments shall not be governed by the agreement, so long as they are governed by another decree, or by a private collective agreement that determines their minimum rates of wages and other working conditions.

Special provisions: Notwithstanding any other provision, the Town of Belœil is not governed by the provisions of the present agreement inasmuch as repair or maintenance work on its own buildings are concerned; inasmuch, also, as construction, rebuilding or maintenance operations on aqueducts, sewers, pavings, sidewalks and other similar operations performed under its immediate control are concerned. The exemption does not extend however, to contractors or sub-contractors carrying out the same operations on its behalf, or by the job.

b) Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of the present agreement comprises the cities of Sorel and Tracy, the town of St. Joseph de Sorel, the municipalities of Pierreville and St. François-du-Lac (Yamaska), the county or Richelieu and that part of the county of Vercheres not governed by the decree regulating the construction industry and trades in the district of Montreal. For the purpose of establishing rates of wages, the territorial jurisdiction is divided into two (2) zones, as follows:

Zone I: The cities of Sorel and Tracy, the town of St. Joseph de Sorel and a radius of six(6) miles from their limits, the town of Belœil and the village municipalities of Contrecœur, Vercheres, Varennes and Mc Masterville.

Zone II: The entire territorial jurisdiction, with the exception of the territory covered by zone I.

Notwithstanding the foregoing provisions, employees working at construction operations carried out in zone II and amounting to $25,000.00 or more, including wages and materials, shall be paid the minimum rates established for zone I.

III. *Minimum rates of wages: a)* The minimum rates of wages shall be the following for each one of the trades hereafter mentioned:

Métiers — Trades:	*Salaires horaires Hourly rates Zones* I	II
Briqueteur, plâtrier, maçon et finisseur de ciment — Bricklayer, plasterer, mason and cement finisher	$1.60	$1.50
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner	1.40	1.30
Charpentier-menuisier, et peintre travaillant pour un manufacturier de portes et châssis — Carpenter-joiner and painter working for a door-window manufacturer	1.25	1.15
Chauffeur de bouilloires — Boiler fireman	1.20	1.10
Chauffeur de camion, transport général et remorquage — Truck driver, general transport and towing	1.10	1.00
Conducteur d'attelage — Horse driver	1.05	0.95
Conducteur de bélier mécanique ("Bulldozer") — Bulldozer operator	1.25	1.15
Couvreur-composition, gravier, sable, asphalte — Roofer-composition, gravel, sand, asphalt	1.40	1.30
Électricien — Electrician:		
Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal services)	2.00	1.75
Compagnon — Journeyman	1.40	1.30
Electricien (Homme de ligne) — Electrician (lineman)	1.25	1.15
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer	1.40	1.30
Forgeron en construction — Blacksmith (construction)	1.35	1.25
Gardien (72 heures par semaine) — Watchman (72 hours per week)	0.70	0.60
Journalier (ouvrier non qualifié) — Labourer (common worker)	1.00	0.90
Jointoyeur — Labourer (common worker)	1.40	1.30
Machiniste-mécanicien — Jointer pointer	1.25	1.15
Mécanicien de machines fixes ou portatives à vapeur — Machinist-mechanic	1.15	1.05

Machiniste (millwiright) — Engineman Stationary or portable steam engine	1.40	1.30
Mécanicien en isolation de tuyauterie — Millwritht	1.40	1.30
Opérateur de vibrateur de ciment — Cement vibrator operator	1.25	1.15
Paysagiste — Landscape worker	1.00	0.90
Peintre et poseur de papier peint — Painter and paper hanger	1.30	1.20
Peintre-aspergeur — Sprayman	1.40	1.30
Plombier et mécanicien en tuayuterie — Plumber and pipe mechanic:		
Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal services)	2.00	1.75
Compagnon — Journeyman	1.40	1.30
Jeune compagnon — Junior journeyman:		
1er semestre — 1st six months	1.25	1.15
2ème semestre — 2nd six months	1.35	1.25
Porteur d'eau — Water carrier	0.75	0.65
Porteur d'oiseau — Hod carrier	1.10	1.00
Poseur de lattes (bois ou métal) — Lather (wood or metal)	1.25	1.15
Poseur de linoléum — Linoleum layer	1.30	1.20
Poseur de marbre — Marble layer	1.25	1.15
Poseur de terrazzo — Terrazzo layer	1.25	1.15
Poseur de tuile — Tile layer	1.30	1.20
Poseur d'acier d'armature — Reinforcing steel erector	1.25	1.15
Préposé aux malaxeurs à vapeur — Steam mixer operator	1.15	1.05
Préposé aux grues à vapeur — Steam crane operator	1.20	1.10
Préposé aux grues à gazoline ou à l'électricité — Gazoline or electric crane operator	1.20	1.10
Poseur de brûleurs à l'huile — Oil burner mechanic	1.40	1.30
Préposé aux compresseurs — Compressor operator	1.20	1.10
Préposé aux pelles mécaniques — Power shovel operator	1.45	1.35
Poseur de liège (isolation) — Cork insulation layer	1.40	1.30
Sableur de planchers — Floor polisher	1.40	1.30
Soudeur — Welder	1.40	1.30
Soudeur en tuyauterie (acétylène ou électricité) — Pipe welder (acetylene or electricity)	1.40	1.30
Travailleur de fer ornemental — Ornamental iron worker:		
Monteur — Erector	1.40	1.30
Aide — Helper	1.15	1.05
Travailleur en fer structural — Structural Steel worker	1.90	1.90

	Par semaine per week	
Vérificateur de matériaux — Material checker	$45.00	$40.00
Pointeur — Time keeper	45.00	40.00"

b) Les contremaîtres préposés à la surveillance d'une équipe d'hommes doivent être rémunérés au taux de dix ($0.10) cents par heure de plus que le salaire minimum établi pour leur métier.

c) Pour les travaux exécutés en dehors du lieu de la résidence du salarié, le transport est à la charge de l'employeur sans pour cela que le salaire du salarié soit réduit.

d) Dans tous les métiers où un matériel autre que le produit régulier et reconnu est utilisé, comme par exemple, une brique en verre au lieu d'une brique en terre glaise ou en argile, le taux de salaire du métier approprié doit s'appliquer.

e) Tout contrat intervenu entre un employeur et un ou plusieurs salariés, sur une base de travail à la pièce ou à forfait ou pour un prix fixe est de nul effet et est défendu.

V. *Durée du travail: a*) La durée régulière de travail est de neuf (9) heures par jour les lundi, mardi, mercredi et jeudi, réparties entre 8.00 a.m. et 6.00 p.m., de huit (8) heures le vendredi, réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. et de quatre (4) heures le samedi réparties entre 8.00 a.m. et midi, le tout formant une durée régulière hebdomadaire de quatrante-huit (48) heures.

b) 1. Cependant, les conducteurs d'attelage et les employés de l'industrie du camionnage, du transport et du tirage peuvent travailler sur une base hebdomadaire de cinquante-cinq (55) heures de travail, sans limitation journalière.

2. Toutefois, dans les manufactures de portes et châssis, la semaine régulière de travail est de cinquante (50) heures réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. du lundi au vendredi inclusivement et entre 7.00 a.m. et midi, le samedi.

b) Foremen in charge of a groups of men shall receive ten ($0.10) cents more per hour than the wages fixed for their trade.

c) For works performed outside the place of residence of the employee, transportation shall be paid by the employer and there shall be no deduction from the employee's wages.

d) In all trades where any other material is erected in place of the regular and recognized commodity, such as, for instance, a glass brick for a brick of clay or shale, the appropriate trade wage rate shall apply.

e) All contracts entered into by an employer and one or more employees in a piece-work or labour contract basis or for a fixed price are nu null and are forbidden.

IV. *Duration of Labour: a*) The regular duration of work shall be nine (9) hours per day, on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, between 8.00 a.m. and 6.00 p.m., eight (8) hours on Friday, between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. and four (4) hours on Saturday between 8.00 a.m. ween 8.00 a.m. and 12.00 (noon), making a regular wee,ly duration of forty-eight (48) hours.

b) 1. Hower, horsedrivers and the employees of the trucking, transport and towing industry are permitted towork on a basis of fifty-five (55) hours per week, without daily limitation as to hours of work.

2. However, in the door and window industry, the regular work week shall consist of fifty (50) hours, distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., from Monday to Friday inclusive, and between 7.00 a.m. and noon on Saturday.

c) Il est toujours loisible aux entrepreneurs d'organiser la double ou la triple équipe pourvu que telle équipe ne travaille pas plus que le nombre d'heures déterminées au paragraphe "*a*" du présent article.

d) La période de temps requise pour fins de déplacement du lieu de la résidence du salarié au lieu des travaux ne sera pas payée par l'employeur

e) Tout employeur qui désire faire exécuter du travail en dehors des heures régulières déterminées par la convention doit en aviser au préalable le Comité paritaire par écrit.

Tout travail urgent qui, pour des raisons jugées suffisantes ne peut être exécuté pendant les périodes journalières de travail ci-haut mentionnées peut être fait en d'autres périodes de la journée, au taux régulier, pourvu que le comité paritaire en soit avisé. Tel travail demeure cependant sujet à la limite journalière ou hebdomadaire déterminée aux paragraphes "*a*" et "*b*" du présent article.

f) Aucun employeur n'a le droit de punir ou de menacer de punir tel que par congédiement ou suspension, directement ou indirectement, un ouvrier catholique qui s'absente du chantier un jour de fête religieuse d'obligation catholique.

g) Les heures de travail mentionnées ci-dessus sont basées sur l'heure solaire ou l'heure avancée, suivant l'heure en vigueur dans la localité où les travaux sont exécutés.

V. *Paiement du salaire:* Les salariés doivent être payés chaque semaine. L'employeur doit indiquer sur l'enveloppe de paie ou sur le talon du chèque les nom et prénoms du salarié, le nombre des heures de travail au taux régulier et supplémentaire, le taux horaire payé, le salaire total gagné pendant la période et toutes les déductions faites.

VI. *Travail supplémentaire: a*) Tout travail exécuté en plus des heures régulières ou en dehors des limites horaires déterminées dans la convention est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

b) Le travail exécuté les dimanches, le Premier de l'An, le jour de l'Epiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le jour de Noel, ainsi que le Vendredi Saint, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération et le jour de la fête du Travail doit être rémunéré au taux de salaire double.

c) La rémunération du travail supplémentaire doit être calculée sur le taux de salaire minimum établi dans la convention ou sur le taux de salaire effectivement payé, lorsque ce dernier est plus élevé.

VI-A. *Vacances payées:* Tout salarié assujetti à la présente convention a droit à titrre de vacances payées à une rémunération équivalente à 2% du salaire qu'il a gagné pendant les heures régulières de travail. Cette rémunération doit lui être versée à chaque paye par son employeur en plus du salaire gagné, et être indiquée séparément sur l'enveloppe de paye ou sur le talon du chèque.

VII. *Apprentissage: a*) Un apprenti, dans l'un ou l'autre des métiers de la construction ci-après mentionnés, doit avoir au moins seize (16) ans révolus, lors de son entrée en apprentissage et au plus vingt-cinq (25) ans.

b) Le nom de tout apprenti doit être inscrit dans un registre tenu par le comité paritaire.

c) Ledit registre doit mentionner le nom, prénom, l'âge et l'adresse de l'apprenti; il doit contenir aussi la date du commencement de l'apprentissage et la preuve de continuité de l'entraîne-

c) Contractors may establish a two or three-shift system providing each shift does not work more than the number of hours determined in subsection "*a*" of the present section.

d) Travelling time from the place of residence of the employee to the job shall not be paid by the employer.

e) Every employer wishing to have work performed outside the regular hours determined by the agreement shall notify the Parity Committee in writing, previous to the execution of the work.

All urgent work which, for sufficient reasons, connot be performed during the daily periods of work above mentioned may be done in other periods of the day, at regular rates, providing the Parity Committee be notified. However, such work is still subject to the daily or weekly duration of work determined in subsections "*a*" and "*b*" of the present section.

f) No employer shall have the right to punish, or threaten to punish, by discharge or suspension, directly or indirectly, a catholic worker absenting himself from work on a catholic religious holiday.

g) The hours hereinabove specified shall mean Standard Time or Dailight Saving Time, depending upon wheih time is in force in the locality where the work may be executed.

V. *Payment of wages:* Wages shall be paid each week. On the pay envelope or on the chech stub, the employer shall indicate the name in full of the employee, the number of regular and overtime hours worked, the hourly rate paid, the total wages earned during the period and all amounts deducted.

VI. *Overtime work: a*) Work performed in excess of regular hours or outside the limit of hours determined by the agreement shall be considered as overtime work and shall be paid at the rate of time and one half.

b) Work done on Sundays, New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day as well as on Good Friday, St. John the Baptist Day and Labour Day shall be paid at the rate of double time.

c) Overtime work shall be paid on the basis of the minimum wage rate established by the agreement or on the basis of the wage rate actually paid, whichever be the higher.

VI-A. *Vacation with pay:* All workers governed by the present agreement are entitled to vacation pay equal to 2% of the wages earned during the regular working hours,

Such remuneration must be paid at each pay by the employer, in excess of wages earned, and shall be indicated separately on the pay envelope or chech stub.

VII. *Apprenticeship: a*) No apprentice in one or the other of the building trades hereinafter mentioned shall begin his apprenticeship before having 16 nor after having more than 25 years of age.

b) The name of every apprentice shall be entered in a register kept by the Parity Committee.

c) Such register, shall mention the name, age and address of the apprentice, the date on which the apprentice began his apprenticeship together with the proof of the continuity

ment de l'apprenti, le nom et l'adresse de son premier employeur et de tous ses employeurs successifs jusqu'à la fin de la période d'apprentissage ci-après indiquée pour son métier.

d) Dans tous les métiers régis par la convention requérant un apprentissage, l'employeur peut avoir à son emploi pas plus d'un (1) apprenti par trois (3) compagnons.

e) L'apprentissage comporte quarante-huit (48) mois de travail du métier sous la surveillance d'un compagnon qualifié.

Les apprentis qui ont fréquenté une école technique ou de métier doivent recevoir de la part du Bureau des examinateurs du Comité paritaire un crédit proportionné à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

f) Les taux de salaires payables aux apprentis sont les suivants, pour tous les métiers requérant un apprentissage:

	Zones	
	I	*II*
1ère année	$0.70	$0.60
2ème année	0.80	0.70
3ème année	0.90	0.80
4ème année	1.00	0.90

g) Un apprenti qui a été employé dans un des métiers plus haut désignés avant la date de l'entrée en vigueur du décret doit fournir au comité paritaire un état du temps qu'il a servi chez un employeur, dûment accompagné d'un affidavit. Ces déclarations seront consignées dans le registre d'apprentissage du comité paritaire.

h) Aucun contrat indivisuel d'apprentissage pour les métiers ci-haut mentionnés ne sera reconnu valide à moins qu'il ne soit conforme aux dispositions du décret.

i) L'employeur doit aviser immédiatement le comité paritaire de l'entrée en apprentissage d'un salarié.

j) Le comité paritaire a le pouvoir de demander la preuve d'âge de l'apprenti.

k) Le Comité paritaire fournit à chaque apprenti un livret d'apprentissage dans lequel doivent être indiquées les dates de commencement et de cessation du service de l'apprenti pour chacun des employeurs où il fait son apprentissage.

l) Aucun employeur ou employeur professionnel ne peut faire travailler un apprenti seul et un apprenti ne peut travailler à l'exécution de travaux de métier seul, il doit toujours être accompagné d'un ouvrier qualifié compagnon de son métier.

m) Aucune des dispositions régissant l'apprentissage ne s'applique aux métiers dont l'apprentissage et la qualification sont règlementées par une loi de cette province.

VIII. *Salariés permanents: a*) Le terme "salarié permanent" (préposé à l'entretien) désigne tout ouvrier qualifié de métier ou non qualifié de l'industrie de la construction qui est engagé pour une période d'au moins six (6) mois par un même employeur et préposé uniquement à l'entretien d'édifices ou d'immeubles. En ce qui concerne les métiers d'électricien et de mécanicien en tuyauterie, le salarié permanent doit toujours être détenteur d'une licence conformément aux statuts qui régissent ces métiers.

Il faut entendre par entretien, les réparations mineures assimilées aux réparations locatives prévues par le Code civil de la province de Québec, à tout ou partie d'un édifice ou d'un immeuble ou ensemble de constructions utilisées comme établissement manufacturier ou industriel, pour maintenir l'édifice ou l'immeuble en bon état de conservation.

of the training of the apprentice, as well as the name and address of his first employer and of every other employer until the end of the period of apprenticeship hereinafter determined for his trade.

d) For all trades governed by the agreement and requiring an apprenticeship, the employer shall be permitted not more than one (1) apprentice to each three (3) journeymen.

e) The apprenticeship consists of 48 months of trade work under the supervision of a qualified journeyman. Apprentices who attented a technical or trade school shall receive from the Board of Examiners of the Parity Committee a credit based upon the duration of their studies and the results of their examinations.

f) The rates of wages payable to apprentices shall be as follows, for all trades required an apprenticeship:

	Zones	
	I	*II*
1st year	$0.70	0.60
2nd year	0.80	0.70
3rd year	0.90	0.80
4th year	1.00	0.90

g) An apprentice who has been employed in one of the trades above mentioned before the enforcement of the decree, shall submit to the Parity Committee sworn statement of the period he has worked for an employer. Such statement shall be entered in the apprenticeship register of the Parity Committee.

h) No individual apprenticeship contract for the hereinabove mentioned trades shall be accepted as valid unless it is in conformity with the provisions of the decree.

i) The employer shall notify the Parity Committee immediatly when an employee begins his apprenticeship.

j) The Parity Committee may demand a proof of the age of the apprentice.

k) The Parity Committee furnishes each apprentice with a booklet called "apprenticeship booklet" in which the dates beginning and ceasing of employment of the apprentice shall be given by each one of his employers.

1) No employer or professional employer shall cause an apprentice to work alone and no apprentice shall execute trade operations alone; he shall always be accompanied by a skilled journeyman of his trade.

m) No provisions governing apprenticeship shall apply to the trade whose apprenticeship and competency are regulated by an Act of this Province.

VIII. *Permanent employees: a*) The words "permanent employees" mean any skilled tradesman or unskilled workman of the building trades employed for a period of at least six (6 months by the same employer and whose work is coverned solely with the maintenance of buildings or immoveables. However, for the trades of electrician and pipe mechanic, the maintenance man shall hold a license in conformity with the statutes governing such trades.

The word "maintenance" means minor repairs, such as tenants repairs stipulated in the Civil Code of the Province of Quebec, made to any building or part thereof, or group of buildings used as a manufacturing or industrial establishment, for the upkeep or maintenance of such building.

Pour toutes fins pratiques, toutes réparations dont le coût, salaires et matériaux compris, n'excède pas $250.

Toutefois, n'est pas considéré comme travail d'entretien, la nouvelle construction, la reconstruction ou la réinstallation d'une partie d'un édifice ou d'un immeuble, ou ensemble de constructions utilisées comme établissement manufacturier ou industriel.

b) Les salariés permanents (préposés à l'entretien) d'un édifice public ou à bureaux, d'une conciergerie ou de résidence de toutes sortes, d'hôtels, d'établissements manufacturiers et commerciaux, doivent recevoir les taux de salaires minima suivants:

	Par semaine
Compagnons (ouvriers qualifiés):	
Zone I	$45.00
Zone II	35.00
Journaliers (ouvriers non qualifiés):l	
Zone I	35.00
Zone II	30.00

c) La durée maximum hebdomadaire de travail pour les salariés permanents préposés à l'entretien est de quarante-huit (48) heures sans limitation journalière.

d) Tout travail supplémentaire exécuté par des salariés permanents doit être rémunéré selon le tarif horaire déterminé pour chacun des métiers dans l'échelle des salaires minima apparaissant à l'article III.

IX. Les salaires supérieurs actuellement payés aux salariés visés par le décret ne doivent pas être réduits après son entrés en virueur.

X. Le nouveau décret abrogera le décret numéro 1764 du 2 septembre 1938 et tous ses amendements, sans toutefois effectuer les droits acquis et les intérêts en cours.

XI. Lors de la ratification de la présente convention, le comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par la présente convention, demeure en fonction et surveille la mise à exécution de la présente convention jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité en vertu dudit décret antérieur.

XII. *Durée de la convention:* La convention entrera en vigueur le jour de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* du décret l'ayant approuvée et demeurera en force jusqu'au 10 septembre 1954. Elle se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 10 septembre de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail.
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 avril 1954. 36989-o

For all practical purposes, all repairs entailing a cost, including wages and materials, of not more than $250.00 are considered as minor repairs.

However, new construction or reconstruction or reinstallation of part of a building or group of buildings used as manufacturing or industrial establishment shall not be considered as maintenance work.

b) Maintenance men in public or office buildings, in apartment houses and residences of all kinds, hotels, manufacturing and commercial establishments, shall receive the following minimum wages:

	Per week
Journeymen (skilled workers)	
Zone I	$45.00
Zone II	35.00
Labourer (common workers)	
Zone I	35.00
Zone II	30.00

c) The weekly maximum duration of labour for maintenance men shall be forty-eight (48) hours, without daily limitation.

d) Overtime worked by maintenance men shall be paid according to the hourly rate determined for each trade in the wage scale contained in Section III.

IX. Wages actually paid to the employees governed by the decree which are higher than those hereby determined shall not be reduced after its coming into force.

X. The new decree shall repeal decree number 1764 of September 2, 1938, and all its amendments, but shall not effect vested and current interests.

XI. At the time of the coming into force of the present arreement, the existing Parity Committee, formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present agreement remains in office and administers the present agreement until the formation of a new committee. The new committee shall succeed the former one and be vested with all the assets and rights of the said former committee; it shall also assume all the liabilities of the former committee, under the previous decree.

XII. *Duration of the Agreement:* The agreement shall come into force on the date of publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving same and shall so remain until September 10, 1954. It shall thereafter renew itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other party in writing to the contrary whithin the period extending from the sixtieth to the thirtieth day before the 10th of September of each year. Such a notice shall also be forewarded to the Minister of Lakour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 17, 1954. 36989-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 44 du 14 janvier 1954, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certains amendements audit décret. On demande:

1° Que l'article II soit modifié en remplaçant, dans la troisième ligne, les mots: "lorsque ce dernier jour", par les mots: "lorsque le Premier de l'An".

2° Que le paragraphe "*a*" de l'article 24 soit abrogé et remplacé par le suivant:

"24° *Heures de travail: a*) La durée hebdomadaire du travail est de quarante-huit (48) heures réparties ainsi:

Les lundi, mardi, jeudi, vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Le mercredi: de 8.00 a.m. à midi, à l'exception des semaines comptant un jour de fête chômée mentionné à l'article II, et à l'exception du mercredi de la Semaine Sainte où, dans les deux cas, la durée du travail est prolongée à 6.00 p.m."

3° Que l'article 28 soit abrogé et remplacé par le suivant:

"28° *Heures de travail:* La durée hebdomadaire du travail est de cinquante-sept (57) heures réparties ainsi:

Le lundi: de 8.00 a.m. à midi;

Les mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Les vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m."

4° Qu'une nouvelle zone X soit ajouté à la section "A" comme suit:

"Zone X

58-A. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret, décrite comme zone X est la suivante: St-Angèle, Mont-Joli, Price, Métis, Les Boules, Baie des Sables, St-Ulric, Matane et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

58-B. *Heures de travail: a*) La durée hebdomadaire du travail est de cinquante-sept (57) heures réparties ainsi:

Les lundi, mardi et jeudi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;

Le mercredi: de 8.00 a.m. à midi;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Les samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 10.00 p.m.

b) Cependant, les trois jours précédant les fêtes de Noel et du Premier de l'An, les heures de travail peuvent se terminer à 11.00 p.m., la durée hebdomadaire du travail étant ainsi augmentée d'autant.

58-C. *Salaires minima: a*) Le salaire minimum d'un employé régulier est de $30.00 par semaine, plus une commission de 50% des recettes de son travail dépassant $40.00 par semaine.

Lorsque ce salarié n'effectue pas sa semaine complète de travail, la commission à laquelle il a droit est basée sur ses recettes excédant de $10.00 son salaire gagné.

b) Le salaire du remplaçant est de $6.00 par jour, plus une commission de 60% des recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the region of Quebec, rendered obligatory by the decree No. 44 of January 14, 1954, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council same amendments to the said decree. It is requested:

1° That section 11 be amended by replacing the works "when it does not fall on a" in the third line, with the words "when New Year's Day does not fall on a".

2° That subsection "*a*" of section 24 be deleted and the following substituted therefor:

"24. *Hours of work: a*) The weekly duration of work consists of forty-eight (48) hours distributed as follows:

Monday, Tuesday, Thursday, Friday, Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

Wednesday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon), excepting weeks in which falls one of the holidays mentioned in section 11, and excepting Wednesday of the Holy Week where, in both cases, the duration of work is extented until 6.00 p.m."

3° That section 28 be deleted and the following substituted therefor:

"28. *Hours of work:* The weekly duration of work consists of fifty-seven (57) hours distributed as follows:

Monday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;

Friday, Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 8.00 p.m."

4° That a new zone (zone X) be added to part "*a*", as follows:

"Zone X

58-A. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree, described as zone X, shall be as follows: St. Angele, Mont-Joli, Price, Metis, Les Boules, Baie des Sables, St. Ulric, Matane and a radius of five (5) miles from their limits.

58-B. *Hours of work: a*) The weekly duration of work consists of fifty-seven (57) hours distributed as follows:

Monday, Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;

Wednesday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);

Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

Saturday and holiday eves: 8.00 a.m. to 10.00 p.m.

b) However, on the three days preceding Christmas and New Year's Day, the hours of work may cease at 11.00 p.m. only, the weekly duration of work being increased accordingly.

58-C. *Mininum wages: a*) The minimum wages of a regular employee shall be $30.00 per week, plus a 50% commission on all receipts of his work exceeding $40.00 per week.

When such employee does not work the complete work week, his commission is based on his receipts exceeding by $10.00 the wages earned.

b) The wages of the substituted shall be $6.00 per day plus a 60% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

c) Le salaire de l'employé temporaire est de $6.00 par jour, plus une commission de 60% des recettes de son travail dépassant le double de son salaire gagné.

58-D. *Prix minima des services:* Les employeurs les artisans et les salariés doivent charger à la clientèle les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

Coupe de cheveux pour adultes:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	$0.60
Samedi et veilles de fêtes chômées	0.65
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:	
Lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi	0.40
Samedi et veilles de fêtes chômées	0.50
Coupe de cheveux en brosse ou aux ciseaux	0.75
Coupe de cheveux en brosse pour enfants au-dessous de 14 ans	0.50
Coupe de la barbe	0.35
Massage	0.75
Shampooing	0.50
Flambage des cheveux	0.35
Lotion	0.35
Tonique	0.35
Aiguisage de rasoir	0.50

5° Qu'une nouvelle zone X soit ajouté à la section "B" comme suit:

97-A. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret, décrite comme zone X est la suivante: St-Angèle, Mont-Joli, Price, Métis, Les Boules, Baie des Sables, St-Ulric, Matane et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

97-B. *Heures de travail: a)* La durée hebdomadaire du travail est de soixante et une (61) heures réparties de la façon suivante, sous réserve de la prescription particulière ci-après mentionnée:

Les lundi, mardi, mercredi, vendredi et samedi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;

Les jeudi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

b) Durant les mois de mai, juin et juillet, le travail peut se continuer jusqu'à 9.00 p.m., le mercredi soir.

97-C. *Salaires minima: a)* Le salaire minimum d'un employé régulier est de $15.00 par semaine.

b) Le salaire du remplaçant est de $3.00 par jour.

c) Le salaire de l'employé temporaire est de $3.00 par jour.

97-D. *Prix minima des services:* Les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger à la clientèle les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

Coupe de cheveux pour adultes	$0.75
Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans	0.50
Flambage des cheveux	0.50
Indéfrisable "à froid", sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation à l'eau	8.00
Indéfrisable "chimique", sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation à l'eau	5.00
Indéfrisable "ordinaire", sans charge additionnelle pour la coupe de cheveux, le shampooing et l'ondulation à l'eau	5.00
Mèche individuelle	0.25
Teinture des cheveux	5.00
Décoloration	3.00
Rinçage	0.25
Ondulation à l'eau	0.75
Ondulation Komol	1.00
Ondulation Marcel	1.00

c) The wages of the temporary employee shall be $6.00 per day plus a 60% commission on the receipts of his work exceeding double the wages earned.

58-D. *Minimum prices of services:* Employers, artisans and employees shall charge to customers the following minimum prices for the services hereunder enumerated:

Haircut, adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, and Friday	0.60
Saturday and holiday eves	0.65
Haircut, children under 14 years of age:	
Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday	0.40
Saturday and holiday eves	0.50
Brushcut or scissors haircut	0.75
Brushcut, children under 14 years of age	0.50
Shave	0.35
Massage	0.75
Shampoo	0.50
Singeing of the hair	0.35
Lotion	0.35
Tonic	0.35
Razor setting	0.50

5° That a new zone (zone X) be added to part "B" as follows:

97-A. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree, described as zone X, shall be as follows: St. Angèle, Mont-Joli, Price, Métis, Les Boules, Baie des Sables, St. Ulric, Matane and a radius of five (5) miles from their limits.

97-B. *Hours of work: a)* The weekly duration of work consists of sixty-one (61) hours distributed as follows, except for the special provision hereunder mentioned:

Monday, Tuesday, Wednesday, Friday and Saturday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;

Thursday and holiday eves: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

b) During the months of May, June and July, the duration of work may be extended until 9.00 p.m. on Wednesday evening.

97-C. *Minimum wages: a)* The minimum wages of a regular employee shall be $15.00 per week.

b) The wages of the substitute shall be $3.00 per day.

c) The wages of the temporary employee shall be $3.00 per day.

97-D. *Minimum prices of services:* Employers, artisans and employees shall charge to customers the following minimum prices for the services hereunder enumerated:

Haircut, adults	0.75
Haircut, children under 14 years of age	0.50
Singeing of the hair	0.50
Cold wave, including haircut, shampoo and water wave	8.00
Permanent wave, chemical process, including haircut, shampoo and water wave	5.00
Permanent wave (ordinary), including haircut, shampoox and water wave	5.00
Single curls	0.25
Dyeing of the hair	5.00
Bleaching	3.00
Rinse	0.25
Water wave	0.75
Komol wave	1.00
Marcel wave	1.00

Shampooing	0.75
Bouclage (mise en plis sans machine)	0.60
Repeignage des cheveux	0.50
Manucure	0.75
Massage facial	1.00
Traitement du cuir chevelu	1.00
Friction avec lotion	0.50
Laque	0.25

6° Que le paragraphe "*e*" de l'article 99 soit modifié en remplaçant les mots: "Cependant, dans les zones III, IV, V, VI, VII, VIII, IX", par les mots: "Cependant, dans les zones III, IV, V, VI, VII, VIII, IX et X".

7° Que le sous-titre "Zones III, IV, V, VI, VII, VIII et IX", apparaissant dans l'article 105-*b* soit remplacé par: "Zones III, IV, V, VI, VII, VIII, IX et X".

8° Que le paragraphe "*d*" de l'article 105 soit modifié en remplaçant les mots: "Toutefois, dans les zones III, IV, V, VI, VII, VIII et IX", par les mots: "Toutefois, dans les zones III, IV, V, VI, VII, VIII, IX et X".

9° Que le sous-titre "Zones III, IV, V, VI, VII et IX" apparaïssant dans le paragraphe "*e*" de l'article 105, soit remplacé par: "Zones III, IV, V, VI, VII, IX et X".

10° Que le paragraphe "*f*" de l'article 105 soit modifié en remplaçant les mots: "Toutefois, dans les zones III, IV, V, VI, VII et IX", par les mots: "Toutefois, dans les zones III, IV, V, VI, IX et X".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 avril 1954. 36989-o

Shampoo	0.75
Curling finger wave)	0.60
Recombing of the hair	0.50
Manicure	0.75
Facial	1.00
Scalp treatment	1.00
Rubbing with lotion	0.50
Lacquer	0.25

6° That subsection "*a*" of section 99 be amended by replacing the words: "However, in zones III, IV, V, VI, VII, VIII and IX" with the works: "However, in zones III, IV, V, VI, VII, VIII, IX and X".

7° That the following heading: "Zones III, IV, V, VI, VII, VII and IX", appearing in subsection *b*) of section 105, be replaced by: "Zones III, IV, V, VI, VII, VIII, IX and X".

8° That subsection "*d*" of section 105 be amended by replacing the words: "However, in zones III, IV, V, VI, VII, VIII and IX" with the words: "However, in zones III, IV, V, VI, VII, VIII, IX and X".

9° That the following heading: "Zones III, IV, VI, VII and IX" appearing in subsection "*e*" of section 105, be replaced by: "Zones III, IV, V, VI, VII, IX and X".

10° That subsection "*f*" of section 105 be amended by replacing the words: "However, in zones III, IV, V, VI, VII and IX" with the words: "However, in zones III, IV, V, VI, VII, IX and X".

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 17, 1954. 36989-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil une modification à tous et chacun des décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province, à l'effet de remplacer la clause d'exemption en faveur des travaux de voirie exécutés pour le compte des divers départements du Gouvernement Provincial, apparaissant dans chacun desdits décrets, par les nouvelles dispositions suivantes:

"Les travaux de voirie, comprenant les routes et les ponts, exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des départements du Gouvernement Provincial, sont assujettis à la Cédule des Justes Salaires, en exécution de l'arrêté en conseil numéro 800 du 24 avril 1929 et ses amendements et ne sont pas régis par le présent décret."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 17 avril 1954. 36989-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure established under section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council recommend the approval of an amendment to each and every one of the decrees governing the construction industry and trades in the province, for the purpose of replacing the exemption clause in favour of road works executed for various Departments of the Provincial Government, which appears in everyone of the said decrees, by the following new provisions:

"Roads works, including roads and bridges, carried out for any Department of the Provincial Government are subject to the Fair Wage Schedule, in pursuance of Order in Council No. 800 of April 24, 1929, as amended, and are not regulated by the present decree."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, April 17, 1954. 36989-o

Examens des Agronomes — Agronomists Examinations

La Corporation des Agronomes de la province de Québec

Tableau des inscriptions pour l'admission à l'exercice de la profession agronomique

Table of entries for admission to the practice of the Profession of Agronomist

Noms et prénoms — Names and surnames	Age	Domicile	Institutions
Benoit, Paul	22	Montréal	Institut Agricole d'Oka.
Cantin, Paul-Eugène	25	St-Jean-Chrysostôme	Ecole Supérieur d'Agriculture de Ste-Anne-de-la-Pocatière.
Demers, Jacques	27	Val d'Espoir	Institut Agricole d'Oka.
Douville, Jacques	24	Montréal	Institut Agricole d'Oka.
Gauthier, Maurice	27	Ottawa	Institut Agricole d'Oka.
Langlois, Fabien	23	Saint-Jean, P. Q.	Institut Agricole d'Oka.
Lapalme, Albert	25	St-Lin-des-Laurentides	Institut Agricole d'Oka.
L'Ecuyer, Paul	23	Dragon, P. Q.	Institut Agricole d'Oka.
Mailloux, Marcel	22	Rivière-du-Loup	Institut Agricole d'Oka.
Moreau, Gilbert	21	Champlain	Institut Agricole d'Oka.
Nolin, Guy	28	Montréal	Institut Agricole d'Oka.
Paquin, Fernand-L.	35	Montréal	Université du Manitoba.
Rémillard, Denis	24	Saint-Philippe	Institut Agricole d'Oka.
Richer, Simon	24	Montréal	Institut Agricole d'Oka.

Montréal, le 1er avril 1954
Le Secrétaire-trésorier
de la Corporation des Agronomes
de la Province de Québec.
37021-16-2-o RENÉ MONETTE.

Montreal, April 1, 1954.
RENE MONETTE,
Secretary-Treasurer
of La Corporation des Agronomes
de la Province de Québec.

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 10864-54)

Fédération des Collèges Classiques

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du deux avril 1954, à la "Fédération des Instituteurs d'Enseignements Classique de la Province de Québec", constituée en corporation en vertu de la troisième partie de ladite loi, par lettses patentes en date du 13 juin 1953, changeant son nom en celui de "Fédération des Collèges Classiques".

Daté du bureau du Procureur général le deux avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
36988-o L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

(A.G. 10864-54)

Fédération des Collèges Classiques

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies' Act, Supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April 1954, to "Fédération des Instituteurs d'Enseignement Classique de la Province de Québec", incorporated under Part III of the said Act, by letters patent dated June 13, 1953, changing its name to that of "Fédération des Collèges Classiques".

Dated at the office of the Attorney General, the second day of April 1954.

L. DÉSILETS,
36988 Deputy Attorney General.

Sièges sociaux

AVIS OFFICIEL

Le Conseil Buckingham, N° 2056, des Chevaliers de Colomb de Buckingham, P.Q., donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

Grand Chevalier,
JOS JOBIN.
Secrétaire Archiviste,
36997-o GASTON LANTHIER.

Head Offices

OFFICIAL NOTICE

The "Council Buckingham, No. 2056 of the Knights of Columbus", of Buckingham, P.Q., gives notice that its head office is at the address hereinabove shown and that it will avail itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, Sect. 2a) as from April 22, 1953.

JOS JOBIN,
Grand Knight.
GASTON LANTHIER,
36997 Secretary Recorder.

AVIS OFFICIEL

Le "Conseil Cowansville, N° 2821 des Chevaliers de Colomb", de Cowansville, P.Q., donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

Grand Chevalier,
GÉRARD LEFEBVRE.
Secrétaire Archiviste.
36998-o PAUL RAJOTTE.

AVIS OFFICIEL

Le "Conseil Forestville, N° 3117, des Chevaliers de Colomb", de Forestville, P.Q., donne avis par les présentes qu'il possède son siège social à l'adresse ci-dessus indiquée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, art. 2a) à partir du 22 avril 1953.

(Sceau), Grand Chevalier,
JEAN LEDUC.
Secrétaire Archiviste.
36999-o ROBERT BÉGIN.

Rex Securities Ltd

Avis est donné que la compagnie "Rex Securities Ltd", constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 février 1954, et ayant le principal siège de ses affaires à Montréal, Province de Québec, a établi son bureau à 265 ouest, rue Graig, Montréal, P.Q.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 1er mars, 1954.

(Sceau) La Secrétaire-Trésorière,
37000-o ANDRÉE BOURDON.

OFFICIAL NOTICE

The "Council Cowansville, No. 2821, of the Knights of Columbus", of Cowansville, P.Q., hereby gives notice that its office is at the address hereinabove shown and that it will avail itsel of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, ch. 134, Sect. 2a) as from April 22, 1953.

GÉRARD LEFEBVRE,
Grand Knight.
PAUL RAJOTTE,
36998 Secretary Recorder.

OFFICIAL NOTICE

The "Council Forestville No. 3117 of the Knights of Columbus, of Forestville," P.Q., hereby gives notice that its corporate seat is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, Chap. 134, Sec. 2a) as from April 22, 1953.

(Seal) JEAN LEDUC,
Grand Knight.
ROBERT BÉGIN,
36999 Recording Secretary.

Rex Securities Ltd

Notice is hereby given that "Rex Securities Ltd.", company incorporated by letters patent on the 26th of February, 1954, and having its chief place of business in Montreal, Province of Quebec, has established its office at 265 Craig Street West, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, March 1st, 1954.

(Seal) ANDRÉE BOURDON,
37000-o Secretary-Treasurer.

Soumissions

AVIS PUBLIC

La Cité de Québec

Le Greffier de la Cité recevra d'aujourd'hui au 21 avril 1954 à 10 heures a.m. (heure solaire) des soumissions cachetées pour l'achat d'obligations de la Cité de Québec, pour un montant global de $2,061,000.00 datées du 1er avril 1954, remboursables par séries pendant une période de vingt ans, et suivant le règlement numéro 929 de ladite cité.

Pour plus amples renseignements et formules de soumission, s'adresser au Trésorier de la Cité.

Daté à Québec, ce 9ème jour d'avril 1954.

(Sceau) Le Greffier de la cité,
37001-o F.-X. CHOUINARD.

CORRECTION

Les Commissaires d'Écoles Protestantes de la Municipalité de Laurentia (Comté de Terrebonne)

Prière de noter que pour fins d'adjudication seulement le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mai 1954.

37003-o

Tenders

PUBLIC NOTICE

City of Quebec

The Clerk of the City shall receive, starting from today until April 21, 1954, at 10 o'clock a.m. (Standard Time) sealed tenders for the purchase of bonds for the City of Quebec, for a global amount of $2,061,000.00, dated from April 1st, 1954, redeemable serially during a period of twenty years, and according to By-Law number 929 of the said City.

For further information and blank tender forms, apply to the city Treasurer.

Dated at Quebec, this 9th day of April, 1954.

(Seal) F.-X. CHOUINARD,
37001 City Clerk.

CORRECTION

The Protestant School Commissioners for The Municipality of Laurentia (County of Terrebonne)

Please note that for the purposes of awarding the issue only, computation of interest will be made as from May 1st, 1954.

37003-o

Province de Québec

PAROISSE DE STE-ODILE-SUR-RIMOUSKI
(Comté de Rimouski)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions, cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Georges Turcotte, secrétaire-trésorier, R. R. No. 1, Rimouski, Comté Rimouski, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 3 mai 1954, pour l'achat de $135,000.00 d'obligations de la paroisse de Ste-Odile-sur-Rimouski, comté de Rimouski, datées du 1er mai 1954 et remboursables par séries du 1er mai 1955 au 1er mai 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Règlement d'emprunt No. 31 — Construction d'un système d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1954.

Tableau d'amortissement — $135.000.00 — 15 ans.

Année	*Capital*
1er mai 1955	$ 2,000.00
1er mai 1956	2,000.00
1er mai 1957	2,000.00
1er mai 1958	2,500.00
1er mai 1959	2,500.00
1er mai 1960	2,500.00
1er mai 1961	2,500.00
1er mai 1962	3,000.00
1er mai 1963	3,000.00
1er mai 1964	3,000.00
1er mai 1965	3,000.00
1er mai 1966	3,500.00
1er mai 1967	3,500.00
1er mai 1968	4,000.00
1er mai 1969	96,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rimouski.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Rimouski.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 3 mai, 1954 à 8 heures p.m., en la salle paroissiale, Ste-Odile-sur-Rimouski, comté de Rimouski.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Odile-sur-Rimouski, (Comté de Rimouski), ce 10 avril 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES TURCOTTE,

R. R. 1, Rimouski,
(Comté Rimouski), P. Q. 37005-o

Province of Quebec

PARISH OF STE-ODILE-SUR-RIMOUSKI
(County of Rimouski)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Georges Turcotte, secretary-treasurer, R. R. No. 1, Rimouski, County of Rimouski, until 8 o'clock p.m., Monday May 3, 1954, for the purchase of an issue of $135,000.00 of bonds of the parish of Ste-Odile-sur-Rimouski, county of Rimouski, dated May 1st, 1954 and redeemable serially from May 1st, 1955 to May 1st, 1969 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

By-Law No. 31 — Installation of a water system.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated from June 1st, 1954.

Table of redemption — $135,000.00 — 15 years.

Year	*Capital*
May 1st, 1955	$ 2,000.00
May 1st, 1956	2,000.00
May 1st, 1957	2,000.00
May 1st, 1958	2,500.00
May 1st, 1959	2,500.00
May 1st, 1960	2,500.00
May 1st, 1961	2,500.00
May 1st, 1962	3,000.00
May 1st, 1963	3,000.00
May 1st, 1964	3,000.00
May 1st, 1965	3,000.00
May 1st, 1966	3,500.00
May 1st, 1967	3,500.00
May 1st, 1968	4,000.00
May 1st, 1969	96,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Rimouski.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Rimouski.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, 3 may, 1954, at 8 o'clock p.m., at the parochial hall, Ste-Odile-sur-Rimouski.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Odile-sur-Rimouski, (County of Rimouski), April 10, 1954.

GEORGES TURCOTTE,

R. R. No. 1, Rimouski,
(County of Rimouski), P. Q. 37005

Province de Québec

LES COMMISSIONNAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE GRANDE-BAIE
(Comté de Chicoutimi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Fernand Fortin, secrétaire-trésorier, C.P. 97, rue Alexis Simard, Grande-Baie (Chicoutimi), jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi, le 3 mai 1954, pour l'achat de $170,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Grande-Baie, Cté Chicoutimi, datées du 1er avril 1954 et remboursables par séries du 1er avril 1955 au 1er avril 1974 inclusivement, avec intérêts à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payble semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Résolution d'emprunt en date du 20 février 1954 Annexe au couvent.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1954.

Tableau d'amortissement — $170,000.00 — 20 ans

Année		*Capital*
1er avril 1955	x	$11,500.00
1er avril 1956	x	12,000.00
1er avril 1957	x	12,500.00
1er avril 1958	x	13,500.00
1er avril 1959	x	14,000.00
1er avril 1960	x	14,500.00
1er avril 1961	x	15,500.00
1er avril 1962	x	16,000.00
1er avril 1963		4,000.00
1er avril 1964		4,000.00
1er avril 1965		4,000.00
1er avril 1966		4,500.00
1er avril 1967		4,500.00
1er avril 1968		5,000.00
1er avril 1969		5,000.00
1er avril 1970		5,500.00
1er avril 1971		5,500.00
1er avril 1972		6,000.00
1er avril 1973		6,000.00
1er avril 1974		6,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $105,075, accordé par le Secrétaire de la province et payable en huit versements dont un de $13,134.41 et sept de $13,134.37 chacun, de 1955 à 1962 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Grande-Baie, comté de Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF GRANDE-BAIE
(County of Chicoutimi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Fernand Fortin, Secretary-Treasurer, P.O.B. 97, Alexis-Simard, Street, Grande Baie (Chicoutimi) until 7.30 o'clock p.m. Monday, May 3, 1954, for the purchase of an issue of $170,000 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the village of Grande-Baie, County Chicoutimi, dated April 1st, 1954, and redeemable serially from April 1st, 1955, to April 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year.

The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan Resolution dated February 20, 1954 Annex to the Convent.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated from June 1st, 1954.

Table of Redemption — $170.00 — 20 years

Year		*Capital*
April 1st, 1955	x	$11,500.00
April 1st, 1956	x	12,000.00
April 1st, 1957	x	12,500.00
April 1st, 1958	x	13,500.00
April 1st, 1959	x	14,000.00
April 1st, 1960	x	14,500.00
April 1st, 1961	x	15,500.00
April 1st, 1962	x	16,000.00
April 1st, 1963		4,000.00
April 1st, 1964		4,000.00
April 1st, 1965		4,000.00
April 1st, 1966		4,500.00
April 1st, 1967		4,500.00
April 1st, 1968		5,000.00
April 1st, 1969		5,000.00
April 1st, 1970		5,500.00
April 1st, 1971		5,500.00
April 1st, 1972		6,000.00
April 1st, 1973		6,000.00
April 1st, 1974		6,500.00

The letters x indicated the years during which annual payments of a total amount of $105,075 granted by the Provincial Secretary and payable in eight instalments of $13,134.41 for one instalment and seven instalments of $13,134.37 each applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued-interest if any, by certified cheque payable at par at Grande-Baie, county of Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 3 mai 1954, à 7.30 heures p.m., dans la salle du couvent, Grande-Baie, comté de Chicoutimi.

Les commissaires d'écoles se réserveront le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Grande-Baie, (Comté de Chicoutimi), ce 10 avril 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
FERNAND FORTIN.

C.P. 97, Rue Alexis Simard,
Grande-Baie, (Cté Chicoutimi), P.Q. 37004-o

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, May 3, 1954, at 7.30 o'clock p.m., at Convent Hall, Grande-Baie, County of Chicoutimi.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Grande-Baie, (County of Chicoutimi), April 10, 1954.

FERNAND FORTIN,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 97, Alexis Simard Street,
Grande-Baie, (County of Chicoutimi), P.Q. 37004

Ventes d'effets non réclamés

AVIS DE VENTE

Avis est, par les présentes donné que tous les effets reçus avant le sixième jour de mai 1953 et non réclamés aux bureaux de la "Canadian Pacific Express Company", à divers endroits des provinces du Nouveau Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur à 128 rue King est, Toronto, Ont., à onze heures du matin, le sixième jour de mai 1954, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Québec, 25 février 1954.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le Surintendant,
36798-11-6 G. E. BEGLEY.

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de mai 1953, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway, Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue St-Jacques, ouest, Montréal, à dix heures de l'avant-midi, mercredi, le 19 mai 1954, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 30 mars 1954.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY
Le Gérant du Service des Postes & Bagages,
36925-14-6-o J. E. TWEEDY.

Sales of Unclaimed Baggage

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that all goods received previous to the sixth day of May, 1953, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneers, at 128 King Street East, Toronto, Ont, at eleven o'clock in the forenoon on the sixth day of May, 1954, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., February 25th, 1954.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
G. E. BEGLY,
36798-11-6-o Superintendent.

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of May 1953, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, May 19th, 1954, under the authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that and all charges paid thereon.

Montreal, March 30th, 1954.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY
per: J. E. TWEEDY,
36925-14-6-o Manager, Mail and Baggage traffic

Vente — Loi de faillite

Province de Québec, district de St-François, Bedford, Cour Supérieure, N° 1374. "en faillite" Dans l'affaire de la faillite de: ROLAND CABANA Granby, P.Q. cédant autorisé & CLAUDE PERRAS Syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant savoir:

Désignation: Un emplacement situé en la cité de Granby, sur le côté est de la rue Lansdowne, connu et désigné aux Plan et livre de Renvoi Officiels du cadastre pour le Canton, maintenant cité de Granby, comme étant le lot numéro deux (2) de la subdivision officielle du lot originaire numéro six cent dix (N° 610-2) avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Sale — Bankrupcy Act

Province of Quebec, District of St. Francis, Bedford, Superior Court, No. 1374 "Sitting in oBankruptcy". In the matter of the Bankruptcy of: ROLAND CABANA, Granby, P.Q., authorized assignor and CLAUDE PERRAS, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immoveable, to wit:

Designation: An emplacement situate in the city of Granby, on the East side of Lansdowne Street, known and designated on the official plan and in the book of reference of the Cadastre for the Township, now the city of Granby, as being lot number two (2) of the official subdivision of the original lot number six hundred and ten (No. 610-2) with all the buildings thereon erected.

Sera vendu à la porte de l'église paroissiale Sainte Famille, rue Principale, Granby, à ONZE heures, heure avancée de l'Est, MARDI le 18 MAI 1954.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par l'Honorable Juge Wm Mitchell à Sherbrooke, le 15 mars 1954, et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner l'effet du décret forcé aux termes du Code de procédure civile.

Conditions: COMPTANT

En plus du prix d'acquisition l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:
Perras & Perras,
Syndics-Licenciés,
4 est, Notre-Dame,
Montréal, P.Q.

36960-15-2-o

Shall be sold at the parochial church door Sainte Famille, Principal Street, Granby, at ELEVEN o'clock, Eastern Daylight Saving Time, TUESDAY, the EIGHTEENTH day of MAY, 1954.

This sale is made by virtue of a judgment rendered by the Honourable Judge Em Mitchell at Sherbrooke, on March 15, 1954, and in accordance to the provisions 55 and following of the Bankruptcy Act 1949, so that this sal shall have the effect of a Sheriff's sale, according to the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: CASH.

Over and above the purchase price, the purchaser shall pay Government rights of 2½% in conformity with the Law.

For other information and list of charges, apply to the undersigned.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of:
Perras & Perras,
Licensed Trustees,
4, Notre-Dame Street, East,
Montreal, P.Q.

36960-15-

Vente par licitation

District de Beauharnois — Cour Supérieure

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, le 6 avril 1954, dans une cause dans laquelle Rose Alba Morand, fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal, est demanderesse, et Marie Anne Morand, épouse commune en biens de Edmond Simard, de Valin, district de Chicoutimi, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse, Wilbrod Morand, gentilhomme, des cité et district de Montréal, et Marie Jeanne Morand, veuve de Édouard Cusson, des cité et district de Montréal, sont les défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: "Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Stanislas de Kostka, dans le comté de Beauharnois, sous le numéro cent cinquante-quatre (154)". L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-SEPTIEME jour de MAI 1954, à ONZE heures de l'avant-midi, au bureau du Protonotaire de ladite Cour, au Palais de Justice, à Salaberry de Valleyfield, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour, et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Salaberry de Valleyfield, le 7 avril 1954.

Les Procureurs de la demanderesse,
COSSETTE & COSSETTE.

36983-15-2-o

Sale by Licitation

District of Beauharnois — Superior Court

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that by virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Salaberry de Valleyfield, in the district of Beauharnois, April 6, 1954, in a case in which Rose Alba Morand, spinster and in use of her rights, of the city and district of Montreal, is Plaintiff, and Marie Anne Morand, wife common as to property of Edmond Simard, of Valin, district of Chicoutimi and the latter, personally, as authorizing his wife, Wilbrod Morand, gentleman, of the city and district of Montreal, and Marie Jeanne Morand, widow of Édouard Cusson, of the city and district of Montreal, are the defendants, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit: "A lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Stanislas of Kostka, in the county of Beauharnois, under number one hundred and fifty-four (154)". The immoveable hereinabove designated shall be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on SEVENTEENTH day of MAY, 1954, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the office of the Prothonotary of the said Court, at the Court House, at Salaberry of Valleyfield, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw from the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays herein stated, they will be foreclosed from so doing.

Salaberry de Valleyfield, April 7, 1954.

COSSETTE & COSSETTE,
Attorneys for the defendant.

36983-15-2

Ventes pour taxes

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE RIVIÈRE-DU-LOUP

Aux contribuables de la susdite municipalité

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Paul-E. Roy, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité du comté de Rivière-du-Loup, que JEUDI, le DIXIEME jour de JUIN mil neuf cent cinquante-quatre, à DIX heures de l'avant-midi, au chef-lieu du comté, à l'Hôtel-de-Ville de Rivière-du-Loup, en la cité de Rivière-du-Loup, seront vendus à l'enchère publique les immeubles ci-après désignés pour non paiement des taxes municipales, scolaires, frais et charges dûs sur chacun de ces immeubles, à moins que lesdits taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés avec les frais encourus avant la vente, savoir:

Sales for Taxes

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF RIVIÈRE-DU-LOUP

To the ratepayers of the above municipality

Notice is hereby given by the undersigned, Paul E. Roy, Secretary-treasurer of the above said municipality of the county of Rivière-du-Loup, that THURSDAY, the TENTH day of JUNE, one thousand nine hundred and fifty-four, at TEN o'clock in the forenoon, at the County-seat, at the City Hall of Rivière-du-Loup, in the city of Rivière-du-Loup, shall be sold at public auction, the immovables hereinafter designated for the non-payment of municipal, and school taxes, expenses and charges due on each of these immovables, unless the said taxes, expenses and charges be previously paid and acquitted with the costs incurred before the sale, to wit:

Municipalité de Raudot (Ste-Rita) — Municipality of Raudot (Ste-Rita)

Nom du propriétaire — Name of proprietor	Occupation	Adresse — Address	No des lots — No. of lots	Rang — Range	Taxes munic. — Munic. taxes	Taxes scol. — School taxes	Frais — Costs	Total
René Roussel	Cult.-Farmer	St-Jean-de-	P. 40 O.-W.	1	$ 3.78	$22.08	$ 4.78	$30.64
René Roussel	"	Dieu.	P. 41 E.	1	5.67	31.31	4.78	41.76
Louis Desjardins	"	Ste-Rita	26	3	1.98	27.59	4.69	34.26
Louis Desjardins	"	"	27	3	5.13	71.72	4.69	81.54
Louis Desjardins	"	"	3	7	0.79	27.21	4.69	32.69

Municipalité de Notre-Dame-du-Portage — Municipality of Notre-Dame-du-Portage

Succ.-Est. Xavier Lévesque.		Ch. du Lac.	189-190	Ch. du Lac.	2.23	8.93	7.20	18.36

Municipalité de St-Antonin — Municipality of St-Antonin

Léon Michaud	Cult.-Farmer	St-Antonin	273	5	4.17	6.29	5.25	15.71
Léon Michaud	"	"	262	5	14.12	16.14	5.25	35.51

Donné à St-Arsène, ce douzième jour d'avril mil neuf cent cinquante-quatre.

Le Secrétaire-trésorier
de la Corporation municipale
du comté de Rivière-du-Loup,
PAUL E. ROY.

37024-16-2-0

Given at St-Arsène, this twelfth day of April, on thousand nine hundred and fifty-four.

PAUL E. ROY,
Secretary-Treasurer
of the Municipal Corporation
of the County of Rivière-du-Loup.

37024-16-2

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE MÉGANTIC

Avis est par le présent donné par Edouard Houde, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans le village d'Inverness, au lieu où le conseil de comté tient ses sessions, MERCREDI le NEUF JUIN 1954, à DIX heures du matin, tel que fixé par règlement, à défaut de paiement des taxes auxquells ils sont affectés et des frais courus.

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF MEGANTIC

Public notice is hereby given by Édouard Houde, secretary-treasurer, that the under mentioned lands will be sold at public auction, in the village of Inverness, at the place where the county council holds its sittings, on WEDNESDAY the NINTH of JUNE 1954, at TEN o'clock a.m. as enacted by a by-law in default of payment of taxe due thereon and costs incured.

Municipalités — Municipalities	Cantons — Townships	Appartenant à — Owning by	Rang — Ranges	Lots	Etend. — Surf.	Taxes
Irlande S.	Irlande	Florent Veilleux	3	174	50 ac.	$ 40.76
Irlande S.	Irlande	Florent Veilleux	3	P-131	1 ac.	59.99
Plessisville par.	Somerset-S.	Louis Arton	5	P-E-17		55.13
Plessisville par.	Somerset-S.	Lionel Champagne	5	P-E-18		52.65
Plessisville par.	Somerset-S.	Henri Daigle	6	P-E-18		43.83
Plessisville par.	Somerset-S.	Arthur Pellerin	Gore	P-A-E		32.73
Plessisville par.	Somerset-S.	Arthur Pellerin	Gore	P-A-O		58.42
Plessisville par.	Somerset-S.	Arthur Pellerin	7	20-B-1		46.70
Plessisville par.	Somerset-S.	P.-E. Perreault	5	P-O-18		42.03
Plessisville vil.	Plessisville	Raymond Doyle		4-A-1-16		2.50
Plessisville vil.	Plessisville	Wellie Vaillancourt		25		48.44
St-Ant. Pontbriand	Thetford	Arthur Roseberry	2	12-B	50 ac.	14.94
St-Ant. Pontbriand	Thetford	Arthur Roseberry	2	12-D	50 ac.	30.30
St-Ant. Pontbriand	Thetford	Inconnu-Unknown	5	16-B-1	50′ x 100′	6.07
St-Ant. Pontbriand	Thetford	Succ.-Est. Aremis Talbot.	5	16-B-2	50′ x 100′	6.07
St-Ant. Pontbriand	Thetford	Succ.-Est. Aremis Talbot.	5	16-B-3	50′ x 100′	6.07
St-Ant. Pontbriand	Thetford	Inconnu-Unknown	5	16-B-4	50′ x 100′	6.07
St-Ant. Pontbriand	Thetford	André Ouellet	5	16-B-6	50′ x 100′	13.43
St-Ant. Pontbriand	Thetford	Inconnu-Unknown	5	16-B-8	50′ x 100′	13.09
St-Ant. Pontbriand	Thetford	Inconnu-Unknown	5	16-B-10	50′ x 100′	13.08
St-Ant. Pontbriand	Thetford	Inconnu-Unknown	5	16-B-11	50′ x 100′	13.43
St-Ant. Pontbriand	Thetford	Inconnu-Unknown	5	16-B-12	50′ x 100′	13.43
St-Ant. Pontbriand	Thetford	Inconnu-Unknown	5	16-B-22	50′ x 100′	9.30
St-Ant. Pontbriand	Thetford	Inconnu-Unknown	5	16-B-23	50′ x 100′	9.01
St-Ant. Pontbriand	Thetford	Inconnu-Unknown	5	16-B-139	50′ x 95′	9.68
St-Ant. Pontbriand	Thetford	Inconnu-Unknown	5	16-B-140	50′ x 95′	9.61
St-Ant. Pontbriand	Thetford	Inconnu-Unknown	5	16-B-141	50′ x 95′	9.68
St-Ant. Pontbriand	Thetford	Inconnu-Unknown	5	16-B-142	50′ x 95′	9.61
St-Ant. Pontbriand	Thetford	Inconnu-Unknown	5	16-B-144	50′ x 95′	9.61
St-Ant. Pontbriand	Thetford	Inconnu-Unknown	5	16-B-150	50′ x 95′	9.61
St-Joseph Coleraine	Coleraine	Paul St-Hilaire	A	7		101.75
St-Joseph Coleraine	Coleraine	Euclide Paré	10	16		149.95
St-Joseph Coleraine	Coleraine	Mme Raou. Fréchette	7	103		25.60

Municipalité du canton d'Iverness

Une propriété située au canton d'Inverness, contenant 100 âcres en étendue, plus ou moins, connue au cadastre officiel du canton d'Inverness comme étant le lot 656, avec les bâtisses et avec un droit de passage de 36 pieds de largeur sur le lot 655 du même cadastre, selon les titres s'y rapportant. Connu comme appartenant à Rosario Grondin. Taxes dues: $199.53.

Une propriété située au canton d'Inverness, contenant 100 âcres en superficie, plus ou moins, connue au cadastre de ce canton, comme étant le lot 658, sans bâtisse. A distraire de ce lot un morceau de terrain étant un banc de gravier mesurant 200 pieds de largeur par 200 pieds de profondeur, situé au sud-ouest du chemin public traversant ce lot et vendu à Robert Graham, et dont le titre n'est pas encore fait. A distraire également les parties de ce lot vendues à Philippe Poudrier, le long de la rivière, et appartenant maintenant à The Shawinigan Water & Power Company, suivant les titres s'y rapportant. Connu comme appartenant à Rosario Grondin. Taxes dues: $37.32.

Municipality of the township of Inverness

A piece of land in the township of Inverness, containing 100 acres in surface, more or less, known at the official cadaster of the township of Inverness as being lot number 656, with buildings and with a right of way of 36 feet in width on lot 655 of the same cadaster, according to existing deeds. Known as belonging to Rosario Grondin. Taxes due: $199.53.

A piece of land in the township of Inverness, containing 100 acres in surface, more or less, known at the official cadaster of the township of Inverness, as being lot number 658, without building. Less a piece of land being a gravel pit of 200 feet by 200 feet, located at the south west of the public road going through that lot and sold to Robert Graham, which deed is not made yet, and less parts of the said lot sold to Philippe Poudrier, along the river, and now owned by the Shawinigan Water & Power Company according to the deeds. Known as belonging to Rosario Grondin. Taxes due: $37.32.

Municipalité de St-Jean-Brébeuf

La partie sud-ouest du lot 143, située dans le rang 3 du cadastre du canton d'Inverness, bornée au nord-est par la demi-nord-est du lot 143, au sud-est par le lot 141, au sud-ouest par le chemin public, cordon des rangs 2 et 3 et au nord-ouest par le lot 144, comprenant 115 âcres en superficie. Connu comme appartenant à Alfred Carrier. Taxes dues: $67.20

La partie sud-est du lot 82, située dans le 2ième rang du cadastre du canton d'Inverness, bornée au nord-est par le chemin public et le cordon entre les rangs 2 et 3, au sud-est par la moitié sud-est du lot 82, au sud-ouest par le cordon entre les rangs 1 et 2 et au nord-ouest par la moitié nord-ouest du lot 82, comprenant

Municipality of St-Jean-Brébeuf

The part of lot 143, located on range 3rd of the cadaster of the township of Inverness, bounded at the north-east by the north east half of lot 143, at the south east by lot 141, at the south west by the public road being the line between ranges 2 and 3, and at the north west by lot 144, containing 115 acres in surface. Known as belonging to Alfred Carrier. Taxes due: $67.20.

The south east part of lot 82, loated in the 2nd range of the township of Inverness, bounded at the north east by the public road and by the line between ranges 2 and 3, at the south east by the south east half of lot 82, at the south west by the line between ranges 1 and 2, and at the north west by the north west half of lot 82,

56 âcres en étendue. Connu comme appartenant à Alfred Carrier. Taxes dues: $30.80.

La demi sud-est du lot 660 situé sur le rang 12 du cadastre du canton d'Irlande d'une superficie de 100 âcres, borné au nord-est par les lots 12 et 13 du rang 1 du canton de Leeds, au sud-est par le lot 659, au sud-ouest par le lot 661 et au nord-ouest par le lot 662. Connu comme appartenant à Mme Alphonse Rouleau. Taxes dues: $92.71.

La demie sud-est du lot 661 du rang 12 du cadastre du canton d'Irlande, d'une superficie de 100 âcres, bornée au nord-ost par le lot 660, au sud-est par le lot 659, au sud-ouest par le chemin public et au nord-ouest par le lot 662. Connu comme appartenant à Mme Alphonse Rouleau. Taxes dues: $286.90.

La demie sud-est du lot 662 du rang 12 du cadastre du canton d'Irlande, bornée au nord-est par le lot 12 du rang 1 du canton de Leeds, au sud-est par les lots 660-661, au sud-ouest par le chemin public et au nord-ouest par la partie nord-ouest du lot 662, d'une superficie de 100 âcres. Connu comme appartenant à Mme Alphonse Rouleau. Taxes dues: $122.61.

Le lot 644 du rang 11 du cadastre du canton d'Irlande d'une superficie de 100 âcres, borné au nord-est par le chemin public, au sud-est par le lot 645, au sud-ouest par les lots 595-596-597 du rang 10 et au nord-ouest par le lot 643. Connu comme appartenant à Mme Alphonse Rouleau. Taxes dues: $53.15.

MUNICIPALITÉ DE ST-JOSEPH COLERAINE

Les 4/7 nord-ouest du lot 19 du rang 1 du canton de Coleraine. Connu comme appartenant à Adélard Lehoux. Taxes dues: $65.05.

La 1/2 nord-ouest du lot 22 du rang 1 du canton de Coleraine. Connu comme appartenant à Ludger Levesque. Taxes dues: $35.12.

La partie nord-ouest au nord du chemin de front du lot 24 du rang 1 de Coleraine. Connu comme appartenant à Roland Goudreau. Taxes dues: $117.00.

Les 3/4 du lot 23 nord-ouest, rang 1, canton Coleraine, connu comme appartenant à Adélard Lehoux. Taxes dues: $61.75.

MUNICIPALITÉ DE STE-SOPHIE

Une partie du numéro 837 du cadastre de la paroisse de Ste-Sophie dans le canton d'Halifax bornée au nord-ouest par le lot 838, au sud-est par le lot 836, au nord-est par le chemin du 10e rang, au sud-ouest par le chemin du 9e rang, d'une superficie totale de 71 âcres, à distraire sur la largeur du lot dans la partie sud-est 15 âcres étant la propriété d'Henry Giguère et laissant un résidu de 56 âcres. Connu comme appartenant à Omer Daigle. Taxes dues: $79.45.

MUNICIPALITÉ DE ST-JACQUES DE LEEDS

Un terrain d'environ 1/4 d'âcre, plus ou moins, borné au nord par le chemin Craig, à l'est par le Mine Road, au sud par la partie du lot 16-A, appartenant à M. Emilien Lessard et à l'ouest par M. Gaudias Sylvain. Ce terrain fait partie du lot 16-A du 9e rang du cadastre du canton de Leeds. Connu comme appartenant à Jean-Thomas Champagne. Taxes dues: $8.48.

MUNICIPALITÉ DE ST-ANTOINE PONTBRIAND

Une partie du lot 14-A du 2e rang du canton de Thetford, d'une étendue de 80 âcres, bornée

containing 56 acres in surface. Known as belonging to Alfred Carrier. Taxes due: $30.80.

The south east half of lot 660 located on range 12 of the cadaster of the township of Irland, containing 100 acres in surface, bounded at the north east by lots 12 and 13 of range 1 of the township of Leeds, at the south east by lot 659, at the wouth west by lot 661 and at the north west by lot 662. Known as belonging to Mrs Alphonse Rouleau. Taxes due: $92.71.

The south east part of lot 661 of range 12th of the cadaster of the township of Ireland, of 100 acres in surface, bounded at north east by lot 660, at the south east by lot 659, at the south west by the public road and at the north west by lot 662. Known as belonging to Mme Alphonse Rouleau. Taxes due: $286.90.

The south east part of lot 662 of the 12th range of the cadaster of the township of Ireland, bounded at the north east by lot 12 of the 1st range of the township of Leeds, at the south west by lots 660-661, at the south west by the public road, at the north west by the north west part of lot 662. Containing 100 acres in surface. Known as belonging to Mrs. Alphonse Rouleau. Taxes due: $122.61.

Lot 644 of the 11th range of the cadaster of the township of Ireland of 100 acres in surface, bounded at the north east by the public road, at the south east by lot 645, at the south west by lots 595-596-597 of the 10th range and the north west by lot 643. Known as belonging to Mrs. Alphonse Rouleau. Taxes due: $53.15.

MUNICIPALITY OF ST-JOSEPH COLERAINE

The north west 4/7 of lot 19 of the 1st range of the township of Coleraine. Known as belonging to Adélard Lehoux. Taxes due: $65.05.

The north west half of lot 22 of the 1st range of the township of Coleraine. Known as belonging to Ludger Levesque. Taxes due: $35.12.

The north east part at the north of the front road of lot 24 of the 1st range of the township of Coleraine. Known as belonging to Roland Goudreau. Taxes due: $117.00.

The 3/4 of lot 23 north west, range 1 of the township of Coleraine. Known as belonging to Adélard Lehoux. Taxes due: $61.75.

MUNICIPALITY OF STE-SOPHIE

A part of lot 837 of the cadaster of the parish of Ste-Sophie in the township of Halifax, bounded at the north west by lot 838, at the south east by lot 836, at the north east by the road of the 10th range, at the south west by the road of 9th range, of a total surface of 71 acres, less on the width of the lot in the south east part 15 acres owned by Henry Giguère, and leaving a balance of 56 acres. Known as belonging to Omer Daigle. Taxes due: $79.45.

MUNICIPALITY OF ST-JACQUES DE LEEDS

A piece of land of about 1/4 of an acre, more or less, bounded to the north by the Craig Road, to the east by the Mine Road, to the south by the part of lot 16-A, belonging to Emilien Lessard and to the west by Gaudias Sylvain. This piece of land is part of lot 16-A of the 9th range of the cadaster of the township of Leeds. Known as belonging to Jean-Thomas Champagne. Taxes due: $8.48.

MUNICIPALITY OF ST-ANTOINE PONTBRIAND

A part of lot 14-A of the 2nd range of the township of Thetford, of 80 acres in surface,

au nord-ouest à Edmond Perreault, au nord-est à Eleucippe Toussaint, au sud-est à Aimé Toussaint et au sud-ouest à Eugène Cimon. Connu comme appartenant à Arthur Roseberry. Taxes dues: $61.89.

Plessisville, le 13 avril 1954.

Le Secrétaire-trésorier
de la corporation
du comté de Mégantic,
ÉDOUARD HOUDE.

37023-16-2-o

bounded at the north west by Edmond Perreault, at the north east by Eleucippe Toussaint, at the south east by Aimé Toussaint and at the south west by Eugène Cimon. Known as belonging to Arthur Roseberry. Taxes due: $61.89.

Plessisville, April 13th, 1954.

ÉDOUARD HOUDE,
Secretary-Treasurer
of the Corporation
of the county of Megantic.

37023-16-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

HULL

Cour Supérieure, N° 2636. DONAT BOISVENU, de la ville de Buckingham, district de Hull, hôtelier, demandeur, vs EDGAR CHENIER, de la ville de Buckingham, district de Hull, défendeur.

"Ce certain morceau de terrain ou emplacement de forme irrégulière, faisant partie du lot numéro douze-C (Pt. 12c) du troisième rang du canton de Buckingham, comté de Papineau, ledit emplacement maintenant compris dans les limites de la ville de Buckingham, et mesurant environ 75 pieds de largeur sur 125 pieds de profondeur, et étant borné comme suit: En front, par le chemin de Buckingham à Masson, en profondeur par le terrain de The James MacLaren Co. Ltd., du côté sud par le terrain de Joseph P. Beauchamp ou représentants, et du côté nord par le terrain de la compagnie susdite; avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances".

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Grégoire de Naziance de Buckingham, le QUATRIEME jour de MAI, 1954, à TROIS heures de l'après-midi (heure avancée).

Bureau du Shérif, ce 23 mars, 1954.

Shérif,
R. ST. PIERRE.
36882-13-2-o

MONTRÉAL

Fieri Facias de bonis et de Terris
Cour de l'Échiquier

Montréal, à savoir: N° 28317. SA MAJESTÉ LE ROI aux droits du Dominion du Canada, demanderesse vs JOSEPH MAJOR, défendeur.

Une terre située en la Ville de Laval des Rapides, côté du Bord de l'Eau, d'un demi arpent de largeur sur dix-huit arpents de profondeur plus ou moins, et connu et désigné comme étant le numéro deux cent dix-sept sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St. Martin, avec une maison et dépendances sus érigées.

Ainsi que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu, au bureau d'enrégistrement du comté de Laval, à Ste-Rose, le VINGT-NEUF AVRIL 1954, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 24 mars 1954. 36893-13-2-o

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

HULL

Superior Court, No. 2636. DONAT BOISVENU, of the Town of Buckingham, district of Hull, hotelkeeper, plaintiff, vs EDGAR CHENIER, of the Town of Buckingham, district of Hull, defendant.

"This lot of land or emplacement of irregular shape, forming part of lot number twelve-C (P. 12c) of Range three of the Township of Buckingham, County of Papineau, the said emplacement presently included in the limits of the Town of Buckingham, and measuring some 75 feet in width by 125 feet in depth, is bounded as follows: To the front, by the road leading from Buckingham to Masson, in depth by the land of The James MacLaren Co. Ltd., to the South side by the land of Joseph P. Beauchamp or representatives, and to the North side by the land of the Company hereinabove mentioned; with all the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St. Grégoire de Naziance de Buckingham, the FOURTH day of MAY, 1954, at THREE o'clock in the afternoon (Dayllght Saving Time).

R. ST. PIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
this March 23, 1954. 36882-13-2

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Echequer Court

Montreal, to wit: No. 28317. HIS MAJESTY THE KING in the rights of the Dominion of Canada, plaintiff vs JOSEPH MAJOR, defendant.

A farm situated in the Town of Laval des Rapides, on the water side, a half arpent wide by eighteen arpents in depth more or less, known and designated as being number two hundred and seventeen of the official plan and book of reference of the parish of St. Martin, with a house and dependencies erected thereon.

All of which as it actually stands with all the servitudes both active and passive, and apparent and unapparent attaching to said immoveable.

To be sold at the Registry Office of the County of Laval, at St. Rose, the TWENTY-NINTH day of APRIL 1954, at ELEVEN o'clock in the morning.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 24, 1954. 36893-13-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal à savoir: N° 333207 { LA CAISSE POPULAIRE DE LAPRAIRIE, demanderesse, vs PAUL DE ROCK, défendeur.

"Un immeuble située à Laprairie, (campagne comté de Laprairie, comprenant:

a) Un terrain désigné sous le numéro six cent cinquante-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-six (36-654) au cadastre officiel de la paroisse de Laprairie;

b) Un terrain désigné sous le numéro six cent cinquante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-six (36-655) au cadastre officiel de la paroisse de Laprairie;

c) Une lisière de terrain faisant partie du lot désigné sous le numéro six cent cinquante-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-six (36-656) au cadastre officiel de la paroisse de Laprairie, contenant dix pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins et tenant en front, au sud ouest, au chemin public; en arrière, au nord est, au lot numéro 36-632; d'un coté au nord ouest, au lot numéro 36-655; et de l'autre coté, au sud est, a l'autre partie du dit lot numéro 36-656;

Et une maison de blocs de ciment, a un étage audessus du rez de chaussée et deux logis, circonstances et dépendances."

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Laprairie, le VINT-NEUF AVRIL 1954, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montréal, 24 mars 1954. 36894-13-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 333207 { LA CAISSE POPULAIRE DE LAPRAIRIE, plaintiff, vs PAUL DE ROCK, defendant.

"An immoveable situate at Laprairie, (Countryside, county of Laprarie being comprised of:

a) A parcel of land designated under number six hundred and fifty-four of the official subdivision of original lot number thirty-six (36-654) of the official cadastre of the parish of Laprairie

b) A parcel of land designated under number six hundred and fifty-five of the official subdivision of the original lot number thirty-six (36-655) of the official cadastre of the parish of Laprairie;

c) A strip of land forming part of lot designated under number six hundred and fifty-six of the official subdivision of the original lot number thirty-six (36-656) of the official cadastre of the parish of Laprairie, containing ten feet in width by one hundred feet in depth, English measure, more or less and touching, in front, on the southwest, the public road; in rear, on the Northeast, by lot number 36-632; on one side, on the Northwest, by lot number 36-655); and on the other side, on the Southeast, to the other part of the said lot number 36-656;

And a house built of cement blocks, one-storey above street level and two tenements, circumstances and dependencies".

To be sold at the parochial church door of the parish of Laprairie, on APRIL TWENTY-NINTH, 1954, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 24, 1954. 36894-13-2

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, N° 7808 { J. A. LAFERTÉ LIMITÉE, compagnie légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Saint-Hyacinthe; demanderesse vs ARTHUR MESSIER, commerçant de Douville, district de Saint-Hyacinthe, défendeur; et le Régistrateur de la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe, mis-en-cause.

Saisi comme appartenant au défendeur:

Un emplacement situé en la municipalité de la paroisse de Douville, côté sud-est du chemin public, faisant partie du lot numéro onze cent vingt-sept (Ptie 1127) du cadastre officiel de la paroise Notre-Dame-de-Saint-Hyacinthe, mesurant environ 180 pds de largeur en front, le long du chemin, mesure anglaise, sur la profondeur qu'il y a entre a route N° 12 et la rivière Yamaska, la ligne sud-ouest du terrain vendu devant être tirée à angle droit de la dite route, et passer à 30 pds anglais du mur sud-ouest du chalet construit sur ce terrain; limité au front par la dite route; à la profondeur par ladite rivière; du côté nord-est par partie du lot no: 1126, et du côté sud-ouest par partie du lot no: 1127 appartenant à L.-P. Nadeau.

A distraire cependant la lisière de terrain vendue au Gouvernement de la Province de Québec, pour l'élargissement de la dite route.

Avec un chalet en bois y construit.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale Ste-Eugénie-de-Rome (municipalité de Dou-

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St. Hyacinthe

Superior Court, Number 7808. { J. A. LAFERTÉ LIMITÉE, a company legally incorporated, having its head office in the city and district of Saint Hyacinthe; Plaintiff, vs ARTHUR MESSIER, merchant of Douville, district of Saint Hyacinthe, Defendant; and the Registrar of the Registration Division of Saint Hyacinthe, Mis-en-Cause;

Seized as belonging to Defendant:

Am emplacement situate in the municipality of the parish of Douville, on the south'east side of the public highway, forming part of lot number eleven hundred and twenty-seven (&. 1127) of the official cadastre of the parish of Notre Dame de St. Hyacinthe, measuring some 180 feet wide in front, along the highway, English measure, by the depth which exists between Route No. 12 and the Yamaska River, the south-west line of the purchased land to be drawn at a rigjt angle of the said route, and pass at 30 feet (English measure) of the south-west wall chalet erected on said land; bounded in front by the said route; in depth by the said river; northeasterly by part of lot No. 1126, and southwesterly by part of lot No. 1127, belonging to L. P. Nadeau.

Save and except, however, the strip of land sold to the Government of the Province of Quebec, for the purpose of widening the said route.

With a wooden chalet erected thereon.

To be sold at the parochial church door of Ste Eugénie de Rome (municipality of Douville),

ville), le MARDI, VINGTIEME jour d'AVRIL 1954, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
Bureaux du Shérif, ROLLAND BOUCHER.
Palais de Justice,
Saint-Hyacinthe, le 16 mars 1954. 36853-12-2-o

on TUESDAY, the TWENTIETH day of APRIL 1954, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLLAND BOUCHER,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Court House,
Saint Hyacinthe, March 16th, 1954. 36853-12-2

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
District de Témiscamingue

Cour Supérieure, N° 647. P. M. FLEMING LIMITED, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires a Haileybury, province d'Ontario demanderesse vs OVILA SABOURIN, garagiste de Laverlochere, district de Temiscamingue, défendeur.

"Un certain lopin de terre, au village de St-Isidore de Laverlochere, faisant partie du lot numéro soixante-trois de la lettre H dans le deuxième rang des Plan et livre de renvoi officiels du canton Laverlochere étant plus particulièrement la partie nord-est de ce lot (Partie Nord-est lot N° 63-H, rang 2 canton Laverlochere mesurant quatre-vingt pieds le long du chemin des cantons Laverlochere et Baby, par deux cent dix pieds de profondeur plus ou moins.

Cette partie de lot est bornée au nord sur quatre-vingts pieds par le chemin des cantons Laverlochere et Baby; en arrière au sud au bout de deux cent dix pieds par une rue; à l'est aussi par une rue et à l'ouest par le residu de ce lot; avec les bâtisses dessus construites appartenances et dependances; le tout la propriété d'Ovila Sabourin.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Isidore de Laverlochere, VENDREDI le TRENTE AVRIL 1954 à ONZE heures a.m.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JULES GRENIER.
Ville-Marie P.Q., le 19 mars 1954. 36875-13-2-o
[Première publication le 27 mars 1954]

TEMISCAMINGUE

Fieri Facias de terris
District of Temiscamingue

Superior Court, No. 647. P. M. FLEMING LIMITED, a body politic and corporate, having its head office at Haileybury, Province of Ontario, plaintiff, vs OVILA SABOURIN, garage-keeper of Laverlochere, district of Temiscamingue, defendant.

A certain piece of land, in the village of St-Isidore of Laverlochere, forming part of lot number sixty-three of the letter H in the second range on the official plan and in the book of reference for the township of Laverlochere, being most sepecially the Northeastern part of this lot, (Part Northeastern lot No. 63-H, range 2, township Laverlochere, measuring eighty feet along the road of the townships Laverlochere and Baby, by two hundred and ten feet in depth, more or less.

This part of lot is bounded on the North along eighty feet by the road of the townships of Laverlochere and Baby; in rear, on the South, at the end of two hundred and ten feet by one street; on the East also by a street and on the West, by a residue of this lot; with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies; the whole the property of Ovila Sabourin.

To be sold at the church door of St-Isidore of Laverlochere, FRIDAY, APRIL THIRTIETH, 1954, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JULES GRENIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Ville-Marie P.Q., March 19, 1954. 36875-13-2
[First insertion March 27, 1954.]

Département de l'Agriculture

Avis est donné, conformément aux dispositions de l'article 24 de la Loi des sociétés d'agriculture (S.R.Q. 1941, chapitre 117), qu'une société d'agriculture de district a été constituée dans le district judiciaire d'Arthabaska sous le nom de "Société d'agriculture du district d'Arthabaska", avec siège social à Victoriaville.

La formation de cette société a été approuvée par l'arrêté en conseil N° 316 du 31 mars 1954.

Daté du bureau du ministre de l'Agriculture, ce 8 avril 1954.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
37013-o R. TRÉPANIER.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that, pursuant to the provisions of section 24 of the Agricultural Societies' Act (R.S.Q. 1941, chapter 117), that a District Agricultural Society has been incorporated in the judicial district of Arthabaska under the name of "Agricultural Society of the District of Arthabaska" with head office at Victoriaville.

The formation of this society has been approved by Order in Council No. 316 of March 31, 1954.

Dated at the office of the Minister of Agriculture, this eight day of April, 1954.

R. TRÉPANIER,
37013 Deputy Minister of Agriculture.

Département du Bien-être social et de la jeunesse

AVIS

Avis est par les présentes donné que le permis d'enseignement accordé en vertu des dispositions de la Loi des écoles professionnelles, Statuts

Department of Social Welfare and of Youth

NOTICE

Notice is hereby given that the permit for teaching granted under the provisions of the Trade-schools Act, Revised Statutes 1941, chap.

refondus 1941, chap. 64 et amendements, par l'honorable ministre du bien-être social et de la jeunesse, le ou vers le 19 août 1953, à l'Institut d'Entraînement Mécanique Inc., 270D, Blvd. ouest, Louiseville, a été révoqué le 26 mars 1954.

Le Sous-ministre du Bien-être social
et de la jeunesse,
37020-o GUSTAVE POISSON, C.R.

64 and amendments, by the Honourable the Minister of Social Welfare and Youth, on or about August 19, 1953, at the "Institut d'Entraînement Mécanique Inc.," 270D, West Blvd., Louiseville, has been revoked on March 26, 1954.

GUSTAVE POISSON, Q.C.,
Deputy Minister of Social Welfare
37020 and Youth.

Département de l'Instruction Publique

N° 1309-51

Québec, le 9 avril 1954.

Demande est faite de former en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "St-Étienne-de-Languedoc, dans le comté d'Abitibi-Ouest", le territoire ci-dessous décrit qui sera détaché des municipalités scolaires actuelles de St-Mathias et de Languedoc, dans le même comté.

Cette nouvelle municipalité scolaire comprendra tous les lots suivants, inclusivement du canton Languedoc, savoir:

31 à 62 des rangs II et III; 27 à 62 des rangs IV et V; 17 à 62 des rangs VI, VII, VIII, IX et X.

En référence au cadastre officiel du canton Guyenne, les lots 1 et 2 des rangs VI, VII, VIII, IX et X, qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire.

Le Surintendant de l'Instruction publique.
37015-16-2-o O.J. DESAULNIERS.

N° 418-45.

Québec, le 13 avril 1954.

ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec* des 20 et 27 mars 1954, concernant l'érection de la municipalité scolaire catholique de St-Mathias-de-Bonneterre, comté de Compton, dans le 17ème paragraphe, deuxième ligne, il faut lire "des rangs X et IX" au lieu des rangs X et XI.

Dans le dernier paragraphe, dernière ligne, il faut lire "17-A rang VIII" au lieu de 17-A rang VII.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37022-o O. J. DÉSAULNIERS.

Department of Education

No. 1309-51

Quebec, April 9, 1954.

Application is made to form into a separate school municipality, under the name of "St-Étienne-de-Languedoc, in the county of Abitibi-West", the territory herebelow described which shall be detached from the present school municipalities of St-Mathias and of Languedoc, in the same county.

This new school municipality will take in all the following lots, including the township of Languedoc, to wit:

31 to 62 of ranges II and III; 27 to 62 of ranges IV and V; 17 to 62 of ranges VI, VII, VIII, IX and X.

With reference to the official cadastre of the township of Guyenne, lots 1 and 2 of ranges VI, VII, VIII, IX and X, which are not as yet organized for school purposes.

O. J. DESAULNIERS,
37015-16-2 Superintendent of Education.

No. 418-45.

Quebec, April 13, 1954.

ERRATUM

In the notice published in the *Quebec Official Gazette* on March 20th and 27th, 1954, concerning the erection of the Catholic School Municipality of St-Mathias-de-Bonneterre, County of Compton, in paragraph 17, on the second line, one must read "of ranges X and IX" in lieu of ranges X and XI.

In the last paragraph, last line, one must read "17-A range VIII" in lieu of 17-A range VII.

O. J. DÉSAULNIERS.
37022 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Roch-Nord quartier Limoilou, cité de Québec, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 427-A est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er avril 1954.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
36991-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the parish of St-Roch-Nord Ward of Limoulou, city of Quebec, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 427-A has been cancelled in virtue of article 2174A of the civil Code.

Quebec, April 1, 1954.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD.
36991-o Deputy Minister.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 16

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Cansler vs Winagar 1331
Sagala vs Surprenant 1331

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

291 — Code du bois ouvré de la province de Québec 1312
355-C — Employés de laiterie de Québec 1329

ASSEMBLÉE:

La Compagnie de Chemin de Fer Alma & Jonquières 1331

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 1293

AVIS DIVERS:

Chasseurs et Pêcheurs Lévisiens Inc. (Directeurs) 1332
Fédération des Collèges Classiques (Règlements) 1333
Gaspé Copper Mines, Limited (Barrage) 1332
Longueuil Credit Union (Fondation) .. 1332
Roll-it Employees Credit Union (Fondation) 1333
Sheraton-Int. Royal Hotel Employees Credit Union (Fondation) 1333
Syndicat Coopératif des Jardiniers du Sud de Montréal (Fondation) 1334
Syndicat des Producteurs d'Oeufs d'Yamaska (Fondation) 1333
Union Insurance Society of Canton Limited (Correction) 1333

CHARTE — ABANDON DE:

D. H. Gélineau et Fils Ltée 1342

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

Ordonnances numéros 3, revisée — 3a-4, 1953 — 11, 1944 — 26a-29-39, 1942 — 41, 1953 et 42, 1953 (Renouvellement) 1338
Ordonnance N° 4, 1953 (Modification) 1334
Ordonnance N° 41, 1953 (Modification) 1339
Ordonnance N° 42, 1953 (Modification) 1341

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:

Atlantic Commission Company, Inc. .. 1342

COMPAGNIE DISSOUTE:

Syndicat Coopératif de Remise à Chevaux 1343

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Société d'agriculture du district d'Arthabaska 1370

BIEN-ETRE SOCIAL ET DE LA JEUNESSE:

Institut d'Entraînement Mécanique Inc. 1370

Index of the Quebec Official Gazette, No. 16

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Cansler vs Winagar 1331
Sagala vs Surprenant 1331

ORDERS IN COUNCIL:

291 — Woodworking Code of the Province of Quebec 1312
355-C — Dairy employees of Quebec .. 1329

MEETING:

The Alma & Jonquières Railway Company 1331

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1293

MISCELLANEOUS NOTICES:

Chasseurs et Pêcheurs Lévisiens Inc. (Directors) 1332
Fédération des Collèges Classiques (By-Laws) 1333
Gaspé Copper Mines, Limited (Dam) .. 1332
Longueuil Credit Union (Foundation) .. 1332
Roll-it Employees Credit Union (Foundation) 1333
Sheraton-Int. Royal Hotel Employees Credit Union (Foundation) 1333
Syndicat Coopératif des Jardiniers du Sud de Montréal (Foundation) 1334
Syndicat des Producteurs d'Oufs d'Yamask (Foundation) 1333
Union Insurance Society of Canton Limited (Correction) 1333

CHARTER — SURRENDER OF:

D. H. Gélineau et Fils Ltée 1342

MINIMUM WAGE COMMISSION:

Ordinances Nos. 3, revised — 3a-4, 1953 — 11, 1944 — 26a-29-39, 1942 — 41, 1953 and 42, 1953 (Renewal) 1338
Ordinance No. 4, 1953 (Amendment) .. 1334
Ordinance No. 41, 1953 (Amendment) .. 1339
Ordinance No. 42, 1953 (Amendment) . 1341

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Atlantic Commission Company, Inc. .. 1342

COMPANY DISSOLVED:

Syndicat Coopératif de Remise à Chevaux 1343

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Société d'agriculture du district d'Arthabaska 1370

SOCIAL WELFARE AND OF YOUTH:

Institut d'Entraînement Mécanique Inc. 1370

INSTRUCTION PUBLIQUE:
Municipalité scolaire de:

Chibougamau 1344
Coaticook 1345
Murdochville 1344
St-Étienne-de-Languedoc 1343
St-Jean, cité de et Notre-Dame-Auxiliatrice 1371
St-Mathias-de-Bonneterre (Erratum) .. 1371

TERRES ET FORETS:
Service du Cadastre:

St-Roch-Nord, paroisse de 1371

TRAVAIL:
Industrie ou métiers de:

Barbier, coiffeur et coiffeuse de Québec (Modification) 1356
Commerce de l'alimentation en gros de Québec (Prélèvement) 1346
Construction dans la Province (Modification) 1358
Construction de Montréal (Prélèvement) 1345
Le Syndicat National et Catholique des Métiers de la Construction de Sorel Inc. (Avis) 1348

EXAMEN DES AGRONOMES:

Admission à l'exercice de la profession agronomique 1359

LETTRES PATENTES:

Acton Nipples Inc. 1294
Agel Construction Limitée 1295
Ahuntsic Lumber Inc. 1295
Alph. & Eddy Brown Sales Inc. 1295
Association de Bienfaisance Crémazie .. 1296
Beliveau & Comeau Automobiles Inc. .. 1296
Blau & Skarf Fur Co. Inc. 1296
Café Domino Limitée 1297
Canadian National Recreation Association Inc. (Montreal) 1297
Cana Door Limited 1297
Caplan Hardware Ltd. 1298
Carter & Girard Construction Company Limited 1298
Cercle des Hommes d'Affaires d'Asbestos Incorporé 1298
Chateau Huntingdon Inc. (Correction) 1310
Clinique Tarnier Inc. 1299
Commissariat Industriel de St Georges Beauce Quebec Canada Inc. 1299
Coronet Studio Inc.— Studio Coronet Inc. 1300
Dumas et Boisvert Construction Ltée .. 1300
Edmond Sylvain Limitée 1954 1300
Fours and Fives Inc. 1301
Fourteen Weredale Park Ltd. 1301
Foyer Valin Inc. 1301
Frank Guzzo Inc. 1302
Imprimerie Vachon & Cie Inc. 1302
J. M. Comeau Limitée 1302
Laflamme Fourrures Inc.— Laflamme Furs Inc. 1303
La Ligue des Propriétaires de la Ville de l'Isle Maligne 1303
Lanbar Construction Corp. 1303
L'Association des Fonctionnaires Provinciaux des Cantons de l'Est 1304
L'Association des Hommes d'Affaires de Pont-Viau Inc. 1304
Laurendeau Lumber Inc. 1304
Le Congrès Marial National Inc. 1305

EDUCATION:
School Municipality of:

Chibougamau 1344
Coaticook 1345
Murdochville 1344
St-Étienne-de-Languedoc 1343
St. John, city of and Notre-Dame-Auxiliatrice 1371
St-Mathias-de-Bonneterre (Erratum) .. 1371

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

St-Roch-North, parish of 1371

LABOUR:
Industry or Trades of:

Barber and hairdressing of Quebec (Amendment) 1356
Quebec wholesale food trade (Levy) ... 1346
Construction in the Province (Amendment) 1358
Construction of Montreal (Levy) 1345
Le Syndicat National et Catholique des Métiers de la Construction de Sorel Inc. (Notice) 1348

AGRONOMISTS EXAMINATION:

Admission to the practice of the Profession of Agronomist 1359

LETTERS PATENT:

Acton Nipples Inc. 1294
Agel Construction Limitée 1295
Ahuntsic Lumber Inc. 1295
Alph. & Eddy Brown Sales Inc. 1295
Association de Bienfaisance Crémazie .. 1296
Beliveau & Comeau Automobiles Inc. .. 1296
Blau & Skarf Fur Co. Inc. 1296
Café Domino Limitée 1297
Canadian National Recreation Association Inc. (Montreal) 1297
Cana Door Limited 1297
Caplan Hardware Ltd. 1298
Carter & Girard Construction Company Limited 1298
Cercle des Hommes d'Affaires d'Asbestos Incorporé 1298
Chateau Huntingdon Inc. (Correction) 1310
Clinique Tarnier Inc. 1299
Commissariat Industriel de St Georges Beauce Quebec Canada Inc. 1299
Coronet Studio Inc.— Studio Coronet Inc. 1300
Dumas et Boisvert Construction Ltée .. 1300
Edmond Sylvain Limitée 1954 1300
Fours and Fives Inc. 1301
Fourteen Weredale Park Ltd. 1301
Foyer Valin Inc. 1301
Frank Guzzo Inc. 1302
Imprimerie Vachon & Cie Inc. 1302
J. M. Comeau Limitée 1302
Laflamme Fourrures Inc.— Laflamme Furs Inc. 1303
La Ligue des Propriétaires de la Ville de l'Isle Maligne 1303
Lanbar Construction Corp. 1303
L'Association des Fonctionnaires Provinciaux des Cantons de l'Est 1304
L'Association des Hommes d'Affaires de Pont-Viau Inc. 1304
Laurendeau Lumber Inc. 1304
Le Congrès Marial National Inc. 1305

Les Ateliers Martel Inc. 1305
Les Entreprises du Meuble Moderne Inc. 1306
Ligue des Propriétaires de St-Eustache Ouest Inc. 1306
Marchessault Inc. 1306
Mes Enfants Inc. 1307
Milano Furniture Co. Ltd. 1307
Nashwaak Corporation of Canada Limited 1307
Quebec Trotting Raceways Inc.— Les Pistes au Trot du Québec Inc. 1308
Racine Réfrigérateurs Domestiques Ltée — Racine Household Refrigerators Ltd. 1309
Radisson Equipement Ltée — Radisson Equipment Ltd 1308
Rubin Bros. Incorporated 1309
Sidmor Children's Wear Ltd. 1309
Sylvio Provost Ltée 1309
Thomas Photo Products Inc. 1310
Turkeys de Luxe Inc. 1310

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Aluma Roll (Canada) Ltd. 1311
Beaulieu & Fils Automobile Limitée 1311
Diemakers Limited 1311
Fédération des Collèges Classiques 1359
Varsity Pants Inc. 1311

SIÈGES SOCIAUX:

Chevaliers de Colomb, Conseil de:
Buckingham, N° 2056 1359
Cowansville, N° 2821 1360
Forestville, N° 3117 1360
Rex Securities Ltd. 1360

SOUMISSIONS:

Grande-Baie, commissaires d'écoles du village de 1362
Laurentia, commissaires d'écoles protestante de (Correction) 1360
Québec, cité de 1360
Ste-Odile-sur-Rimouski, paroisse de 1361

VENTES D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Railway Company 1363
Canadian Pacific Express Company 1363

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Cabana, Roland 1363

VENTE PAR LICITATION:

Morand vs Morand *et al* 1364

VENTES POUR TAXES:

Mégantic, comté de 1365
Rivière-du-Loup, comté de 1365

VENTES PAR SHÉRIFS:

HULL:

Boisvenu vs Chenier 1368

MONTRÉAL:

La Caisse Populaire de Laprairie vs de Rock 1369
Le Roi vs Major 1368

Les Ateliers Martel Inc. 1305
Les Entreprises du Meuble Moderne Inc. 1306
Ligue des Propriétaires de St-Eustache Ouest Inc. 1306
Marchessault Inc. 1306
Mes Enfants Inc. 1307
Milano Furniture Co. Ltd. 1307
Nashwaak Corporation of Canada Limited 1307
Quebec Trotting Raceways Inc.— Les Pistes au Trot du Québec Inc. 1308
Racine Réfrigérateurs Domestiques Ltée — Racine Household Refrigerators Ltd. 1309
Radisson Equipement Ltée — Radisson Equipment Ltd 1308
Rubin Bros. Incorporated 1309
Sidmor Children's Wear Ltd. 1309
Sylvio Provost Ltée 1309
Thomas Photo Products Inc. 1310
Turkeys de Luxe Inc. 1310

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Aluma Roll (Canada) Ltd. 1311
Beaulieu & Fils Automobile Limitée 1311
Diemakers Limited 1311
Fédération des Collèges Classiques 1359
Varsity Pants Inc. 1311

HEAD OFFICES:

Knights of Columbus, Council of:
Buckingham, No. 2056 1359
Cowansville, No. 2821 1360
Forestville, No. 3117 1360
Rex Securities Ltd. 1360

TENDERS:

Grande-Baie, School Commissioners of the village of 1362
Laurentia, Protestant School Commissioners of (Correction) 1360
Quebec, city of 1360
Ste-Odile-sur-Rimouski, parish of 1361

SALES OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Railway Company 1363
Canadian Pacific Express Company 1363

SLES, BANKRUPTCY ACT:

Cabana, Roland 1363

SALE BY LICITATION:

Morand vs Morand *et al* 1364

SALES FOR TAXES:

Mégantic, county of 1365
Rivière-du-Loup, county of 1365

SHERIFFS' SALES:

HULL:

Boisvenu vs Chenier 1368

MONTREAL:

La Caisse Populaire de Laprairie vs de Rock 1369
The King vs Major 1368

SAINT-HYACINTHE:

J. A. Laferté Limitée vs Messier..... 1369

TÉMISCAMINGUE:

P. M. Fleming Limited vs Sabourin... 1370

36988-o

SAINT HYACINTHE:

J. A. Laferté Limitée vs Messier..... 1369

TÉMISCAMINGUE:

P. M. Fleming Limited vs Sabourin... 1370

36988-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur de la Reine.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, Queen's Printer.